

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1966 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1966

La présente chronique comprend quatre sections.

La section 1 « Aperçu d'ensemble de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » retrace brièvement les développements les plus marquants qui se sont produits dans cette balance en 1966.

La section 2 contient des tableaux de détail de la balance générale et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus dans diverses rubriques et commentant certaines évolutions survenues entre 1965 et 1966.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique.

Les données contenues dans les tableaux des sections 1, 2 et 3 suivent le schéma de balance des paiements publié dans la partie « Statistiques » du *Bulletin*. Ce schéma, qui fait apparaître *in fine* le financement des transactions avec l'étranger qui a donné lieu à un mouvement dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou à un refi-

nancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger, est le mieux adapté pour permettre de rattacher l'évolution de la balance des paiements aux divers éléments de la situation financière générale de la Belgique; c'est pourquoi il est utilisé pour l'analyse de l'évolution des paiements avec l'étranger.

Toutefois, afin de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé à la section 4 intitulée « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. » les données contenues dans les tableaux des sections 1, 2 et 3, suivant le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements qui s'est tenue en février 1964 sous l'égide du Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement de l'O.C.D.E.

SECTION 1

**APERÇU D'ENSEMBLE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Les transactions courantes et le mouvement des capitaux de l'U.E.B.L. avec l'étranger se sont soldés, compte tenu des erreurs et omissions, par un déficit de 6 milliards en 1966, contre un excédent de 8,5 milliards en 1965. Cette détérioration résulte à la fois du renversement du solde des opérations courantes et de celui du mouvement des capitaux : le solde courant est passé d'un boni de 7,6 milliards en 1965 à un déficit de 5 milliards en 1966 et le mouvement des capitaux a donné lieu à une sortie nette de 2 milliards en 1966, contre une entrée nette de 1,2 milliard en 1965.

C'est l'évolution des opérations sur marchandises qui a été l'élément déterminant du retournement de la balance des transactions courantes. Le rythme de progression des dépenses pour importations de marchandises est passé de 7,1 p.c. en 1965 à 10,5 p.c. en 1966; il a été particulièrement rapide pendant le premier semestre de cette année. L'expansion plus prononcée de la production industrielle à la fin de 1965 et pendant les premiers mois de 1966 a entraîné un gonflement des volumes importés. Parallèlement, la hausse des cours mondiaux des matières premières a exercé une incidence directe, par l'augmentation des valeurs unitaires à l'importation, et une incidence indirecte, par le gonflement des stocks qui s'est ensuivi, sur la valeur globale des achats à l'étranger. Par contre, l'expansion des recettes d'exportations de marchandises n'a été que de 5 p.c. en 1966, contre 10 p.c. en 1965. Ce ralentissement résulte de la réduction du taux de croissance de l'activité économique en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, principaux clients de l'U.E.B.L.; les recettes d'exportations à destination de ces pays n'ont en effet progressé respectivement que de 1,6 p.c. et 2,3 p.c. en 1966, contre 16 p.c. et 5,6 p.c. en 1965. Au total, les opérations d'exportations et d'importations de marchandises ont laissé un solde déficitaire de 16,6 milliards en 1966, contre 2,6 milliards en 1965. Cette détérioration, d'une période à l'autre, a été particulièrement marquée pendant la première moitié de l'année lorsque le rythme d'augmentation des importations s'accélérait, alors que celui des

exportations subissait déjà le contrecoup du ralentissement des importations dans certains pays voisins.

L'évolution des autres opérations sur marchandises a quelque peu compensé l'incidence, sur le solde global des transactions courantes, de la détérioration du solde des opérations d'exportations et d'importations de marchandises. Les recettes nettes au titre des opérations d'arbitrage sur marchandises sont passées de 3,2 milliards en 1965 à 5,3 milliards en 1966 et les recettes nettes de travail à façon ont progressé de 6,6 milliards à 8,1 milliards. Ce dernier accroissement est localisé principalement dans les relations avec les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne; les recettes en provenance de ce dernier pays, en particulier, ont augmenté fortement depuis 1964 en liaison avec l'installation d'une filiale importante de société automobile.

Les transactions sur services ont laissé un solde positif de 0,6 milliard, contre 2,3 milliards en 1965. Cette contraction se retrouve essentiellement dans une progression des dépenses au titre des déplacements à l'étranger, des primes et indemnités d'assurances et des redevances, brevets et droits d'auteur. Le gonflement des sorties au titre de cette dernière rubrique est localisé essentiellement dans les relations avec les Etats-Unis.

Le déficit des transferts de l'Etat a été à peu près du même ordre de grandeur qu'en 1965. C'est donc la réduction des recettes nettes au titre des transferts privés qui explique que le solde global des transferts soit passé d'un boni de 0,1 milliard en 1965 à un déficit de 0,9 milliard en 1966; cette réduction provient uniquement du gonflement des dépenses, surtout au profit des pays non limitrophes d'où provient la main-d'œuvre étrangère.

Le retournement du solde du mouvement des capitaux résulte uniquement d'une contraction des entrées nettes laissées par les opérations en capital des entreprises et particuliers, car les sorties nettes de capitaux des pouvoirs publics ont été inférieures à celles de 1965.

Tableau I.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965			1966		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	-6,4	- 9,0	- 8,7	+1,4	- 4,0	- 2,6	- 7,7	- 8,9	-16,6
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+3,8	+ 3,3	+ 5,2	+3,5	+ 3,1	+ 6,6	+ 4,1	+ 4,0	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+3,1	+ 2,4	+ 5,4	+2,1	+ 1,1	+ 3,2	+ 3,3	+ 2,0	+ 5,3
1.2 Or non monétaire	- 0,9	-0,5	- 0,7	- 0,8	-1,0	- 1,0	- 2,0	- 0,8	- 0,7	- 1,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,4	+0,7	- 0,3	- 0,4	+0,1	- 0,5	- 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,3
1.4 Autres frais de transport	- 2,1	-0,2	+ 0,8	+ 1,0	+0,4	+ 0,7	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ³	+ 1,3	-2,2	- 3,2	- 3,4	-1,6	- 2,5	- 4,1	- 1,8	- 2,7	- 4,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+0,1	- 1,0	- 0,9	-0,5	+ 1,1	+ 0,6	- 0,4	+ 1,3	+ 0,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	-0,2	- 1,0	- 2,3	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
1.8 Autres	+ 5,1	+5,2	+ 4,1	+ 4,2	+2,3	+ 2,5	+ 4,8	+ 1,9	+ 2,0	+ 3,9
Total 1 ...	+ 1,8	+3,4	- 4,6	- 0,7	+6,7	+ 0,8	+ 7,5	- 1,2	- 2,9	- 4,1
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+2,6	+ 2,5	+ 3,0	+1,3	+ 1,2	+ 2,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	-1,8	- 3,1	- 2,4	-1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,1	- 1,4	- 2,5
Total 2 ...	+ 0,7	+0,8	- 0,6	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 1,7	-1,3	- 2,2	- 2,3	-2,3	- 1,0	- 3,3	- 1,1	- 0,7	- 1,8
3.112 Autres opérations	- 3,4	-0,2	+ 5,0	+ 2,8	-2,5	+ 0,5	- 2,0	- 0,8	+ 0,4	- 0,4
3.12 Avoirs	- 0,2	-0,7	- 0,4	- 0,1	-0,1	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	- 0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	...	+0,3	...	+ 1,0	+0,6	- 0,6	...	...	...	...
3.22 Avoirs	+ 0,1	+0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	-4,3	- 1,5	- 5,8	- 1,8	- 0,7	- 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	-0,1	- 0,1	+ 0,3	+1,3	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	-0,7	+ 0,7	+ 2,0	+0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3
4.3 Secteur privé ³ :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	- 4,7	-3,6	- 5,5	- 1,3	-0,5	- 1,6	- 2,1	- 3,6	- 2,9	- 6,5
4.312 Investissements directs	+ 1,8	-0,8	- 4,0	- 5,4	-1,3	- 0,7	- 2,0	+ 0,3	- 0,7	- 0,4
4.313 Immeubles					-0,6	- 0,7	- 1,3	- 0,8	- 0,9	- 1,7
4.314 Autres					-0,1	+ 1,1	+ 1,0	- 0,1	- 0,5	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières	+ 1,5	+0,8	+ 0,8	+ 0,1	+0,5	...	+ 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,3
4.322 Investissements directs	+ 3,5	+5,6	+ 8,9	+12,1	+3,7	+ 3,4	+ 7,1	+ 4,2	+ 2,8	+ 7,0
4.323 Immeubles .....					...	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,3
4.324 Autres					+0,3	+ 0,4	+ 0,7	...	+ 0,7	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,4	-0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
Total 4 ...	+ 3,8	+0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 3,9	+ 3,1	+ 7,0	+ 1,5	- 1,0	+ 0,5
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+1,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,9	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+4,2	...	+10,7	+ 5,4	+ 3,1	+ 8,5	- 1,4	- 4,6	- 6,0
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,1	+0,2	+ 0,1	+ 0,1	+0,4	+ 0,8	+ 1,2	- 0,9	- 0,2	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banque Nationale	+12,2	-1,7	+11,2	+12,6	+5,6	+ 2,4	+ 8,0	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,7
6.22 Autres	-11,6	+5,7	-11,3	- 2,0	-0,6	- 0,1	- 0,7	- 0,7	- 5,9	- 6,6

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

4 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

Comme en 1965, mais dans une mesure moindre, l'Etat a réduit son endettement direct envers l'étranger : il a effectué un remboursement net de 3,8 milliards sur sa dette à long terme, qui a plus que compensé l'augmentation de 1,6 milliard de ses engagements à court terme. Certes, à l'inverse de ce qui s'était passé en 1965, l'Etat n'a pas pu trouver sur le marché national toutes les ressources qui lui étaient nécessaires, mais son recours net aux marchés étrangers s'est fait par l'intermédiaire des banques belges, c'est-à-dire par un gonflement du portefeuille de certificats de trésorerie que ces banques financent au moyen de ressources obtenues à l'étranger. Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'Etat aux marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de leurs avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes choses égales d'ailleurs, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque Nationale.

Outre les remboursements nets qu'il a effectués sur sa dette logée à l'étranger, l'Etat a augmenté, comme en 1965, sa participation au capital de l'Association Internationale de Développement. Au total, les opérations en capital des pouvoirs publics ont laissé un solde déficitaire de 2,5 milliards, contre 5,8 milliards en 1965.

La contraction de 7 milliards en 1965 à 0,5 milliard en 1966 des entrées nettes de capitaux des entreprises et particuliers est due quasi exclusivement au renversement du solde

des opérations en capital du secteur privé, qui, d'un boni de 4,9 milliards en 1965, est passé à un déficit de 1,5 milliard en 1966. C'est principalement l'augmentation des sorties nettes au titre des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, et, parmi ces derniers, des valeurs mobilières étrangères, qui explique ce retournement; les taux de rendement élevés qui pouvaient être obtenus en souscrivant à des emprunts émis dans certains pays étrangers ou sur le marché international, ont, en effet, incité des résidents de l'U.E.B.L. à placer une partie plus importante de leur épargne à l'étranger.

Les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. se sont de nouveau soldés par un boni important. Les investissements directs étrangers, en particulier, ont atteint le même niveau élevé qu'en 1965, soit 7 milliards. Les étrangers ont, par contre, procédé à des liquidations nettes de valeurs mobilières belges et luxembourgeoises.

Le déficit global de 6 milliards de l'ensemble des transactions décrites ci-dessus s'est traduit par une diminution de 1,1 milliard des créances commerciales sur l'étranger que le marché détient pour les avoir rachetées aux organismes monétaires, et par une contraction de 4,9 milliards des avoirs extérieurs nets de ces organismes. Les avoirs nets de la Banque Nationale se sont accrus de 1,7 milliard, mais ceux des autres organismes monétaires ont diminué de 6,6 milliards, notamment parce que, ainsi qu'il a été dit ci-avant, les banques belges ont emprunté, par solde, à l'étranger pour financer le Trésor.

SECTION 2

NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL DE LA BALANCE GENERALE

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau II.

Rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'amendements; l'un des plus importants est le suivant : aux (des) montants

des règlements effectifs est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des exportations et des importations effectuées à crédit qui peuvent être recensées; en fait, les opérations de ventes ou d'achats assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification de l'encours des acceptations en francs belges représentatives d'exportations ou du montant des engagements d'acceptation des banques belges envers des banquiers étrangers. En

contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits de banques belges ou étrangères comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires », à concurrence de la variation de l'encours des acceptations en francs belges représentatives d'exportations financées par des ressources du système monétaire, soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger », à concurrence de la variation de l'encours des acceptations en francs belges

représentatives d'exportations financées en dehors des organismes monétaires, soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. », à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger.

Les règlements pour exportations et importations de marchandises peuvent être affectés par des modifications dans le terme des paiements (*leads and lags*). Ces modifications devraient être recensées comme mouvement de capital et non de marchandises, mais le matériel statistique existant ne permet pas d'effectuer la rectification nécessaire.

Tableau II.

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes ₁	Dépenses ₁	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ₂	Dépenses	Solde
1961 Année	172,7	178,8	- 6,1	4,1	1,4	+ 2,7	+ 2,3	179,1	180,2	- 1,1
1962 Année	181,1	187,5	- 6,4	5,1	1,3	+ 3,8	+ 3,1	189,3	188,8	+ 0,5
1963 Année	200,7	209,7	- 9,0	5,1	1,8	+ 3,3	+ 2,4	208,2	211,5	- 3,3
1964 Année	230,5	239,2	- 8,7	7,0	1,8	+ 5,2	+ 5,4	242,9	241,0	+ 1,9
1965 1 ^{er} semestre ...	124,7	123,3	+ 1,4	4,5	1,0	+ 3,5	+ 2,1	131,3	124,3	+ 7,0
2 ^e semestre ...	128,9	132,9	- 4,0	4,4	1,3	+ 3,1	+ 1,1	134,4	134,2	+ 0,2
Année	253,6	256,2	- 2,6	8,9	2,3	+ 6,6	+ 3,2	265,7	258,5	+ 7,2
1966 1 ^{er} semestre ...	130,9	138,6	- 7,7	5,3	1,2	+ 4,1	+ 3,3	139,5	139,8	- 0,3
2 ^e semestre ...	135,5	144,4	- 8,9	5,4	1,4	+ 4,0	+ 2,0	142,9	145,8	- 2,9
Année	266,4	283,0	- 16,6	10,7	2,6	+ 8,1	+ 5,3	282,4	285,6	- 3,2

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Y compris le solde positif des opérations d'arbitrage.

Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

D'après les principes généraux du *Balance of Payments Manual*, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de la transformation, doivent être considérées comme des achats et des ventes de marchandises; elles ne doivent donc pas donner lieu à enregistrement d'une recette de travail à façon. Comme les marchandises expédiées du Congo vers la Belgique pour y être parachevées entrent, pour la plupart, dans cette catégorie, elles sont considérées comme des importations directes de marchandises en provenance du Congo suivies d'exportations vers les pays qui achètent ces marchandises. Le coût de la transformation des marchandises en Belgique est donc

englobé dans les chiffres des exportations. Les mêmes principes devraient être suivis pour un certain nombre de marchandises traitées en Belgique par des filiales de maisons étrangères : c'est le cas, notamment, du moins dans une certaine mesure, pour le raffinage du pétrole brut et le montage de voitures automobiles. En l'absence, toutefois, de statistiques suffisamment détaillées pour isoler ces transactions, celles-ci sont considérées comme donnant lieu à des opérations de transformation. Le coût de ces dernières est donc enregistré comme une recette de travail à façon.

Les recettes et dépenses au titre du travail à façon comprennent aussi respectivement les paiements reçus par des résidents pour l'entretien et la réparation de navires étrangers

et les paiements effectués à des étrangers pour l'entretien et la réparation de navires belges. Ces frais portuaires devraient normalement être inclus dans la rubrique 1.4 « Autres frais de transport », mais comme ils ne peuvent être dissociés statistiquement des recettes et dépenses de travail à façon qu'à partir de l'année 1965, on a continué de les comprendre sous cette rubrique pour éviter une solution de continuité.

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage ».

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois, et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents. Comme celle des exportations et importations, cette rubrique peut être influencée par les modifications qui se produisent dans les délais de paiement des marchandises achetées ou vendues.

Rubrique 1.2 « Or non monétaire ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par les organismes monétaires. Le solde négatif des transactions au titre de cette rubrique, qui représente des importations nettes pour l'U.E.B.L., a été respectivement de 2 milliards et de 1,5 milliard en 1965 et 1966. Il convient de rappeler à cet effet que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en Belgique et importé ou exporté par toutes voies sans limitation et par toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissaient pas, pendant la période sous revue, de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes au titre d'autres rubriques de la balance des paiements que celle de l'or non monétaire. Le déficit au titre de cette dernière rubrique en 1965 et 1966 pourrait ainsi avoir été gonflé par une augmentation du transit destiné à alimenter la thésaurisation privée d'or à l'étranger.

Rubriques 1.3 à 1.8 « Transactions sur services »
(milliards de francs)

Tableau III.

Périodes	1.3 Frais et assurances pour le transport de marchandises 1.2		1.4 Autres frais de transport 2		1.5 Déplacements à l'étranger 3		1.6 Revenus d'investissements		1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs		1.8 Autres		Total		
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	
1961 Année	8,9	9,3	—	—	6,8	8,9	— 2,1	8,7	7,4	4,2	4,3	16,4	11,3	45,0	41,2
1962 Année	8,4	7,7	+ 0,7	— 0,2	6,8	9,0	— 2,2	8,9	8,8	5,0	5,2	19,1	13,9	51,1	47,7
1963 Année	8,6	8,9	+ 0,3	3,8	7,9	11,1	— 3,2	8,6	9,6	1,0	6,5	19,5	15,4	53,9	54,5
1964 Année	9,7	10,1	— 0,4	4,7	8,7	12,1	— 3,4	10,2	11,1	0,9	7,9	22,5	18,3	61,4	63,2
1965 1 ^{er} semestre	5,4	5,3	+ 0,1	2,2	4,4	6,0	— 1,6	5,6	6,1	0,5	3,1	12,5	10,2	33,2	32,5
2 ^e semestre	5,9	6,4	— 0,5	2,8	5,6	8,1	— 2,5	6,8	5,7	1,1	2,9	13,0	10,5	37,0	35,4
Année	11,3	11,7	— 0,4	5,0	10,0	14,1	— 4,1	12,4	11,8	1,6	6,0	25,5	20,7	70,2	67,9
1966 1 ^{er} semestre	6,1	6,2	— 0,1	2,2	5,1	6,9	— 1,8	6,7	7,1	0,4	3,3	13,2	11,3	36,6	36,7
2 ^e semestre	6,5	6,7	— 0,2	2,6	6,4	9,1	— 2,7	8,3	7,0	1,3	3,0	14,2	12,2	41,0	40,3
Année	12,6	12,9	— 0,3	4,8	11,5	16,0	— 4,5	15,0	14,1	1,7	6,3	27,4	23,5	77,6	77,0

1 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1 du tableau II).

2 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.4.

3 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Rubriques 1.3 à 1.8 « Transactions sur services » : Tableau III.

Il convient de n'utiliser les chiffres de ce tableau qu'avec beaucoup de réserves. Un certain nombre de dépenses et de recettes au titre des transactions sur services sont compensées, notamment dans le domaine des déplacements à l'étranger et des frais de transport et d'assurances, et ne donnent donc lieu à aucun enregistrement dans les statistiques des règlements financiers.

Rubrique 1.3 « *Frets et assurances pour le transport de marchandises* ».

Les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets et assurances payés pour le transport des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ». Elles comprennent, par ailleurs, certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations de marchandises belges et luxembourgeoises qui auraient nor-

malement dû être déduits des recettes au titre de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Les recettes au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus pour le transport des exportations; l'autre partie n'a pu être isolée des exportations auxquelles elle se rapporte et se trouve incluse dans les recettes de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ». Elles comprennent, par ailleurs, certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations de marchandises en U.E.B.L. qui auraient dû normalement être déduits des dépenses au titre de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Rubrique 1.5 « *Déplacements à l'étranger* ».

L'augmentation des recettes du tourisme est régulièrement inférieure à celle des dépenses et le solde déficitaire laissé par les déplacements à l'étranger s'est accru d'environ un milliard en deux ans. Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au tableau IV.

Tableau IV. **Nombre de nuitées des étrangers en Belgique**
(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total 1
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	Allemagne fédérale	Suisse	Etats-Unis	Divers 1	
1961	1.072	892	404	457	63	254	649	3.791
1962	1.175	989	441	497	58	281	692	4.133
1963	1.277	1.076	465	579	63	325	783	4.568
1964	1.356	1.227	502	639	63	353	876	5.016
1965	1.380	1.272	543	729	72	371	897	5.264
1966	1.235	1.189	565	799	70	397	947	5.202

1 Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Rubrique 1.6 « *Revenus d'investissements* »

Les recettes au titre de cette rubrique ont augmenté très sensiblement en 1965 et 1966. La progression des dépenses a été plus faible. Les unes et les autres sont certes influencées par l'expansion des activités des organismes bancaires belges et luxembourgeois sur les marchés financiers internationaux, mais la progression des dépenses a probablement été freinée, parce que certaines filiales importantes de maisons étrangères ont réinvesti en

U.E.B.L. des bénéfices qui, auparavant, faisaient l'objet d'un transfert vers l'étranger.

Rubrique 1.7 « *Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* ».

Cette rubrique comprend, en majeure partie, en recettes, les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège se trouve actuellement en U.E.B.L. Ces dépenses se sont accrues de 3,8 milliards en 1965 à 4,1 milliards en 1966.

Tableau V.

Rubrique 1.8 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances ¹			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1961 Année .	4,1	0,8	+3,3	1,4	2,2	-0,8	4,6	3,7	+0,9	1,6	1,9	-0,3	4,7	2,7	+2,0	16,4	11,3	+5,1
1962 Année .	4,4	0,7	+3,7	2,3	2,6	-0,3	5,7	4,6	+1,1	1,5	1,8	-0,3	5,2	4,2	+1,0	19,1	13,9	+5,2
1963 Année .	4,9	0,9	+4,0	2,3	3,1	-0,8	6,6	5,4	+1,2	1,8	1,9	-0,1	3,9	4,1	-0,2	19,5	15,4	+4,1
1964 Année .	5,0	1,0	+4,0	2,7	3,5	-0,8	7,5	6,2	+1,3	2,0	2,1	-0,1	5,3	5,5	-0,2	22,5	18,3	+4,2
1965 1 ^{er} sem.	2,5	0,5	+2,0	1,5	2,1	-0,6	4,3	4,0	+0,3	1,3	1,3	...	2,9	2,3	+0,6	12,5	10,2	+2,3
2 ^e sem.	2,7	0,6	+2,1	1,6	2,4	-0,8	4,5	4,0	+0,5	1,2	1,2	...	3,0	2,3	+0,7	13,0	10,5	+2,5
Année .	5,2	1,1	+4,1	3,1	4,5	-1,4	8,8	8,0	+0,8	2,5	2,5	...	5,9	4,6	+1,3	25,5	20,7	+4,8
1966 1 ^{er} sem.	2,6	0,7	+1,9	1,7	2,4	-0,7	4,9	4,4	+0,5	1,1	1,3	-0,2	2,9	2,5	+0,4	13,2	11,3	+1,9
2 ^e sem.	2,8	0,7	+2,1	1,8	3,0	-1,2	5,2	4,7	+0,5	1,3	1,5	-0,2	3,1	2,3	+0,8	14,2	12,2	+2,0
Année .	5,4	1,4	+4,0	3,5	5,4	-1,9	10,1	9,1	+1,0	2,4	2,8	-0,4	6,0	4,8	+1,2	27,4	23,5	+3,9

¹ A l'exclusion des primes et indemnités d'assurances relatives à des assurances-vie, crédit et de capitalisation et, à partir de 1962, à l'exclusion de celles qui sont relatives aux assurances pour le transport de marchandises.

Rubrique 1.8 « Autres ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau V.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VI.

Rubrique 2.1 « Transferts privés ».

Les recettes sont constituées, en ordre principal, par les rémunérations dont disposent, en Belgique, les Belges travaillant au Congo.

Quoique la majeure partie de ces rémunérations ait été perçue en Belgique et n'ait pas fait l'objet d'un règlement financier en provenance du Congo, elles figurent cependant sous cette rubrique, étant donné la résidence étrangère des personnes qui ont été rémunérées. Les recettes englobent, en outre, des indemnités versées à des victimes de guerre en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, à concurrence de 1,4 milliard en 1961, de 0,3 milliard en 1962 et de 0,2 milliard en 1963, en 1964 et en 1965.

Tableau VI.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1961 Année	5,8	2,8	+ 3,0	...	2,3	- 2,3	5,8	5,1	+ 0,7
1962 Année	5,6	3,0	+ 2,6	0,1	1,9	- 1,8	5,7	4,9	+ 0,8
1963 Année	6,0	3,5	+ 2,5	0,1	3,2	- 3,1	6,1	6,7	- 0,6
1964 Année	6,6	3,6	+ 3,0	0,1	2,5	- 2,4	6,7	6,1	+ 0,6
1965 1 ^{er} semestre	3,3	2,0	+ 1,3	0,1	1,4	- 1,3	3,4	3,4	...
2 ^e semestre	3,7	2,5	+ 1,2	0,1	1,2	- 1,1	3,8	3,7	+ 0,1
Année	7,0	4,5	+ 2,5	0,2	2,6	- 2,4	7,2	7,1	+ 0,1
1966 1 ^{er} semestre	3,3	2,6	+ 0,7	0,1	1,2	- 1,1	3,4	3,8	- 0,4
2 ^e semestre	3,8	2,9	+ 0,9	0,2	1,6	- 1,4	4,0	4,5	- 0,5
Année	7,1	5,5	+ 1,6	0,3	2,8	- 2,5	7,4	8,3	- 0,9

Rubrique 2.2 « *Transferts de l'Etat* ».

Les dépenses de transferts de l'Etat comprennent l'assistance technique de la Belgique au Congo, notamment la prise en charge d'une partie des traitements des techniciens belges qui prêtent leur concours à l'administration congolaise, la contribution de l'Etat à différentes institutions internationales, ainsi que les diverses tranches de la participation de la Belgique au Fonds Européen de Développement de la Communauté Economique Européenne. Aucune contribution n'a été versée à ce Fonds en 1964, en 1965 et en 1966.

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics » : Tableau VII.

Rubrique 3.1 « *Etat* ».

Les sorties nettes de capitaux de l'Etat se sont élevées à 2,5 milliards en 1966; elles résultent d'une progression de 0,3 milliard des avoirs nets sur l'étranger, d'une réduction de 3,8 milliards des engagements nets à plus d'un an et d'une augmentation de 1,6 milliard des engagements nets à court terme.

L'évolution des opérations en capital de l'Etat au titre des avoirs sur l'étranger couvre

Tableau VII. **Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »**
(milliards de francs)

	1961			1962			1963			1964			1965			1966		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3.1 Etat :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions	7,3	...	+ 7,3	1,5	...	+1,5	4,5	...	+4,5	3,9	...	+3,9	0,1	...	+0,1	3,3	...	+3,3
Remboursements .....	...	1,6	- 1,6	...	2,9	-2,9	...	2,6	-2,6	...	3,3	-3,3	...	4,4	-4,4	...	7,1	-7,1
A court terme	1,8	12,6	-10,8	5,4	5,5	-0,1	3,0	2,1	+0,9	1,6	1,7	-0,1	1,3	2,3	-1,0	1,7	0,1	+1,6
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers et des organismes internationaux	0,2	0,3	- 0,1	...	0,7	-0,7	...	0,4	-0,4	...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2	0,1	0,1	...
Participations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	-0,3	—	0,3	-0,3
Créances à court terme .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	...	...	0,3	...	+0,3	...	...	...	0,7	...	+0,7	0,5	...	+0,5	...	...	...
Remboursements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	-0,2	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	+0,3	0,3	...	-0,3	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme	0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+0,1	0,1	...	+0,1	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...

un remboursement de 0,1 milliard par la République fédérale d'Allemagne sur les dettes extérieures allemandes fixées par les Accords de La Haye de 1930 (Plan Young), un prêt de 0,1 milliard à la Turquie et une souscription de 0,3 milliard de l'Etat belge et de l'Etat luxembourgeois au capital de l'Association Internationale de Développement.

Les émissions de l'Etat à plus d'un an ont atteint 3,3 milliards en 1966, dont 2,2 milliards représentent le renouvellement d'emprunts en

dollars venus à échéance au cours de l'année 1966. Les amortissements contractuels sur emprunts extérieurs se sont élevés à 1,8 milliards et les autres remboursements, à 5,3 milliards.

Le tableau VIII donne une ventilation, par monnaie, des prêts, participations et emprunts de l'Etat à plus d'un an.

Il convient de rappeler ici que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la

Tableau VIII.

Ventilation, par monnaie, des prêts, participations et emprunts de l'Etat à plus d'un an

(milliards de francs)

Entrée de capital : + Sortie de capital : -	1961		1962		1963		1964		1965		1966	
	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts Participations	Emprunts	Prêts Participations	Emprunts
<i>Prélèvements :</i>												
Deutsche Mark .....	...	+ 2,5	...	...	...	...	...	+ 1,9	...	+ 0,1	...	...
Francs belges	- 0,3	...	- 0,7	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,4	...	- 0,4	...
Florins .....	...	+ 2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Dollars américains ...	...	+ 2,7	...	+ 1,5	...	+ 4,4	...	+ 2,0	- 0,1	...	...	+ 2,8
Francs suisses .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
Lires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5
Total ...	- 0,3	+ 7,3	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 4,5	- 0,1	+ 3,9	- 0,5	+ 0,1	- 0,4	+ 3,3
<i>Remboursements :</i>												
Deutsche Mark	+ 0,2	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,6	+ 0,1	- 1,9
Francs belges .....	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Florins .....	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,3	...	- 0,3	...	- 0,3	...	- 0,4
Dollars américains ...	...	- 1,3	...	- 2,5	...	- 1,9	...	- 2,1	...	- 3,1	...	- 4,5
Livres sterling .....	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	...
Francs suisses .....	...	- 0,1	...	...	...	- 0,1	...	- 0,8	...	- 0,2	...	- 0,2
Dollars canadiens ...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1
Total ...	+ 0,2	- 1,6	...	- 2,9	...	- 2,6	...	- 3,3	...	- 4,4	+ 0,1	- 7,1
<i>Solde :</i>												
Deutsche Mark	+ 0,2	+ 2,5	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,9	...	- 0,5	+ 0,1	- 1,9
Francs belges	- 0,3	...	- 0,7	- 0,1	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,4	...	- 0,4	...
Florins .....	...	+ 2,0	...	- 0,1	...	- 0,3	...	- 0,3	...	- 0,3	...	- 0,4
Dollars américains ...	...	+ 1,4	...	- 1,0	...	+ 2,5	...	- 0,1	- 0,1	- 3,1	...	- 1,7
Livres sterling .....	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,1	...	...
Francs suisses .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	- 0,8	...	- 0,2	...	- 0,2
Dollars canadiens ...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1
Lires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5
Total ...	- 0,1	+ 5,7	- 0,7	- 1,4	- 0,4	+ 1,9	- 0,1	+ 0,6	- 0,5	- 4,3	- 0,3	- 3,8

Tableau IX.

**Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères
et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger**

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<i>Dettes à plus d'un an :</i>						
Dettes publiques en monnaies étrangères ¹	+ 5,7	- 1,5	+ 2,4	+ 0,3	- 2,9	- 0,9
Moins : Dettes publiques en monnaies étrangères logées dans les banques belges	- (...)	- (...)	-(+0,5)	-(-0,3)	-(+1,4)	-(+2,9)
Dettes publiques en monnaies étrangères recensées dans la balance des paiements	+ 5,7	- 1,5	+ 1,9	+ 0,6	- 4,3	- 3,8
Dettes publiques en francs belges que l'on sait être logées à l'étranger ...	...	- 0,1	...	...	...	...
Divers .....	...	+ 0,2	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger	+ 5,7	- 1,4	+ 1,9	+ 0,6	- 4,3	- 3,8
<i>Dettes à un an au plus :</i>						
Dettes publiques en monnaies étrangères ¹	- 3,8	- 9,1	+ 5,8	+ 1,0	- 2,6	+ 4,8
Moins : Dettes publiques en monnaies étrangères logées dans les banques belges	-(+7,8)	-(-8,6)	-(+4,4)	-(+2,1)	-(-0,8)	-(+4,8)
Dettes publiques en monnaies étrangères recensées dans la balance des paiements	-11,6	- 0,5	+ 1,4	- 1,1	- 1,8	...
Dettes publiques en francs belges que l'on sait être logées à l'étranger ...	+ 1,2	+ 0,5	- 0,5	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,6
Divers	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,2	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger	-10,8	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	- 1,0	+ 1,6

¹ Y compris la dette congolaise garantie.

U.E.B.L. — rubrique 4.32. Les transactions dont la nature n'est pas précisée ont été groupées sous l'intitulé « Investissements et placements non ventilés » — rubrique 4.33; comme ces transactions peuvent être à la fois de tendance et d'ampleur très différentes d'une période à l'autre et comme, suivant le cas, elles devraient, si l'on disposait d'informations statistiques plus détaillées, s'ajouter soit aux investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, soit aux investissements et placements étrangers en U.E.B.L., l'évolution des chiffres de ces rubriques peut n'être pas tout à fait exacte. Il convient, en outre, de souligner que les chiffres des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, comme ceux des investissements et placements étrangers en U.E.B.L., peuvent être gonflés les uns et les autres par des opérations simultanées d'entrées et de sorties de capitaux, c'est-à-dire par des mouvements de capitaux étrangers qui transitent par l'U.E.B.L. et sont enregistrés, à l'entrée, comme investissements et placements en U.E.B.L. et, à la sortie, comme investissements et placements à l'étranger. Il faut enfin noter que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements à l'étranger ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être précisée.

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubrique 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

De 1961 à 1964, des transactions en valeurs mobilières ont pu être isolées de l'ensemble des autres capitaux du secteur privé, grâce à des renseignements fournis volontairement par les principales banques et agents de change. Les autres transactions en valeurs mobilières, qui ne pouvaient donc pas être identifiées, restaient incluses dans la rubrique « Autres mouvements de capitaux du secteur privé ». Depuis 1965, toutes les opérations en valeurs mobilières qui sont effectuées par le canal de banques ou d'agents de change belges ou luxembourgeois ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux; il en résulte que les chiffres des transactions en valeurs mobilières

pour 1965 et 1966 couvrent un ensemble plus vaste d'opérations et ne sont donc pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts nets de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du *Balance of Payments Manual*, tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement. Les constitutions ou liquidations de sociétés ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont dès lors été considérés comme des investissements directs.

Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent essentiellement les variations de l'encours des acceptations en francs belges représentatives d'exportations financées en dehors des organismes monétaires (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et importations », pp. 560-561).

Rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

L'encours et l'évolution des créances et engagements des organismes monétaires de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger sont donnés au tableau XI par catégorie d'organismes.

A. 1.1 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Or* ».

L'encaisse en or de la Banque Nationale a diminué de 1,7 milliard en 1966. Cette réduction résulte, à concurrence de 1,1 milliard, du versement en or que la Banque, conformément aux dispositions légales et conventionnelles, a effectué au Fonds Monétaire International, au nom, pour compte et à la décharge de l'Etat, en libération partielle de la majoration de 25 p.c. de la quote-part de la Belgique dans cet organisme.

A. 1.21 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au F.M.I.* ».

En 1966, l'encours de cette rubrique a augmenté à la suite de la majoration de la quote-part de la Belgique au Fonds Monétaire International à concurrence de l'or versé par la Banque Nationale et du montant dont celle-ci a crédité le compte du Fonds chez elle, soit au total 1,1 milliard. Il s'est également accru par suite des prélèvements que le Fonds a effectués sur ses avoirs en francs belges pour les revendre à l'Inde, à la Yougoslavie, à la Colombie, au Rwanda et au Burundi, respectivement à concurrence de 750 millions, 375 millions, 337 millions, 250 millions et 150 millions. Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissement de certificats de trésorerie belges par le Fonds, ces prélèvements apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des augmentations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, du fait que, conformément aux conventions conclues le 1^{er} août 1959 et le 14 octobre 1959 entre l'Etat et la Banque, celle-ci assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le Fonds Monétaire International. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère

toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

A. 1.22 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Prêts au F.M.I.* ».

Sous cette rubrique apparaît le montant des prêts consentis au Fonds Monétaire International en vertu de l'adhésion du Gouvernement belge, approuvée par la loi du 4 janvier 1963, à la décision en date du 5 janvier 1962 du Conseil d'administration du Fonds relative aux Accords Généraux d'Emprunt.

A. 1.61 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Autres créances en monnaies étrangères* ».

Sous réserve d'une marge de quelques centaines de millions, qui s'explique par l'action régulatrice que la Banque exerce sur le marché des changes, les créances en monnaies étrangères de la rubrique A. 1.61 ont pour contrepartie, dans le bilan de la Banque, des engagements de livrer à terme des devises contre francs belges, soit au Trésor pour couvrir les échéances prochaines de la dette en monnaies étrangères, soit aux banques belges qui ont cédé à la Banque des devises au comptant pour souscrire des certificats de trésorerie en francs belges, soit à des banques centrales étrangères.

A. 1.62 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Autres créances en francs belges* ».

Ces créances consistent en certificats de la Trésorerie américaine libellés en francs belges. Leur encours n'a pas varié en 1966.

A. 3.2 « *Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises* », A. 3.31 « *Autres créances des banques belges et luxembourgeoises : Créances en monnaies étrangères* », B. 3.1 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises en monnaies étrangères* », et B. 3.2 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises en francs belges* ».

Les avoirs et les engagements en monnaies étrangères se sont fortement accrus en 1966; l'expansion a cependant été moins rapide pour

Tableau XI.

**Créances et engagements des organismes monétaires
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger**

(milliards de francs)

	Encours							Mouvements					
	31-12 1960	31-12 1961	31-12 1962	31-12 1963	31-12 1964	31-12 1965	31-12 1966	en 1961	en 1962	en 1963	en 1964	en 1965	en 1966
A. Créances de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Or	58,5	62,4	68,3	68,6	72,5	77,9	76,2	+ 3,9	+5,9	+ 0,3	+ 3,9	+ 5,4	- 1,7
1.2 F.M.I. :													
1.21 Participation	4,4	8,0	6,7	7,1	8,7	12,2	15,2	+ 3,6	-1,3	+ 0,4	+ 1,6	+ 3,5	+ 3,0
1.22 Prêts ¹	—	—	—	—	1,5	3,4	3,4	—	—	—	+ 1,5	+ 1,9	...
1.3 Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
1.4 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	2,4	2,4	3,8	4,1	4,3	6,7	7,6	...	+1,4	+ 0,3	+ 0,2	+ 2,4	+ 0,9
1.5 Créances sur l'U.E.P. ²	3,5	0,4	0,3	0,1	0,1	...	...	- 3,1	-0,1	- 0,2	...	- 0,1	...
1.6 Autres :													
1.61 En monnaies étrangères ³ ...	12,6	20,4	12,8	21,5	27,0	21,9	21,4	+ 7,8	-7,6	+ 8,7	+ 5,5	- 5,1	- 0,5
1.62 En francs belges ³ .....	...	0,1	...	1,5	1,5	1,5	1,5	+ 0,1	-0,1	+ 1,5	...	...	...
1.7 Total	81,5	93,8	92,0	103,0	115,7	123,7	125,4	+12,3	-1,8	+11,0	+12,7	+ 8,0	+ 1,7
2. Organismes publics belges : crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation .													
	0,4	0,5	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	+ 0,1	-0,3	...	- 0,1	...	...
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Obligations	0,9	1,5	1,1	0,6	0,6	1,4	1,9	+ 0,6	-0,4	+ 0,2 ⁵	...	+ 0,8	+ 0,5
3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	3,3	4,3	6,4	9,9	12,7	17,8	20,1	+ 1,0	+2,1	+ 1,3 ⁵	+ 2,8	+ 5,1	+ 2,3
3.3 Autres :													
3.31 En monnaies étrangères	13,0	14,1	19,4	20,9	29,5	34,8	51,5	+ 1,1	+5,3	+ 1,5	+ 8,6	+ 5,3	+16,7
3.32 En francs belges	0,9	1,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,5	+ 0,1	+0,7	...	+ 0,6	+ 0,2	...
3.4 Total	18,1	20,9	28,6	33,1	45,1	56,5	76,0	+ 2,8	+7,7	+ 3,0 ⁵	+12,0	+11,4	+19,5
<i>Total des créances des organismes moné- taires</i>	100,0	115,2	120,8	136,3	160,9	180,3	201,5	+15,2	+5,6	+14,0⁵	+24,6	+19,4	+21,2
B. Engagements de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
1.2 Envers d'autres institutions offi- cielles ⁴	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,7	0,7	+ 0,1	-0,1	- 0,2	+ 0,1	...	...
1.3 Autres :													
1.31 En monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.32 En francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.4 Total	1,0	1,1	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	+ 0,1	-0,1	- 0,2	+ 0,1	...	...
2. Organismes publics belges :													
2.1 Envers des institutions officielles ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.2 Autres	1,5	2,0	1,9	3,1	2,8	2,3	1,2	+ 0,5	-0,1	+ 1,2	- 0,3	- 0,5	- 1,1
2.3 Total	1,5	2,0	1,9	3,1	2,8	2,3	1,2	+ 0,5	-0,1	+ 1,2	- 0,3	- 0,5	- 1,1
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 En monnaies étrangères	9,5	22,6	23,1	34,6	47,4	58,6	82,3	+13,1	+0,5	+11,5	+12,8	+11,2	+23,7
3.2 En francs belges	10,8	11,7	13,0	14,6	16,0	17,4	20,9	+ 0,9	+1,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 1,4	+ 3,5
3.3 Total	20,3	34,3	36,1	49,2	63,4	76,0	103,2	+14,0	+1,8	+13,1	+14,2	+12,6	+27,2
<i>Total des engagements des organismes monétaires</i>	22,8	37,4	39,0	53,1	67,1	79,2	105,3	+14,6	+1,6	+14,1	+14,0	+12,1	+26,1
C. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (A - B) ...													
	77,2	77,8	81,8	83,2	93,8	101,1	96,2	+ 0,6	+4,0	- 0,1⁵	+10,6	+ 7,3	- 4,9

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4 janvier 1963. Convention du 1^{er} février 1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs, lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour la période antérieure au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique 1.61 « En monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles, tandis que ceux qui sont repris sous la rubrique 1.62 « En francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges, mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ A l'exclusion des institutions internationales non monétaires.

⁵ L'évolution ne correspond pas à la différence entre les encours à fin d'année, en raison d'une rectification statistique qui n'a pu être apportée qu'à partir du 30 juin 1963.

les premiers que pour les seconds, les banques ayant dû se procurer des fonds en monnaies étrangères à l'étranger, pour financer leur portefeuille en effets et fonds publics en devises sur la Belgique.

Les engagements en francs belges se sont également accrus; cette progression a comme contrepartie une augmentation des crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation en francs belges octroyés à des étrangers.

SECTION 3

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

La ventilation géographique de la balance des paiements de l'U.E.B.L. des années antérieures à 1965 classait ensemble tous les pays appartenant à une même zone monétaire. Ce critère n'était pas conforme à celui qui a été retenu pour le schéma unique de balance régionale des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques; il a été, pour cette raison, abandonné pour les balances régionales de 1965 et 1966. Celles-ci donnent donc une répartition par zones géographiques et non plus par zones monétaires. L'adoption de ce nouveau critère de ventilation a eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance géographique des paiements. Dès lors, les balances géographiques des années 1965 et 1966, qui figurent aux tableaux XII et XIII, constituent une série nouvelle à laquelle on ne peut raccrocher les balances des années 1961 à 1964.

Le choix des zones géographiques est basé sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E. - F.M.I., mais on a isolé en outre certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : le Congo, le Rwanda et le Burundi.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Les opérations en billets de banque étrangers ont toutefois été ventilées selon le pays d'émission des billets. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés ont été groupés dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi que le déficit vis-à-vis des Etats-Unis au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », en 1966, ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit des valeurs américaines à due concurrence. Il peut en effet avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays qui ont un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure aux tableaux XII et XIII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine et la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répar-

tition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zone géographique. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « *Mouvement des capitaux de l'Etat* ».

Il n'a pas été possible de ventiler géographiquement les émissions et remboursements de certificats à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L. Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an ont été répartis géographiquement dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du

premier souscripteur étranger; en outre, une ventilation, par monnaie, de ces opérations ainsi que des prêts et participations a été donnée au tableau VIII.

Rubrique 5 « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux (rubriques 1 à 4), d'autre part.

Rubrique 6 « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs nets en francs belges sur cette zone et des avoirs nets dans des monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs en or de la Banque Nationale résultant des opérations sur or que cet organisme a effectuées avec les pays de la zone. Le solde figurant à la colonne XII « Institutions européennes et internationales » comprend la variation des créances de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International survenue à la suite des opérations exposées à la page 570.

Tableau XII

(milliards de francs)

Balance géographique des paiements

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Royaume-Uni			IV. Pays membres de la C.E.E.			V. Espagne, Grèce, Turquie			VI. Autres pays européens membres de l'O.C.D.		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations ¹ .	24,3	22,9	+1,4	2,7	2,8	-0,1	15,0	29,8	-14,8	151,9	141,9	+10,0	5,2	1,9	+3,3	21,3	21,5	-0,2
1.12 Travail à façon	0,5	0,1	+0,4	...	...	...	0,9	0,2	+0,7	6,1	1,9	+4,2	...	...	...	0,8	0,1	+0,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.2 Or non monétaire .....	...	0,4	-0,4	...	...	...	0,1	1,5	-1,4	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	-0,1
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	1,2	0,8	+0,4	0,1	0,2	-0,1	1,2	2,1	-0,9	6,5	5,8	+0,7	0,2	0,2	...	0,9	1,3	-0,4
1.4 Autres frais de transport	0,6	0,3	+0,3	0,1	0,1	...	1,0	0,7	+0,3	1,9	2,1	-0,2	0,1	-0,1	...	0,6	0,4	+0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	2,2	1,4	+0,8	0,1	...	+0,1	1,9	0,4	+1,5	3,5	7,1	-3,6	0,2	1,0	-0,8	1,3	3,8	-2,5
1.6 Revenus d'investissements	2,7	2,1	+0,6	0,3	0,2	+0,1	0,9	1,3	-0,4	3,6	4,3	-0,7	0,1	0,1	...	0,9	2,1	-1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,2	0,9	-0,7	...	...	...	0,6	0,1	+0,5	1,1	4,1	-3,0	0,1	...	+0,1	0,1	0,2	-0,1
1.8 Autres :																		
1.81 Ouvriers frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,2	1,1	+4,1	...	...	...	...	...	...
1.82 Autres	2,4	2,8	-0,4	0,2	0,1	+0,1	2,0	1,7	+0,3	10,8	10,1	+0,7	0,3	0,4	-0,1	2,1	3,2	-1,1
Total 1 ...	34,1	31,7	+2,4	3,5	3,4	+0,1	23,6	37,8	-14,2	190,6	178,4	+12,2	6,1	3,7	+2,4	28,1	32,8	-4,7
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	0,9	0,4	+0,5	0,1	0,1	...	0,3	0,2	+0,1	0,8	1,9	-1,1	0,4	-0,4	...	0,4	0,5	-0,1
2.2 Transferts de l'Etat .....	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	+0,1	...	...	...	...	...	...
Total 2 ...	0,9	0,6	+0,3	0,1	0,1	...	0,3	0,2	+0,1	1,0	2,0	-1,0	0,4	-0,4	...	0,4	0,5	-0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract.	...	1,1	-1,1	...	0,1	-0,1	...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	0,2	-0,2
3.112 Autres opérations .....	...	0,4	-0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,8	-0,8	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	0,5	-0,5	0,3	...	+0,3	...	...	...	0,1	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,5	-1,4	...	0,1	-0,1	...	0,6	-0,6	0,3	1,0	-0,7	...	0,2	-0,2	0,1	0,2	-0,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	0,4	...	+0,4	...	...	...	1,5	...	+1,5	...	0,1	-0,1	...	...	...	0,1	0,1	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	...	...	0,1	...	...
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières	0,3	...	+0,3	0,5	...	+0,5	0,2	...	+0,2	...	2,6	-2,6	...	...	...	...	0,1	...
4.312 Investissements directs ...	...	0,1	-0,1	0,1	...	+0,1	0,3	...	+0,3	...	2,2	-2,2	...	0,1	-0,1	...	0,1	...
4.313 Immeubles .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	-0,9	...	0,3	-0,3	...	0,1	...
4.314 Autres	0,9	...	+0,9	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	0,7	-0,7	...	0,1	-0,1	...	...	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières	0,2	...	+0,2	0,4	...	+0,4	0,2	...	+0,2	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	0,4	...
4.322 Investissements directs ...	2,1	...	+2,1	...	...	...	0,1	...	+0,1	2,5	...	+2,5	...	...	...	0,2	...	...
4.323 Immeubles .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
4.324 Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	...	...	0,1	...	...
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	3,9	0,1	+3,8	1,0	0,1	+0,9	2,3	...	+2,3	2,8	6,7	-3,9	...	0,5	-0,5	0,6	0,8	-0,2
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) .....	...	7,1	-7,1	...	0,1	-0,1	13,9	...	+13,9	...	7,6	-7,6	0,5	...	+0,5	2,2	...	...
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	39,0	41,0	-2,0	4,6	3,8	+0,8	40,1	38,6	+1,5	194,7	195,7	-1,0	6,6	4,8	+1,8	31,4	34,3	-2,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations (cf. note 1) ».

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1965

(milliards de francs)

VII. Japon			VIII. Australie, Nouvelle-Zelande, Rép. sud-africaine, Finlande			IX. Zone sino-soviétique			X. Congo, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total				
Dépenses	Solde		Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
2	1,7	-0,5	3,7	6,3	-2,6	4,5	4,9	-0,4	4,0	8,4	-4,4	19,1	14,1	+5,0	0,1	...	+0,1	0,6	...	+0,6	253,6	256,2	-2,6		
...	0,1	...	+0,1	0,2	...	+0,2	0,3	...	+0,3	...	...	...	...	...	...	8,9	2,3	+6,6		
...	3,2	...	+3,2	3,2	...	+3,2		
...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	2,2	-2,0		
...	0,1	...	+0,1	0,2	0,1	+0,1	0,7	0,1	+0,6	0,2	1,1	-0,9	...	...	...	...	...	...	11,3	11,7	-0,4		
...	0,1	...	+0,1	0,1	...	+0,1	0,5	...	+0,5	0,1	0,2	-0,1	...	...	...	...	...	...	5,0	3,9	+1,1		
...	0,1	-0,1	0,5	...	+0,5	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	10,0	14,1	-4,1		
...	0,1	...	+0,1	...	0,1	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,5	-0,4	3,6	0,9	+2,7	12,4	11,8	+0,6		
...	0,1	0,1	...	3,8	0,3	+3,5	...	...	...	6,0	5,7	+0,3		
...	5,2	1,1	+4,1		
1	...	+0,1	0,2	0,2	...	0,2	0,1	+0,1	1,3	0,2	+1,1	0,7	0,8	-0,1	...	...	...	...	...	...	20,3	19,6	+0,7
3	1,7	-0,4	4,1	6,5	-2,4	5,2	5,2	...	7,2	8,9	-1,7	20,9	16,8	+4,1	4,0	0,8	+3,2	7,4	0,9	+6,5	336,1	328,6	+7,5		
...	4,3	0,3	+4,0	0,2	0,5	-0,3	...	0,2	-0,2	...	...	...	7,0	4,5	+2,5		
...	1,3	-1,3	...	...	...	...	1,0	-1,0	...	...	...	0,2	2,6	-2,4		
...	4,3	1,6	+2,7	0,2	0,5	-0,3	...	1,2	-1,2	...	...	...	7,2	7,1	+0,1		
...	1,6	-1,6	...	...	...	...	3,3	-3,3		
...	0,2	-0,2	...	...	...	1,3	0,1	+1,2	0,1	1,9	-1,8	1,4	3,4	-2,0		
...	0,3	-0,3	...	...	...	...	0,5	-0,5		
...	0,5	0,5	...		
...	0,2	-0,2	...	...	...	1,3	2,0	-0,7	0,1	1,9	-1,8	1,9	7,7	-5,8		
...	0,1	-0,1	2,0	0,3	+1,7		
...	0,4	0,2	+0,2	...	...	...	0,3	...	+0,3	...	...	...	0,8	0,4	+0,4		
...	0,5	-0,5	0,1	...	+0,1	1,1	3,2	-2,1		
...	0,1	-0,1	...	...	...	0,2	...	+0,2	0,6	2,6	-2,0		
...	1,3	-1,3		
...	1,0	...	+1,0	1,9	0,9	+1,0		
...	0,9	0,4	+0,5		
1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	...	...	1,9	...	+1,9	7,1	...	+7,1
...	0,1	...	+0,1	...	...	...	0,2	...	+0,2		
...	0,1	-0,1	...	...	...	0,5	...	+0,5	0,8	0,1	+0,7		
...	0,8	...	+0,8	0,8	...	+0,8		
1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,4	0,2	+0,2	0,2	0,2	...	0,4	0,5	-0,1	4,5	0,1	+4,4	16,2	9,2	+7,0
2	...	+0,2	3,2	...	+3,2	0,3	...	+0,3	...	1,2	-1,2	...	2,9	-2,9	5,8	...	+5,8	7,5	-7,5	26,1	26,4	-0,3
6	1,7	-0,1	7,3	6,5	+0,8	5,5	5,2	+0,3	11,9	12,1	-0,2	21,3	20,4	+0,9	11,5	4,5	+7,0	12,0	10,4	+1,6	387,5	379,0	+8,5		

Tableau XIII.

(milliards de francs)

Balance géographique des paiements

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Royaume-Uni			IV. Pays membres de la C.E.E.			V. Espagne, Grèce, Turquie			VI. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations ¹ .	25,8	24,7	+1,1	2,5	2,6	-0,1	16,1	32,7	-16,6	161,5	157,9	+ 3,6	5,4	2,2	+3,2	21,6	22,3	-0,7
1.12 Travail à façon	0,7	0,1	+0,6	...	...	...	1,0	0,1	+ 0,9	7,6	2,2	+ 5,4	0,1	...	+0,1	0,9	0,2	+0,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.2 Or non monétaire .....	...	0,3	-0,3	...	...	...	...	0,9	- 0,9	...	...	...	...	...	...	0,1	0,3	-0,2
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	1,6	1,1	+0,5	0,1	0,2	-0,1	1,4	2,1	- 0,7	7,0	6,2	+ 0,8	0,1	0,4	-0,3	1,1	1,6	-0,5
1.4 Autres frais de transport	0,5	0,4	+0,1	...	...	...	0,8	0,8	...	2,0	2,6	- 0,6	...	0,1	-0,1	0,5	0,2	+0,3
1.5 Déplacements à l'étranger	3,0	1,5	+1,5	0,1	0,1	...	1,7	0,4	+ 1,3	4,0	7,7	- 3,7	0,2	1,5	-1,3	1,6	4,3	-2,7
1.6 Revenus d'investissements	2,9	2,6	+0,3	0,3	0,2	+0,1	1,6	1,7	- 0,1	5,2	5,2	...	0,1	0,1	...	1,2	2,6	-1,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,4	0,9	-0,5	...	...	...	0,6	0,1	+ 0,5	0,9	4,5	- 3,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...
1.8 Autres :																		
1.81 Ouvriers frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,4	1,4	+ 4,0	...	...	...	...	...	...
1.82 Autres	2,9	3,2	-0,3	0,1	0,1	...	2,0	2,0	...	11,9	11,8	+ 0,1	0,3	0,5	-0,2	2,3	3,4	-1,1
Total 1 ...	37,8	34,8	+3,0	3,1	3,2	-0,1	25,2	40,8	-15,6	205,5	199,5	+ 6,0	6,3	4,9	+1,4	29,4	35,0	-5,6
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	0,9	0,5	+0,4	0,1	0,1	...	0,4	0,3	+ 0,1	0,6	2,3	- 1,7	0,1	0,7	-0,6	0,4	0,5	-0,1
2.2 Transferts de l'Etat .....	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	...	...	...	...	0,1	...	+0,1
Total 2 ...	0,9	0,6	+0,3	0,1	0,1	...	0,4	0,3	+ 0,1	0,8	2,5	- 1,7	0,1	0,7	-0,6	0,5	0,5	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract.	...	0,8	-0,8	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.112 Autres opérations	0,4	0,9	-0,5	...	...	...	2,2	2,2	...	0,5	2,1	- 1,6	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	0,1	-0,1	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,4	1,7	-1,3	...	0,1	-0,1	2,2	2,2	...	0,6	2,2	- 1,6	...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	0,9	0,1	+0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	-0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,5	...	+0,5	...	...	...	0,5	...	+ 0,5	...	0,4	- 0,4	...	...	...	0,1	0,2	-0,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières .....	...	3,4	-3,4	0,1	...	+0,1	0,2	...	+ 0,2	...	2,4	- 2,4	...	...	...	...	0,5	-0,5
4.312 Investissements directs ...	0,5	...	+0,5	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	0,7	- 0,7	...	0,2	-0,2	...	0,1	-0,1
4.313 Immeubles .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	- 1,2	...	0,5	-0,5	...	...	...
4.314 Autres	1,8	...	+1,8	...	...	...	...	...	...	...	1,1	- 1,1	...	0,4	-0,4	...	0,5	-0,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières .....	...	...	...	0,1	...	-0,1	...	0,1	- 0,1	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	0,2	-0,2
4.322 Investissements directs ...	3,5	...	+3,5	...	...	...	0,5	...	+ 0,5	1,5	...	+ 1,5	...	...	...	...	...	...
4.323 Immeubles .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	...	...
4.324 Autres	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	7,3	3,5	+3,8	0,1	0,1	...	1,4	0,1	+ 1,3	1,6	6,1	- 4,5	...	1,1	-1,1	0,3	1,7	-1,4
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) .....	...	3,4	-3,4	0,4	...	+0,4	12,9	...	+12,9	2,2	...	+ 2,2	0,3	...	+0,3	0,5	...	+0,5
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	46,4	44,0	+2,4	3,7	3,5	+0,2	42,1	43,4	- 1,3	210,7	210,3	+ 0,4	46,7	46,8	-0,1	30,7	37,4	-6,7

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1966

(milliards de francs)

VII. Japon			VIII. Australie, Nouvelle-Zélande, Rép. sud-africaine, Finlande			IX. Zone sino-soviétique			X. Congo, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total			
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
1,7	2,0	- 0,3	3,3	6,8	- 3,5	4,7	5,4	- 0,7	4,2	10,9	- 6,7	19,6	15,5	+ 4,1	...	...	...	...	...	...	266,4	283,0	- 16,6
...	0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	5,3	...	+ 5,3	10,7	2,6	+ 8,1	
...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,3	...	+ 5,3	
...	0,1	1,6	- 1,5	
...	0,1	...	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,8	0,2	+ 0,6	0,2	1,0	- 0,8	...	...	...	...	...	...	12,6	12,9	- 0,3	
...	0,1	...	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,5	...	+ 0,5	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	4,8	4,4	+ 0,4	
...	0,1	- 0,1	0,5	...	+ 0,5	0,4	0,4	...	...	...	...	...	...	...	11,5	16,0	- 4,5	
...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	0,1	0,4	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	0,2	0,6	- 0,4	3,0	0,3	+ 2,7	15,0	14,1	+ 0,9	
...	0,1	0,1	...	4,1	0,3	+ 3,8	...	...	...	6,3	6,1	+ 0,2	
...	5,4	1,4	+ 4,0	
0,1	...	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,1	+ 0,2	1,2	0,2	+ 1,0	0,7	0,7	...	...	...	...	...	...	...	22,0	22,1	- 0,1
1,8	2,0	- 0,2	3,8	6,9	- 3,1	5,5	5,8	- 0,3	7,4	11,8	- 4,4	21,7	18,3	+ 3,4	4,3	0,9	+ 3,4	8,3	0,3	+ 8,0	360,1	364,2	- 4,1	
...	4,5	0,4	+ 4,1	0,1	0,5	- 0,4	...	0,1	- 0,1	...	0,1	- 0,1	7,1	5,5	+ 1,6	
...	1,4	- 1,4	...	...	...	...	1,1	- 1,1	...	...	...	0,3	2,8	- 2,5	
...	4,5	1,8	+ 2,7	0,1	0,5	- 0,4	...	1,2	- 1,2	...	0,1	- 0,1	7,4	8,3	- 0,9	
...	0,6	- 0,6	...	...	...	...	1,8	- 1,8	
...	0,1	- 0,1	...	...	...	1,7	...	+ 1,7	0,2	0,1	+ 0,1	5,0	5,4	- 0,4	
...	0,3	- 0,3	...	...	...	0,1	0,4	- 0,3	
...	
...	0,1	- 0,1	...	...	...	1,7	0,9	+ 0,8	0,2	0,1	+ 0,1	5,1	7,6	- 2,5	
...	1,0	0,3	+ 0,7
...	0,9	0,3	+ 0,6	...	...	...	0,3	0,1	+ 0,2	...	...	...	2,3	1,0	+ 1,3	
...	0,5	- 0,5	...	...	...	0,3	6,8	- 6,5	
...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	0,9	1,3	- 0,4
...	1,7	- 1,7	
...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	0,3	- 0,3	1,8	2,4	- 0,6	
...	0,1	0,4	- 0,3	
...	1,5	...	+ 1,5	7,0	...	+ 7,0	
...	0,3	- 0,3	
...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	0,5	...	+ 0,5	0,8	0,1	0,1	+ 0,7	
...	0,6	...	+ 0,6	0,6	...	+ 0,6	
...	0,1	- 0,1	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	0,9	0,3	+ 0,6	...	0,3	- 0,3	0,3	0,7	- 0,4	2,8	0,3	+ 2,5	14,8	14,3	+ 0,5
0,3	...	+ 0,3	3,1	...	+ 3,1	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	4,4	- 4,4	0,3	...	+ 0,3	...	10,9	- 10,9	20,0	19,0	+ 1,0	
...	
2,1	2,1	...	7,0	6,9	+ 0,1	5,5	5,9	- 0,4	12,8	14,2	- 1,4	21,8	23,5	- 1,7	6,6	3,7	+ 2,9	11,3	11,7	- 0,4	407,4	413,4	- 6,0	

SECTION 4

PRESENTATION DES DONNEES SUIVANT LE SCHEMA UNIFIE O.C.D.E.-F.M.I.

(milliards de francs)

	1961		1962		1963		1964		1965		1966		Réconciliation avec tableaux précédents
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	
A. Biens et services (1 à 8)													
1. Marchandises :													
1.1 Exportations et importations	172,7	178,8	181,1	187,5	200,7	209,7	230,5	239,2	253,6	256,2	266,4	283,0	II 1.11
1.2 Autres opérat. sur marchand. (solde)	5,0	—	6,9	—	5,7	—	10,6	—	9,8	—	13,4	—	II 1.12 et 1.13
2. Or non monétaire (net)	—	0,9	—	0,5	—	0,7	—	0,8	—	2,0	—	1,5	I 1.2
3. Frets et assurances sur les transports internationaux de marchandises :													
3.1 Frets	8,9	9,3	8,4	7,7	8,6	8,9	9,7	10,1	11,3	11,7	12,6	12,9	III 1.3
3.2 Assurances													
4. Autres transports :													
4.1 Transports de voyageurs	8,7	7,4	8,9	8,8	8,6	9,6	10,2	11,1	12,4	11,8	15,0	14,1	III 1.6
4.2 Transports divers													
5. Tourisme et voyages	6,8	8,9	6,8	9,0	7,9	11,1	8,7	12,1	10,0	14,1	11,5	16,0	III 1.5
6. Revenus d'investissements :													
6.1 Revenus d'investis. directs privés ...	8,7	7,4	8,9	8,8	8,6	9,6	10,2	11,1	12,4	11,8	15,0	14,1	III 1.6
6.2 Autres revenus d'investis. privés													
6.3 Autres revenus d'investis. publics ...													
7. Transactions gouvernement. non comprises ailleurs :													
7.1 Militaires	4,2	4,3	5,0	5,2	5,5	6,5	5,6	7,9	6,0	5,7	6,3	6,1	III 1.7
7.2 Autres													
8. Autres services :													
8.1 Assurances autres que sur marchand.	1,6	1,9	1,5	1,8	1,8	1,9	2,0	2,1	2,5	2,5	2,4	2,8	V
8.2 Revenus du travail	4,1	0,8	4,4	0,7	4,9	0,9	5,0	1,0	5,2	1,1	5,4	1,4	V
8.3 Services divers	10,7	8,6	13,2	11,4	12,8	12,6	15,5	15,2	17,8	17,1	19,6	19,3	V
B. Transferts (9 et 10)													
9. Secteur privé :													
9.1 Remises d'émigrants	5,8	2,8	5,6	3,0	6,0	3,5	6,6	3,6	7,0	4,5	7,1	5,5	VI 2.1
9.2 Autres transferts privés													
10. Etat .....	...	2,3	0,1	1,9	0,1	3,2	0,1	2,5	0,2	2,6	0,3	2,8	VI 2.2
C. Capitaux et or monétaire (11 à 16)													
11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs) :													
11.1 Investissements directs ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	I 4.312 et 4.322
11.2 Autres actions ordinaires	4,7	1,5	3,6	0,8	5,5	0,8	1,3	0,1	2,1	0,5	6,5	0,3	I 4.311 et 4.321
11.3 Autres valeurs mobilières													
11.4 Autres crédits commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11.5 Autres avoirs et engagements	1,8	6,9	0,6	0,4	1,0	5,7	0,8	0,8	4,0	0,3	2,2	2,2	I 4.312 et 4.322

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* d'avril 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

LENFANT M., Le financement des exportations de biens d'équipement. (*Etudes Economiques, Mons, n°s 131-132, décembre 1966, pp. 5-32.*)

PHILIPPE J., Financement import-export. (*Revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, L, n° 3, mars 1967, pp. 11-13.*)

SIAENS A., Structure financière des entreprises et conjoncture économique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 1, février 1967, pp. 5-28.*)

VERBOIS J.-C., Le prêt personnel en Belgique. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 4, décembre 1966, pp. 23-27.*)

VERHAEGEN P., Sûretés et garanties des organismes de crédit face aux faillites des entreprises. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 123, février 1967, 27 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

MARTIN G., Les placements des compagnies d'assurances au service de l'économie. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 124, mars 1967, 35 p.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CEULEMANS J., La technique de la taxe sur la valeur ajoutée. (*La Revue fiscale, Bruxelles, XXIV, n°s 1-2-3, janvier-février-mars 1967, pp. 25-40.*)

FRANK M., La nouvelle loi sur la comptabilité de l'Etat. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 1, janvier 1967, pp. 5-23.*)

LAMBERT P., La taxe sur la valeur ajoutée. (*Les Annales de l'Economie collective, Genève, LV, n° 1, janvier-mars 1967, pp. 119-123.*)

Les revenus imposables des personnes physiques et leur répartition régionale selon le niveau du revenu — Exercice 1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 3, mars 1967, pp. 139-168.*)

SPREUTELS M., L'interventionnisme fiscal. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 3, mars 1967, pp. 5-61.*)

VANDENBOSSCHE J., De hervorming van de gemeentecomptabiliteit en de begroting als beleidsinstrument. (*De Gemeente, Bruxelles, XLII, n° 188, mars 1967, pp. 144-154.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Evolution des marges bénéficiaires. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXI, avril 1967, pp. 20-33.*)

Insuffisance d'amortissement et pertes sur stocks provoquées par la dépréciation monétaire. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 9, 24 avril 1967, pp. 204-209.*)

6. DEMOGRAPHIE

Evolution et structure de la population en Belgique. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VI, n° 59, avril 1967, pp. 3-6.*)

Structure par âge et par sexe de la population du Royaume, des provinces et régions linguistiques en 1965. Prévisions pour 1970. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n°s 1-2, janvier-février 1967, pp. 5-18.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

De interne migraties van de arbeidskrachten in België en hun problemen. (*De Maatschappelijke Vooruitgang, Liège, LV, n° 95, janvier-février 1967, pp. 9-12.*)

FUKS F., A propos du travail professionnel des femmes. (*Socialisme, Bruxelles, XIV, n° 80, mars 1967, pp. 241-248.*)

LALOIRE M., Les conventions collectives de travail. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XLV, n° 4, 15 avril 1967, pp. 397-403.*)

La population active féminine en Belgique. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVIII, n° 1, janvier 1967, pp. 1-156.*)

Le conseil d'entreprise. Mission et fonctionnement et statut des délégués du personnel. (*C.E.D.-Samsom, Bruxelles, 1967, 36 p.*)

STEYAERT J., De bijzonderste wijzigingen aan de wetten op de ondernemingsraden en komitees voor veiligheid. (*Revue de Droit Social, Bruxelles, n° 3, 1967, pp. 97-110.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

Le programme de développement régional prévu par la loi du 14 juillet 1966. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 12, 24 mars 1967, pp. 1-3.*)

Pour une meilleure compréhension de nos problèmes. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 82, janvier-mars 1967, pp. 1-21.*)

TARR R., Bibliographie européenne : la politique de développement régional. (*Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 33, 1966, pp. 227-236.*)

VAN OFFELEN J., Pourquoi une politique économique ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVI, n° 224, janvier-février 1967, pp. 37-40.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

Anvers, nouveau centre pétrochimique à l'échelle internationale. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 15, 15 avril 1967, pp. 133-138.*)

COHEUR P., Beschouwingen over de toestand in onze staalnijverheid. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIV, n° 2, avril 1967, pp. 89-96.*)

FRANKINET L., La Wallonie pourrait valoriser davantage ses ressources agricoles. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 82, janvier-mars 1967, pp. 22-27.*)

JAMBERS L.B., La crise économique de l'exploitation cinématographique en Belgique. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXV, n° 1, mars 1967, pp. 1-65.*)

La torréfaction et le marché du café en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 14, 8 avril 1967, pp. 125-129.*)

Le centre d'étude de l'énergie nucléaire. Passé. Avenir. (*Energie, Bruxelles, n° 173, 1^{er} trimestre 1967, pp. 20-29.*)

Le développement de l'industrie chimique dans la région portuaire d'Anvers. (*Industrie chimique belge, Bruxelles, XXXII, n° 4, avril 1967, pp. 401-408.*)

LUCAS P., Comment évolue l'industrie belge des fabrications métalliques ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVI, n° 224, janvier-février 1967, pp. 29-35.*)

MANIL P.J., Le problème sidérurgique en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, XIV, n° 80, mars 1967, pp. 155-184.*)

Quelques résultats du recensement agricole et horticole au 15 mai 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n°s 1-2, janvier-février 1967, pp. 29-41.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VAN DEN VEN P., La situation actuelle de la recherche scientifique fondamentale en Belgique. (*Le Flambeau, L, n° 1, janvier-février 1967, pp. 1-19.*)

13. TRANSPORTS

DULIEU P., Calcul de priorité en matière d'autoroutes. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIII, n° 1, février 1967, pp. 29-66.*)

Les transports routiers de marchandises effectués par les véhicules belges en 1965. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n°s 1-2, janvier-février 1967, pp. 42-50.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR

Les exportations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1966. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 9, 20 mars 1967, pp. VII-XII.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ALTMAN O.L., De quoi s'agit-il ? Euro-dollars. (*Finances et Développement, Washington, IV, n° 1, mars 1967, pp. 11-19.*)

COOMBS C.A., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, n° 3, mars 1967, pp. 355-366.*)

CRAWFORD M., World Money Reform : The Belgian Compromise. (*The Statist, Londres, CXCI, n° 4646, 7 avril 1967, pp. 685-686*)

DE ROOS F., Het vraagstuk van de internationale liquiditeiten. (*Economisch Kwartaal-overzicht van de Amsterdam-Rotterdam Bank, Amsterdam, n° 8, mars 1967, pp.18-27.*)

International Securities and European Capital Markets. (*International Economic Review, Chicago, avril 1967, pp. 1-4.*)

ISSING O., Zur Frage der objektiven Beurteilung einer « angemessenen » versorgung mit internationaler Liquidität. (*Revue suisse d'Economie politique et de Statistique, Bâle, CIII, n° 1, mars 1967, pp. 83-104.*)

- KOO A.Y.C., Toward a World Payments System : A Review Article. (*Journal of Finance*, Chicago, XXII, n° 1, mars 1967, pp. 58-66.)
- L'actuel déficit extérieur des Etats-Unis. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank*, New York, mars 1967, pp. 11-15.)
- Le marché de l'Euro-dollar. (*Informations économiques et financières de l'Union européenne industrielle et financière*, Paris, n° 4, 4^e trimestre 1966, pp. 1-5.)
- LLAU P., Le rapport des experts de l'U.N.C.T.A.D. et la réforme du système mondial de paiements et de financement. (*Revue de Science financière*, Paris, LXI, n° 1, janvier-mars 1967, pp. 149-159.)
- REDDING D.C., Closing the U.S. Payments Gap. (*Lloyds Bank Review*, Londres, n° 84, avril 1967, pp. 13-31.)
- ROTHSCHILD J. & LEACH R., Recent Developments in the International Capital Markets. (*The Banker*, Londres, CXVII, n° 494, avril 1967, pp. 297-307.)
- SNIDER D.A., International Monetary Relations. (*Random House*, New York, 1966, VIII+141 p.)
- TRIFFIN R., International Monetary Reform. (*Yale University*, New Haven [Connecticut], 1966, pp. 10-41.)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- BOSMAN H.W.J., L'intégration monétaire en Europe occidentale. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, LXVI, n° 224, janvier-février 1967, pp. 84-88.)
- DAMASKENIDES A.N., Le rôle de la Communauté Economique Européenne dans le cadre de la coopération économique internationale. (*Economia Internazionale*, Gênes, XX, n° 1, février 1967, pp. 96-110.)
- DEBRE M., L'harmonisation des régimes fiscaux applicables aux mouvements de marchandises et de capitaux dans les pays du Marché commun. (*La Fiscalité du Marché commun*, Deventer, n° 21, avril 1967, pp. 513-516.)
- DELREZ M., L'industrie textile lainière dans la C.E.E. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques*, Liège, n° 4, décembre 1966, pp. 2-22.)
- Financement de la croissance économique en Europe. Conditions préalables au développement d'un marché financier européen. (Compte rendu analytique de la XVII^e Table Ronde, Madrid, 10-11 juin 1966) (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, IX, n° 33, 1966, pp. 41-186.)
- FONTGELOY B., Perspectives sur le financement des investissements privés dans le Marché commun. (*Hommes et Techniques*, Paris, XXIII, n° 267, février 1967, pp. 135-140.)
- FRISCH A., Le présent et l'avenir de la Communauté européenne. (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, IX, n° 33, 1966, pp. 189-194.)
- HARROD R., The Treaty of Rome. (*The Bankers' Magazine*, Londres, CCII, n° 1477, avril 1967, pp. 219-225.)
- HERREGAT G., Conjoncture du Marché commun européen. (*Bulletin Sédésis*, Paris, n° 981, 20 mars 1967, pp. 197-228.)
- KRUSE H., La Commission Economique pour l'Europe aura vingt ans. (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, IX, n° 33, 1966, pp. 16-27.)
- La dimension des entreprises européennes. (*Compagnie Lambert pour l'Industrie et la Finance*, Bruxelles, 1967, 39 p.)
- LAGRANGE M., Le pouvoir de décision dans les Communautés européennes : théorie et réalité. (*Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, III, n° 1, janvier-avril 1967, pp. 1-29.)
- Le problème de la concentration dans le Marché commun. (*Communauté Economique Européenne*, Bruxelles, 1966, 26 p.)
- Les investissements américains en Europe. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges*, Bruxelles, n° 10, 1^{er} avril 1967, pp. VI-XI.)
- LOUWES S.L., De landbouwprijsstatistiek in de E.E.G. Taak en toekomst. (*Informations statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes*, Bruxelles, n° 4, 1966, pp. 95-117.)
- MEIMBERG R., Koordinierung der Budgetpolitik westeuropäischer Länder. (*Aussenwirtschaft*, St-Gall, XXII, n° 1, mars 1967, pp. 74-78.)
- MERTENS de WILMARS J., De monetaire toekomst van de Gemeenschappelijke Markt. (*Agon Elsevier*, Amsterdam, 1967, pp. 238-291.)
- PEYRARD M., La conjoncture économique de la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, IX, n° 33, 1966, pp. 195-202.)
- POURVOYEUR R., Die Befugnisse des Ministerrates der EWG. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Anvers, XXI, n° 2, avril 1967, pp. 97-114.)
- SIMONT F., Un nouveau pas vers l'harmonisation fiscale du Marché commun. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique*, Bruxelles, XLIV, n° 3, 15 mars 1967, pp. 137-142.)
- The U.K. and the Common Market. Round Three. (*Morgan Guaranty Survey*, New York, mars 1967, pp. 9-15.)
- VERGES J.R., Nouveaux développements du financement de la politique agricole commune. (*Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, III, n° 1, janvier-avril 1967, pp. 30-61.)
- Verschuijvingen in de handels- en produktestructuur binnen en buiten de Euromarkt, 1958-1963. (*Statistische en Econometrische Onderzoekingen*, Zeist, n° 8, février 1967, pp. 7-68.)
- Vers un marché financier européen : les euro-émissions. (*Informations économiques et financières de l'Union européenne industrielle et financière*, Paris, n° 1, 1^{er} trimestre 1967, pp. 1-3.)
- Vers un système communautaire de la taxe sur la valeur ajoutée. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, VI, n° 59, avril 1967, pp. 1-2.)

VOGEL-POLSKY E., L'article 119 du Traité de Rome peut-il être considéré comme self-executing? (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXII, n° 4570, 15 avril 1967, pp. 233-237.*)

WALHIN Ch., L'Angleterre devant le Marché commun. Vers un nouvel examen d'entrée. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIV, n° 3, 15 mars 1967, pp. 162-166.*)

18. DIVERS

FLAMME M.A., Le régime juridique des activités commerciales et industrielles des pouvoirs publics en Belgique et à l'étranger. (*Les Annales de l'Economie collective, Genève, LIV, n° 4, octobre-décembre 1966, pp. 417-442.*)

Lois sur les sociétés commerciales. Coordination officieuse. (*Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1967, 56 p. + annexe.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 31 mars 1967

attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, et arrêté royal du 14 avril 1967 relatif à l'exécution de l'article 2, §§ 3, 4 et 6, de la loi susmentionnée (Moniteur des 4 et 20 avril 1967, pp. 3410 et 4192).

Article 1^{er}. — Par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes les dispositions utiles en vue :

1° de compléter et modifier les différentes lois d'expansion économique générale et régionale, de prendre les mesures légales nécessaires pour pouvoir procéder à l'assainissement des sites industriels désaffectés, d'adapter et de compléter les moyens d'action et les instruments de la politique d'expansion et de reconversion, notamment par l'institution d'un Fonds alimenté par des crédits budgétaires et des ressources affectées;

2° d'octroyer de larges facilités pour le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par

les fermetures de charbonnages; le Roi peut étendre le bénéfice de ces mesures aux travailleurs touchés par les fermetures d'autres entreprises industrielles;

3° d'étendre et d'assouplir l'intervention de l'Etat en matière de ducroire, de réassurance et de crédit à l'exportation;

4° a) de compléter et de modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale, et de la loi instituant le Conseil d'Etat et de la loi communale;

b) d'assurer dans le respect des droits acquis la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les Forces armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

c) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

d) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

e) de renforcer leur contrôle;

5° de contrôler l'octroi et l'emploi de toute subvention à charge de l'Etat ou allouée par toute personne morale elle-même subventionnée directement ou indirectement par l'Etat;

6° d'améliorer le financement des investissements, notamment en organisant l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion éco-

nomique, et en apportant toutes modifications aux dispositions légales organisant le statut, la compétence et les modalités de fonctionnement, d'une part, des institutions publiques de crédit et, d'autre part, des organismes financiers privés;

7° d'assurer dans tous les réseaux scolaires, une meilleure répartition et une utilisation plus judicieuse des crédits budgétaires affectés à l'enseignement par une révision et une harmonisation éventuelles des diverses lois en la matière, hormis celle du 29 mai 1959;

8° a) de promouvoir la qualité et d'assurer la dispensation normale des soins de santé par une révision et une adaptation de la législation relative à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir;

b) de réaliser l'équilibre financier de l'assurance maladie-invalidité, en appliquant les dispositions de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par les lois du 24 décembre 1963, 6 juillet 1964, 8 avril 1965 et 7 juillet 1966, sans devoir, en cas d'urgence, solliciter les avis ou attendre les propositions prévues par cette loi;

9° de revoir et d'harmoniser les diverses législations afférentes aux pensions des travailleurs salariés et appointés;

10° d'instaurer un statut social des travailleurs indépendants, notamment par la révision du régime étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés, et des régimes de pension de retraite et de survie, et d'assurance contre la maladie et l'invalidité en faveur des travailleurs indépendants;

11° d'accentuer la politique de progrès social global par :

a) l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés mentaux;

b) l'extension des allocations familiales à des cas particulièrement dignes d'intérêt;

c) l'élaboration d'un statut social des handicapés graves;

d) l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel;

e) l'adaptation de la législation relative à la protection de la femme au travail;

f) l'adaptation de la législation sur l'immigration;

g) l'octroi d'une bonification de la pension de retraite des ouvriers et employés par année supplémentaires de travail au-delà de l'âge normal de la pension.

Art. 2. § 1^{er}. 1° — Il est établi, au profit exclusif de l'Etat, pour les exercices d'imposition 1968 à 1970, des décimes additionnels à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents, suivant les distinctions ci-après :

a) impôt des personnes physiques et impôt des non-résidents calculés conformément à l'article 152, 1° du Code des impôts sur les revenus : 1 décime additionnel sur l'impôt afférent à la tranche de revenu imposable excédant 500.000 francs, sans que le total de l'impôt, y compris le décime additionnel, puisse dépasser 50 p.c. du revenu imposable;

b) impôt des sociétés calculé conformément aux articles 126 à 128 et 130 à 133 du Code des impôts sur les revenus et impôt des non-résidents, calculé conformément à l'article 152, 2°, du même Code : 1 décime additionnel lorsque le montant total du revenu imposable excède 3 millions.

2° Les dispositions des articles 89 à 91 et 129 du Code des impôts sur les revenus sont applicables aux décimes additionnels.

3° L'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés ou l'impôt des non-résidents, qui servent de base au calcul des décimes additionnels, sont déterminés avant l'application des déductions prévues aux articles 186 à 205 du Code des impôts sur les revenus, ainsi que des majorations prévues aux articles 89 à 91, 129 et 334 du même Code.

4° La taxe communale additionnelle et les centimes additionnels, prévus aux articles 352 à 357 du Code des impôts sur les revenus, ne s'appliquent pas aux décimes additionnels prévus au 1°.

§ 2. 1° A l'article 63 du Code des impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, les mots : « une somme égale à 40 p.c. » sont remplacés par les mots : « une somme égale à 45 p.c. »;

b) au § 2, les montants de 19.000 et 27.000 francs sont remplacés respectivement par 23.000 et 35.000 francs.

2° A l'article 81, § 2, du Code des impôts sur les revenus, les mots : « la partie du revenu imposable qui excède 260.000 francs augmentés de 26.000 francs par personne à charge au-delà de la quatrième » sont remplacés par les mots : « la partie du revenu imposable qui excède 270.000 francs augmentés de 27.000 francs par personne à charge au-delà de la troisième ».

§ 3. Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres :

1° pour une période limitée :

a) exonérer de l'impôt des sociétés les revenus normaux d'actions ou de parts de capitaux investis, souscrites et libérées en espèces lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société;

b) aménager le régime fiscal en matière de fusion et de scission de sociétés et d'apport de branches d'activité;

c) modifier les dispositions fiscales en matière de déductibilité des pertes professionnelles;

2° supprimer la déductibilité des primes d'assurance afférentes au mobilier et aux immeubles;

3° mettre les dispositions du Code des impôts sur le revenu, relatives au rattachement budgétaire des impositions, en concordance avec la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat;

4° modifier les bases, taux et modalités d'imposition des taxes prévues par les titres III et IV du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

§ 4. Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, apporter des modifications :

1° aux articles 8, 13, 25, 37, 38, 40, 42, III, 103/1, 46, 48, 52/2, 54, 56, 78 et 97 de l'arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession, confirmé par la loi du 4 mai 1936;

2° aux articles 11, 44, 53, 61/1, 62, 72, 87 à 93, 131, 132/2, 135, 136, 141, 153 à 155, 157, 212, 213 et 270/1 à 278 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947;

3° aux articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 à 33 et 38 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951;

4° aux articles 84, 93 et 175/1 du Code des taxes assimilées au timbre, modifiés notamment par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965.

§ 5. Le Roi peut prendre des mesures pour assurer une perception plus exacte de l'impôt.

§ 6. Le Roi règle l'exécution des dispositions du présent article. Il fixe, sur proposition du Conseil des Ministres, les dates auxquelles elles entrent en vigueur.

Art. 3. — Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 14 novembre 1967.

Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi, le Roi conservant le droit d'abroger, de compléter, de modifier ou de remplacer les dispositions

qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence.

Art. 4. — Le Roi peut assurer, s'il y a lieu, l'application des dispositions prises en vertu de la présente loi par des sanctions de nature administrative, civile, fiscale et pénale, ces dernières ne pouvant excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de cinquante mille francs.

Art. 5. — Il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 novembre 1967 sur les mesures prises en application de la loi.

Art. 6. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

*
**

Article 1^{er}. — L'article 2, §§ 3 et 4, de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, entre en vigueur le 14 avril 1967.
.....

Arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967

créant un Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4148).

Article 1^{er}. — Il est créé un Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale rattaché au budget des recettes et dépenses pour ordre.

Art. 2. — Le Fonds est alimenté :

a) par virement de crédits inscrits au budget des services du Premier Ministre ou des ministères, en vertu d'un arrêté royal pris sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre intéressé et du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

b) par des recettes d'impôts y affectées

c) par le produit de ventes, revenus, intérêts, remboursements, etc., provenant de l'utilisation de sommes mises à sa disposition;

d) par le produit d'emprunts spécialement émis pour favoriser la reconversion régionale;

e) par toute autre ressource utile à la relance économique, affectée en vertu de dispositions légales ou conventionnelles.

Art. 3. — Le Fonds prend à charge les dépenses à décauser :

a) de l'application des lois :

1° du 17 juillet 1959, instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles;

2° du 18 juillet 1959, instaurant et coordonnant des mesures en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions;

3° du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents;

b) de l'application de toutes dispositions légales nouvelles ayant le même objet;

c) de l'acquisition et de l'équipement des zones industrielles;

d) de l'assainissement des sites industriels désaffectés;

e) des études relatives à l'expansion économique;

f) des remboursements d'avances à lui consenties et du service financier des emprunts encaissés par lui;

g) de toute autre mission en faveur de l'expansion et de la reconversion économiques.

Art. 4. — L'engagement et l'ordonnancement des dépenses à charge du Fonds sont effectués par chacun des Ministres intéressés dans la limite :

a) du montant des crédits virés du budget de leur département au Fonds;

b) des autres ressources de celui-ci mises à leur disposition de la manière établie par le Roi.
.....

Arrêté royal n° 2 du 18 avril 1967

sur l'assainissement des sites charbonniers désaffectés (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4150).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967

modifiant et complétant la loi du 16 mars 1964 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4156).

Arrêté royal n° 6 du 18 avril 1967

complétant la loi du 3 juin 1964, modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant

sant l'Office National du Ducroire et autorisant le Ministre des Finances à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers, et arrêté royal n° 10 du 18 avril 1967 modifiant ledit arrêté royal n° 42 (Moniteur du 20 avril 1967, pp. 4172 et 4198).

Article 1^{er}. — Un chapitre III, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 3 juin 1964, modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire et autorisant le Ministre des Finances à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers :

« Chapitre III. Autres interventions financières en faveur des pays en voie de développement.

» *Art. 8.* — Dans la limite des crédits ouverts au budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le Ministre qui a dans ses attributions les relations commerciales extérieures est autorisé à apporter à des pays en voie de développement le concours de l'Etat à la réalisation de projets contribuant à leur équipement. Ce concours prend la forme d'une intervention dans la charge d'intérêt relative au financement desdits projets; il est lié à la fourniture de prestations belges.

» *Art. 9.* — Il est créé un comité technique pour la promotion de l'équipement des pays en voie de développement. Ce comité donne, au Ministre ayant dans ses attributions les relations commerciales extérieures, son avis sur toutes les opérations, rentrant dans le cadre du présent chapitre, préalablement à la décision ministérielle. La composition de ce comité et les modalités de son fonctionnement sont fixées par arrêté royal. »

*
**

Article 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire modifié par l'article 2 de la loi du 21 avril 1949, est complété par la disposition suivante :

« Dans les conditions prévues par l'article 7 du présent arrêté est attribué, en outre, à l'Office, à titre de dotation, un capital nominal de 850 millions de francs en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge à désigner par arrêté du Ministre des Finances.

» Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, attribuer complémentirement à l'Office, au même titre, deux tranches d'un capital nominal de 200 millions de francs chacune en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge à désigner par arrêté du Ministre des Finances. »

Art. 2. — L'article 7 du même arrêté, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1960, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. Les produits des tranches de la dotation visées aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 5 sont attribués à l'Office.

» Les produits des tranches de la dotation visées aux alinéas 3 et 4 de l'article 5 sont attribués à l'Office lorsque et dans la mesure où, à la clôture trimestrielle des comptes qui suit leur perception, le montant global des réserves spéciales visées à l'article 18 comparé à l'en-cours en risques sur les polices émises en assurance et en réassurance, dans les limites tracées à l'article 8, s'avère inférieur au rapport fixé par un arrêté du Ministre des Finances. Ce rapport ne peut être inférieur à huit pour cent. Le surplus des produits est versé au Trésor. »

Art. 3. — Le pénultième alinéa de l'article 3 du même arrêté, complété par l'article 1^{er} de la loi du 3 juin 1964, est remplacé par la disposition suivante :

« Les garanties prévues à l'alinéa qui précède sont comptabilisées séparément dans les écritures de l'Office. Leur montant global ne peut dépasser quatre milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à huit milliards par deux tranches de deux milliards. »

Art. 4. — Le deuxième alinéa de l'article 4 du même arrêté, modifié par l'article 2 de la loi du 27 juillet 1962, est complété par la disposition suivante :

« Dans des cas exceptionnels et avec l'accord du Ministre des Finances, il peut être dérogé à cette obligation pour tout ou partie de la durée de l'opération. »

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967

modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office Central de la Petite Epargne (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4206).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 14 février 1967

réglant l'octroi de subventions de propagande touristique (Moniteur du 4 avril 1967, p. 3430).

Arrêté royal du 23 mars 1967

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1966 (dépenses ordinaires) (Moniteur du 11 avril 1967, p. 3730).

Loi du 10 mars 1967

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1967 (Moniteur du 5 avril 1967, p. 3475).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère de l'Agriculture (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.360.334.000 francs.

Loi du 24 mars 1967

modifiant la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes (Moniteur du 13 avril 1967, p. 3851).

Loi du 28 mars 1967

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1967 (Moniteur du 26 avril 1967, p. 4499).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère des Affaires économiques (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.018.216.000 francs.

Loi du 31 mars 1967

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1967 (Moniteur du 21 avril 1967, p. 4308).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère des Travaux publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.861.489.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 13.236.000.000 francs (...).

Art. 7. — Des crédits d'ordonnancement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 13.148.400.000 francs.

Arrêté ministériel du 3 avril 1967

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de farine et semoule de froment utilisés pour la fabrication de biscottes, biscuits, pâtes alimentaires et aliments diététiques (Moniteur du 5 avril 1967, p. 3490).

Loi du 3 avril 1967

augmentant et réduisant certains crédits d'engagement et d'ordonnancement ouverts au titre de budget extraordinaire pour l'exercice 1966 (Moniteur du 12 avril 1967, p. 3787).

Arrêté royal du 7 avril 1967

relatif à l'émission de l'emprunt 7 p.c. 1967-1982 du Fonds des Routes (Moniteur du 11 avril 1967, p. 3724).

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur, dénommé « Emprunt 7 p.c. 1967-1982 », dont le capital nominal est limité à 6 milliards de francs.

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 7 p.c. l'an à partir du 24 avril 1967.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Art. 8. — Le Fonds des Routes se réserve la faculté de rembourser par anticipation, au pair, le 24 avril 1977 ou à toute échéance d'intérêt suivante (...).

Art. 10. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 15. — Le prix d'émission est fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal; il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt d'Etat 4,50 p.c. 1956-1967, remboursables le 16 mai 1967 (...).

Art. 17. — Il est alloué aux banques et aux agents de change établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967

relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4170).

Arrêté royal n° 6 du 18 avril 1967

complétant la loi du 3 juin 1964, modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire et autorisant le Ministre des Finances à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4172). (cf. rubrique 2.)

Arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967

modifiant certaines dispositions en matière d'impôts sur les revenus (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4193).

Arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967

modifiant le Code des droits de succession, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de timbre (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4220).

Arrêté royal n° 13 du 18 avril 1967

modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4244).

Arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967

modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4246).

Arrêtés royaux du 18 avril 1967

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4251). Erratum (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4652).

Arrêté royal du 18 avril 1967

modifiant l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4250).

Arrêté ministériel du 20 avril 1967

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 26 avril 1967, p. 4516).

Arrêtés ministériel du 18 avril 1967

relatif à l'exécution de l'article 31 du Code des droits de timbre (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4251).

Arrêté ministériel du 27 avril 1967

modifiant le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4676).

6. — TRAVAIL

Arrêté ministériel du 30 janvier 1967

dérogeant temporairement en faveur de certains travailleurs occupés dans les usines Ford, à Genk, au délai fixé par l'article 101, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 19 avril 1967, p. 4094).

Arrêté royal du 23 mars 1967

rendant obligatoire la convention collective du 20 décembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire concernant la durée du travail dans les entreprises appartenant au secteur d'activité des crèmes glacées (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4690).

Arrêté royal du 16 mars 1967

rendant obligatoire la convention collective du 25 novembre 1966 de la Commission paritaire nationale des entreprises de garage, relative à la réduction de la durée du travail (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4685).

Arrêté royal du 30 mars 1967

déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 6 avril 1967, p. 3549).

Arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967

facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4153).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels du 31 mars 1967

modifiant les listes I et II ainsi que les listes I et III annexées respectivement aux arrêtés ministériels du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 1^{er} avril 1967, p. 3348).

Arrêté ministériel du 20 avril 1967

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 26 avril 1967, p. 4516).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 6 février 1967

rendant obligatoire la convention collective du 22 novembre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs, modifiant l'article 9 de la convention du 6 mai 1965 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 novembre 1965, modifiée par la convention du 18 novembre 1965 de la même commission rendue obligatoire par l'arrêté royal du 24 janvier 1966 (Moniteur du 5 avril 1967, p. 3498).

Arrêté royal du 23 février 1967

portant modification des tarifs postaux en service intérieur (Moniteur du 1^{er} avril 1967, p. 3350).

Arrêté royal du 16 mars 1967

rendant obligatoire la convention collective du 14 octobre 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie hôtelière, concernant la liaison des salaires minimums à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 7 avril 1967, p. 3616).

Arrêté royal du 23 mars 1967

rendant obligatoire la convention collective du 29 septembre 1966 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération liant les salaires minimums à l'indice des prix de détail du Royaume pour les ouvriers et ouvrières occupés dans certaines entreprises relevant de sa compétence (Moniteur du 13 avril 1967, p. 3858).

Arrêté royal du 23 mars 1967

rendant obligatoire la convention collective des 29 septembre 1966 et 15 février 1967 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la classification professionnelle et la fixation des salaires horaires des ouvrières occupées dans les entreprises de dentellerie à la main, de broderie à la main et d'empilage (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4687).

Arrêté royal du 19 avril 1967

rendant obligatoire la convention collective du 7 novembre 1966 de la Commission paritaire nationale du commerce de détail indépendant fixant les conditions de rémunération des employés occupés dans les entreprises de vente au détail (Moniteur du 29 avril 1967, p. 4691).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 2 mars 1967

modifiant l'arrêté royal du 28 mars 1964 relatif aux droits des anciens colons, dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 7 avril 1967, p. 3628).

Arrêté royal du 14 avril 1967

modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1959 chargeant la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite de la tenue du compte individuel prévu par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 22 avril 1967, p. 4374).

Arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967

modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4173).

Arrêté royal n° 8 du 18 avril 1967

modifiant la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4180).

Arrêté royal du 18 avril 1967

modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 20 avril 1967, p. 4182).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Question n° 146

de M. Burgbacher à la Commission de la C.E.E. Objet : Violations du principe de l'égalité de traitement, prévue par le traité de la C.E.E. dans la fourniture de gaz naturel hollandais (Journal officiel du 6 avril 1967, p. 1021).

Arrêt de la Cour

dans les affaires jointes 8 à 11-66 : S.A. Cimenteries C.B.R., « Cementbedrijven N.V. » et autres, « Cementfabriek IJmuiden (Cemij) N.V. », « Eerste Nederlandse Cement Industrie (ENCI) N.V. » et « Alsen'sche Portland-Cement-Fabrieken K.G. » et autres contre Commission de la C.E.E. (Journal officiel du 6 avril 1967, p. 1025).

Arrêté royal du 22 décembre 1966

portant des mesures de mise en œuvre de la directive du 28 février 1966 du Conseil des

Ministres de la Communauté Economique Européenne concernant la réalisation de la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des branches électricité, gaz, eau et services sanitaires (Moniteur du 12 avril 1967, p. 3820).

Première directive du Conseil du 11 avril 1967 (67/277/C.E.E.)

en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (Journal officiel du 14 avril 1967, p. 1301).

Article 1^{er}. — Les Etats membres remplacent leur système actuel de taxes sur le chiffre d'affaires par le système commun de taxe sur la valeur ajoutée défini à l'article 2.

Dans chaque Etat membre la loi ayant pour objet d'effectuer ce remplacement sera promulguée dans les meilleurs délais, afin qu'elle puisse entrer en vigueur à une date qui sera fixée par l'Etat membre en tenant compte de la situation conjoncturelle, mais qui ne sera pas postérieure au 1^{er} janvier 1970.

A compter de l'entrée en vigueur de cette loi, l'Etat membre ne peut maintenir ou instituer aucune mesure

de compensation forfaitaire à l'importation ou à l'exportation au titre des taxes sur le chiffre d'affaires pour les échanges entre les Etats membres.

Art. 2. — Le principe du système commun de taxe sur la valeur ajoutée, est d'appliquer aux biens et aux services un impôt général sur la consommation exactement proportionnel au prix des biens et des services, quel que soit le nombre des transactions intervenues dans le processus de production et de distribution antérieur au stade d'imposition.

A chaque transaction, la taxe sur la valeur ajoutée, calculée sur le prix du bien ou du service au taux applicable à ce bien ou à ce service, est exigible déduction faite du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé directement le coût des divers éléments constitutifs du prix.

Le système commun de taxe sur la valeur ajoutée est appliqué jusqu'au stade du commerce de détail inclus.

Toutefois, jusqu'au moment de la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation pour les échanges entre les Etats membres, ceux-ci ont, sous réserve de la consultation prévue à l'article 5, la faculté de n'appliquer ce système que jusqu'au stade du commerce de gros inclus et d'appliquer, le cas échéant, au stade du commerce de détail ou au stade antérieur à celui-ci, une taxe complémentaire autonome.

Art. 3. — Le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, une deuxième directive concernant la structure et les modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 4. — En vue de permettre au Conseil d'en délibérer et, si possible, de prendre des décisions avant la fin de la période de transition, la Commission soumet au Conseil, avant la fin de l'année 1968, des propositions indiquant de quelle façon et dans quel délai l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires peut aboutir à l'objectif de la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation pour les échanges entre les Etats membres, en garantissant la neutralité de ces taxes quant à l'origine des biens et des prestations de services.

A cet égard, il doit être tenu compte notamment du rapport entre les impôts directs et indirects, qui diffère selon les Etats membres, des effets d'une modification des systèmes fiscaux sur la politique fiscale et budgétaire des Etats membres, ainsi que de l'influence que les systèmes fiscaux exercent sur les conditions de concurrence et sur la situation sociale dans la Communauté.

Deuxième directive du Conseil du 11 avril 1967 (67/228/C.E.E.)

en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Structure et modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée (Journal officiel du 14 avril 1967, p. 1303).

Article 1^{er}. — Les Etats membres instituent, selon un système commun, une taxe sur le chiffre d'affaires ci-après dénommée « taxe sur la valeur ajoutée ».

Art. 2. — Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée :

a) les livraisons de biens et les prestations de services, effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti;

b) les importations de biens.

Art. 4. — Est considéré comme « assujetti », quoiqu'il accomplisse d'une façon indépendante et à titre habituel des opérations relevant des activités de producteur, de commerçant ou de prestataire de services, que ce soit ou non dans un but lucratif.

Art. 8. — La base d'imposition est constituée :

a) pour les livraisons et prestations de services, par tout ce qui constitue la contre-valeur de la livraison du bien ou de la prestation de services, tous frais et taxes compris à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même;

b) pour les opérations prévues à l'article 5 paragraphe 3 sous a) et b), par le prix d'achat des biens ou de biens similaires ou, à défaut de prix d'achat, par le prix de revient;

c) pour les importations de biens, par la valeur en douane, majorée de tous les droits, impôts, taxes et prélèvements qui sont dus en raison de l'importation, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même. La même base est applicable lorsque le bien est exempt de droits de douane ou n'est pas soumis à des droits de douane *ad valorem*.

Chaque Etat membre a la faculté de majorer la base d'imposition pour les importations de biens des frais accessoires (emballages, transports, assurances, etc.) intervenant jusqu'au lieu de destination et qui ne sont pas compris dans cette base.

Art. 9. — 1. Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé par chaque Etat membre à un pourcentage de la base d'imposition qui est le même pour les livraisons de biens et pour les prestations de services.

3. Le taux qui doit être appliqué à l'importation d'un bien est celui qui est appliqué à l'intérieur du pays pour la livraison d'un même bien.

Recommandation de la Commission du 19 avril 1967 (67/280/C.E.E.)

en vertu de l'article 115, alinéa 1^{er}, du traité, au Royaume de Belgique, au Royaume des Pays-Bas et au Grand-Duché de Luxembourg, concernant les importations de certains ferro-alliages, originaires des pays de l'Est (Journal officiel du 27 avril 1967, p. 1637).

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHILOSOPHY DEPARTMENT

PHILOSOPHY 101: INTRODUCTION TO PHILOSOPHY

LECTURE 1: THE PHENOMENON OF CONSCIOUSNESS

PROF. JOHN D. GIBSON

CONSCIOUSNESS IS THE MOST MYSTERIOUS OF ALL PHENOMENA. IT IS THE ONLY THING WE KNOW OF FROM THE INSIDE. IT IS THE ONLY THING WE CAN BE SURE OF. IT IS THE ONLY THING WE CAN BE SURE WE ARE NOT.

CONSCIOUSNESS IS THE MOST MYSTERIOUS OF ALL PHENOMENA. IT IS THE ONLY THING WE KNOW OF FROM THE INSIDE. IT IS THE ONLY THING WE CAN BE SURE OF. IT IS THE ONLY THING WE CAN BE SURE WE ARE NOT.

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisés figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1963	1964	1965	1966
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.328	9.428	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.948	5.996	6.022	
dont : Hommes	»	2.902	2.950	2.984	2.998	
Femmes	»	2.948	2.998	3.012	3.024	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.589	3.622	3.660	
dont : Agriculture	»	423	230	216	206	
Industries extractives	»	191	102	102	97	
Industries manufacturières	»	1.311	1.267	1.289	1.291	
Bâtiments et construction	»	197	276	282	286	
Transports	»	243	245	250	243	
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.404	1.427	1.476	
Chômeurs complets	»	92	65	56	61	

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I. 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
Total ...	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	331,7	373,7	412,1
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales ¹	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
Total ...	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	136,6	148,9	161,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
Total ...	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	74,0	76,5	80,1
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,3	8,7	7,8	7,6	9,1	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
7. Intérêt de la dette publique	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
Revenu national net au coût des facteurs ...	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,8	613,1	665,1
8. Amortissements	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,8	687,4	744,8
9. Impôts indirects	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
10. Subsidés	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I 3 — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

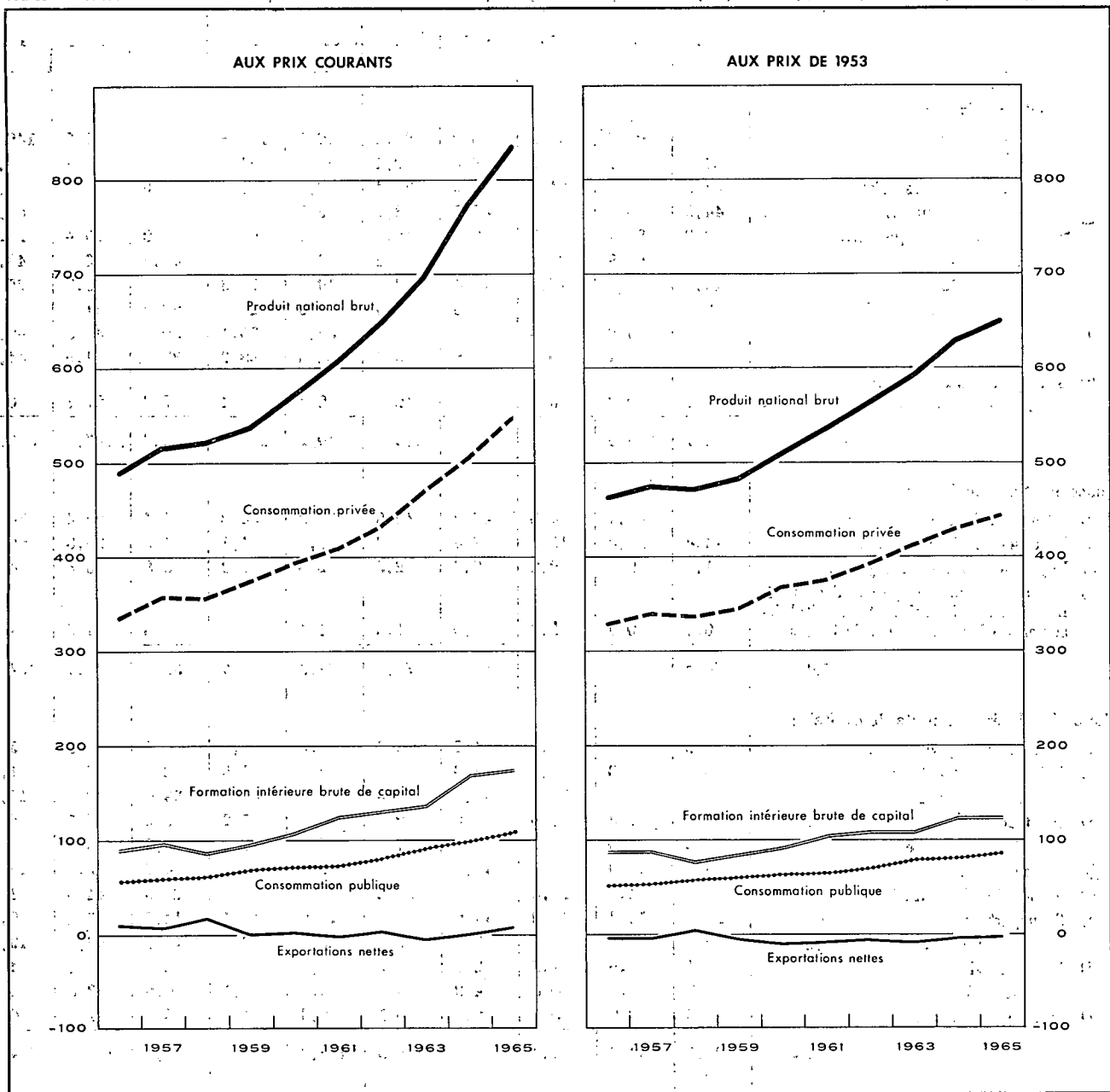
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénomées ailleurs	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections	2,4	-3,3	-1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	643,6	691,8	770,2	832,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
Produit national brut aux prix du marché	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabacs	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
Total ...	334,4	358,5	357,0	373,5	393,6	410,2	433,0	472,4	507,1	548,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
Total ...	54,5	57,2	62,2	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	107,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banques, assurances	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
Total ...	91,8	97,4	86,3	97,2	106,3	123,6	131,6	137,1	168,5	174,2
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène ...	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T.	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>166</i>	<i>164</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications .	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	136,1	142,4	151,9	156,9

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1985. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1965 1 ^{er} trimestre	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 ^e trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
1965 Novembre	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,3	113,9	
Décembre	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	112,4	
Août	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,7	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1965 3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.189	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 ^{er} trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
1966 Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	5,0
Décembre	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	4,9	32,6	8,4	4,0
1967 Janvier	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

³ Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

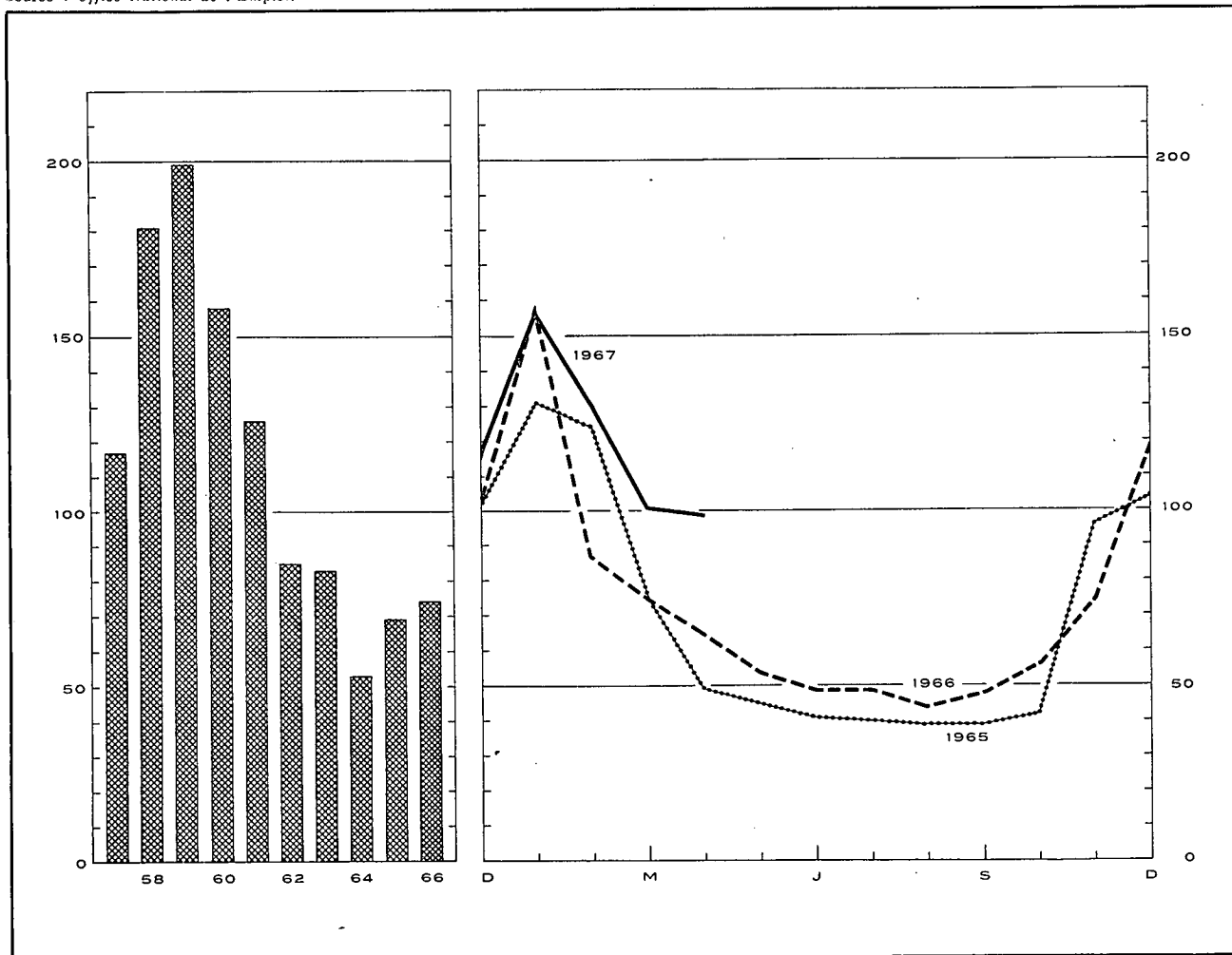
⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1964	1965	1966	1967
1958	181	204	166	149	204	Janvier	120	131	159	156
1959	199	292	182	150	171	Février	63	124	87	130
1960	158	221	149	123	137	Mars	67	75	75	101
1961	126	177	111	90	124	Avril	40	49	65	99
1962	85	141	64	52	90	Mai	36	45	54	
1963	83	176	44	35	72	Juin	32	41	49	
1964	53	82	36	32	61	Juillet	32	40	49	
1965	69	111	45	39	78	Août	30	39	44	
1966	74	111	56	47	82	Septembre	34	39	48	
1967		131				Octobre	37	42	56	
						Novembre	49	96	75	
						Décembre	102	104	119	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'ONEM — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

1 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	296	270	273	256	252	246	262	265	247
dont : froment	219	200	203	206	209	200	216	227	212
seigle	69	62	63	44	39	41	42	34	30
Céréales non panifiables	240	255	252	263	260	255	239	253	260
Plantes industrielles	94	88	96	92	93	94	106	95	92
Plantes racines et tuberculifères	141	134	131	120	116	114	103	98	98
Légumes cultivés pour la graine	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies	811	816	819	821	829	825	815	810	810
Divers	128	133	129	136	129	135	129	121	124
Total ...	1.722	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	779	789	773	722	835	759	900	853	
Autres céréales	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	
Betteraves sucrières	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	
Lin (graines et paille)	170	124	214	196	231	240	283	190	
Chicorée à café	56	43	55	60	37	47	68	46	
Pommes de terre	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773
dont : vaches laitières	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019
Porcs	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	412	424	441	429	462	458	429	461	500

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

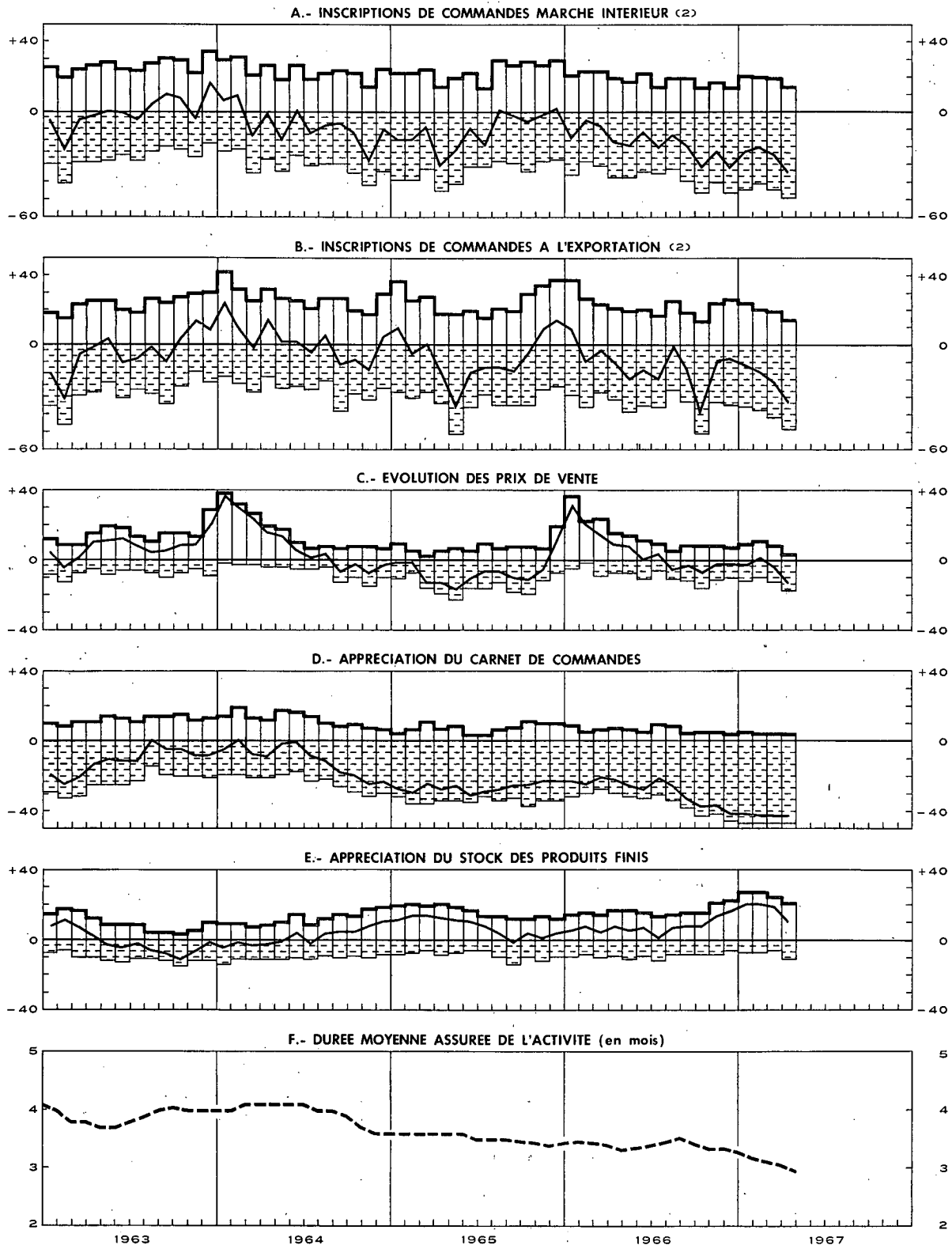
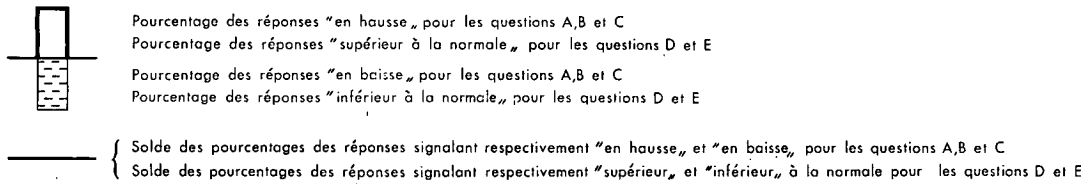
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	144	153	140	148	147
1965	148	158	145	154	149
1966	p 150	p 161	p 148	p 159	150
1965 3 ^e trimestre	140	150	133	142	147
4 ^e trimestre	157	169	153	163	153
1966 1 ^{er} trimestre	151	162	148	159	151
2 ^e trimestre	p 153	p 165	p 155	p 167	152
3 ^e trimestre	p 142	p 152	p 134	p 145	147
4 ^e trimestre	p 156	p 168	p 153	p 166	152
1967 1 ^{er} trimestre					p 152
1966 Mai	147	158	p 158	p 170	149
Juin	p 158	p 170	p 155	p 167	154
Juillet	p 117	p 122	p 115	p 125	139
Août	p 147	p 159	p 133	p 142	147
Septembre	p 162	p 175	p 155	p 167	155
Octobre	p 156	p 169	p 151	p 163	155
Novembre	p 152	p 163	p 157	p 169	147
Décembre	p 159	p 171	p 152	p 165	153
1967 Janvier	p 149	p 161	p 149	p 161	p 154
Février	p 147	p 158			p 146
Mars					p 155
Avril					p 151
Mai					150 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévission.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

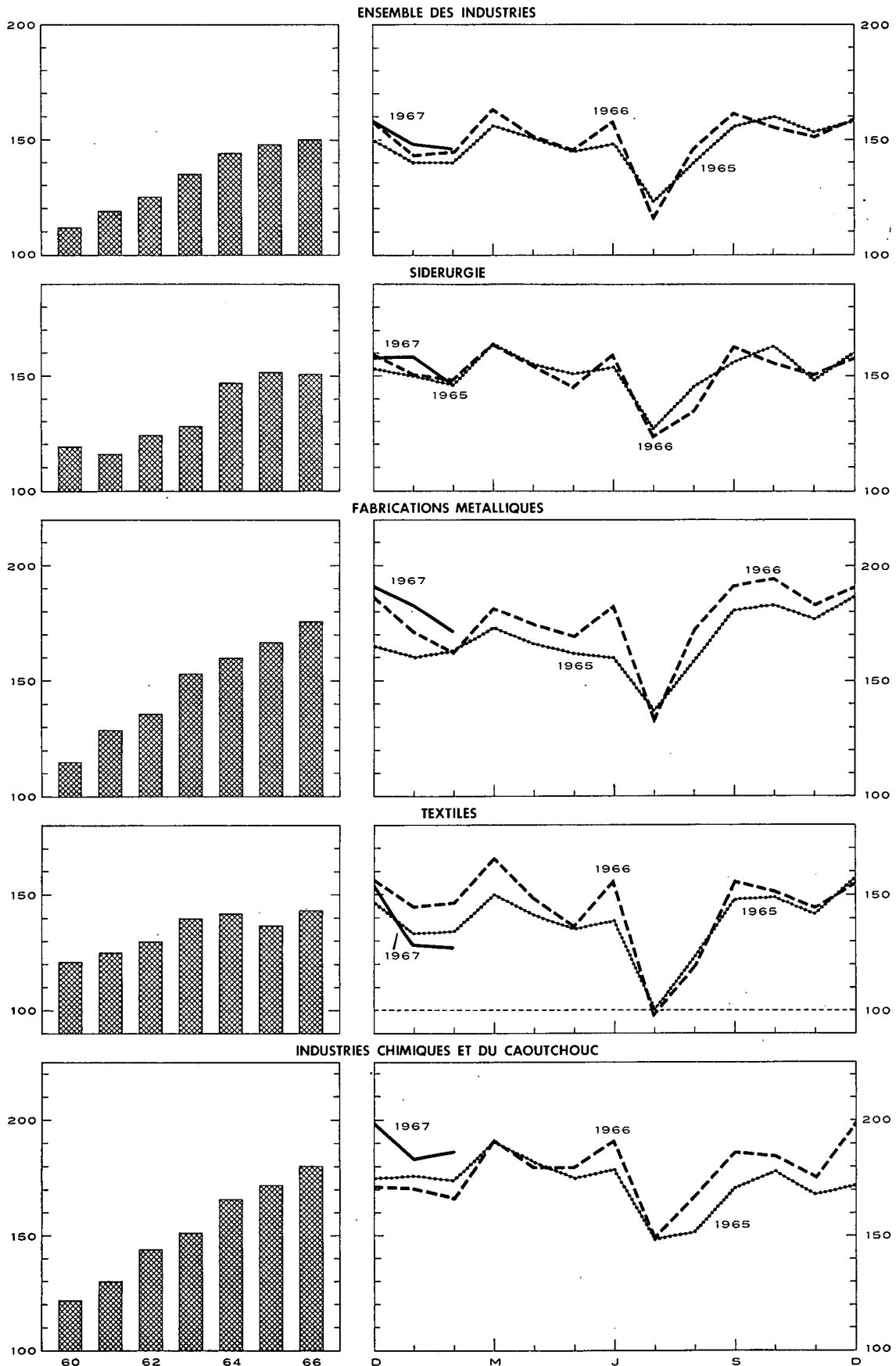
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole	
									Total	Filatures	Tissage	Bonneterie	Total		dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130	100	122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	148	85	158	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	p 150	76	p 161	148	151	177	p 176	p 134	145	135	149	161	p 179	p 211	p 255
1965 2 ^e trimestre	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 ^e trimestre	140	77	150	153	143	169	160	129	124	120	122	140	158	167	237
4 ^e trimestre	157	87	169	146	157	184	182	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	151	80	162	133	155	184	172	119	152	146	154	168	177	191	252
2 ^e trimestre	p 153	79	p 165	160	154	178	p 174	130	148	139	151	163	184	216	234
3 ^e trimestre	p 142	69	p 152	150	141	169	p 166	138	128	119	133	145	168	200	262
4 ^e trimestre	p 156	77	p 168	148	155	177	p 190	p 150	151	137	158	167	p 187	p 239	p 270
1966 Mars	164	85	177	159	164	185	182	131	165	156	166	186	192	218	264
Avril	153	77	165	156	155	182	174	123	149	142	150	166	180	203	247
Mai	147	77	158	159	146	171	167	122	137	127	143	150	180	211	254
Juin	p 158	82	p 170	165	160	182	p 182	146	157	148	159	174	192	234	202
Juillet	p 117	53	p 122	138	124	143	p 134	124	99	89	119	83	150	157	278
Août	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	141	130	126	121	165	168	202	253
Septembre	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	148	155	142	160	187	187	240	255
Octobre	p 156	76	p 169	159	156	175	p 195	156	152	139	158	175	p 185	p 240	267
Novembre	p 152	77	p 163	145	151	174	p 184	162	145	128	154	168	p 176	p 214	266
Décembre	p 159	79	p 171	141	158	181	p 191	p 133	155	145	162	157	p 199	p 264	p 277
1967 Janvier	p 149	76	161	129	159	188	183	121	129	120	127	147	184	205	269
Février	p 147	72	158	127	147	167	172	125	128	118	130	141	187	237	240

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs D.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.868	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.794	1.382	97	254
1965 2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	p 1.472	p 3.089			p 1.306	1.945			
1966 Février	1.509	2.584	352	2.031	1.281	1.739	1.269	93	260
Mars	1.666	2.802	474	2.381	1.286	1.932	1.428	104	291
Avril	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	242
Mai	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372	97	219
Juin	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500	82	186
Août	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367	91	201
Septembre	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375	98	213
Octobre	1.441	3.095	349	2.125	1.283	1.888	1.441	101	247
Novembre	1.480	3.053	331	2.190	1.299	1.951	1.454	96	316
Décembre	1.628	3.046	451	2.350	1.319	2.055	1.559	103	333
1967 Janvier	1.518	2.959			1.294	2.056	1.476		
Février	p 1.393	p 3.013			p 1.309	1.826			
Mars	p 1.506	p 3.089			p 1.314	1.952			
Avril	p 1.397	p 3.023							

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	p 6,83	p 6,59	p 13,42	p 13,42
1965 2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 ^e trimestre	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	6,67	6,96	13,63	13,22
2 ^e trimestre	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 ^e trimestre	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 ^e trimestre	763	604	p 7,11	p 7,10	p 14,21	p 14,52
1967 1 ^{er} trimestre	p 788					
1966 Février	733	550	6,51	7,32	13,83	12,97
Mars	794	635	7,26	7,17	14,43	15,05
Avril	762	586	6,68	6,87	13,55	13,83
Mai	724	546	6,47	6,62	13,09	13,59
Juin	787	609	7,40	7,08	14,48	15,39
Juillet	612	432	5,31	5,02	10,33	9,95
Août	668	495	8,27	4,83	13,10	10,84
Septembre	804	631	6,42	6,50	12,92	14,17
Octobre	764	617	p 6,61	p 7,20	p 13,81	p 13,91
Novembre	752	580	p 6,89	p 6,98	p 13,87	p 13,82
Décembre	775	615	p 7,84	p 7,13	p 14,97	p 15,84
1967 Janvier	796	633	p 6,46	p 6,64	p 13,10	p 12,91
Février	741	593				
Mars	828 ¹					
Avril	795 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	<i>p</i> 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	<i>p</i> 7.248
1965	<i>p</i> 38.796				39.780	1		1		9.372
1966	<i>p</i> 42.648				32.702	1		1		10.143

¹ En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 2 ^e trimestre	3.393	3.060	949	611
3 ^e trimestre	3.238	3.894	969	797
4 ^e trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1966 Février	3.926	2.157	1.014	944
Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981
Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	131	+ 7,4
2 ^e trimestre	126	132	+ 3,9	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	127	133	+ 4,7	128	131	+ 2,3	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	130	136	+ 4,6	128	133	+ 3,9
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	130	137	+ 5,4	132	136	+ 3,0	131	135	+ 3,1
2 ^e trimestre	132	140	+ 6,1	132	134	+ 1,5	132	136	+ 3,0
3 ^e trimestre	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 ^e trimestre	135	139	+ 3,0	136	134	- 1,5	133	131	- 1,5
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	137	134	- 2,2	125	131	+ 4,8
2 ^e trimestre	127	126	- 0,8	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 ^e trimestre	125	133	+ 6,4	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	131	140	+ 6,9
2 ^e trimestre	126	136	+ 7,9	139	155	+ 11,5	132	141	+ 6,8
3 ^e trimestre	130	139	+ 6,9	142	159	+ 12,0	133	141	+ 6,0
4 ^e trimestre	133	140	+ 5,3	145	160	+ 10,3	137	145	+ 5,8

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

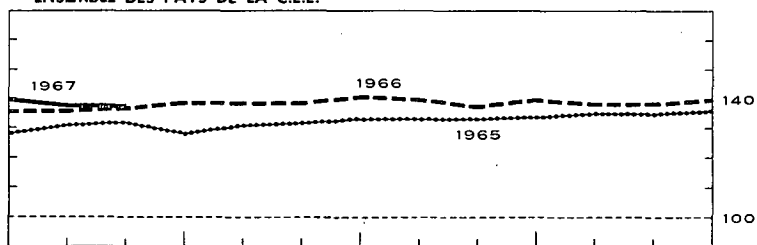
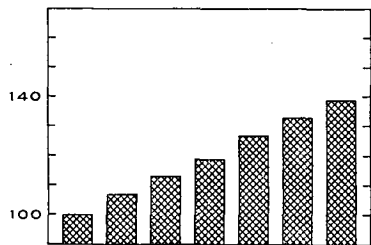
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

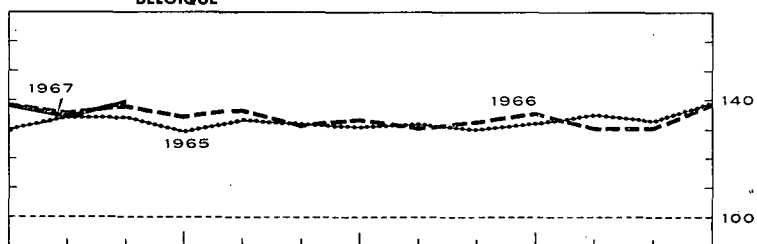
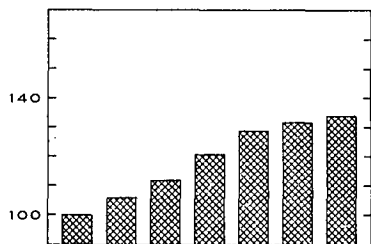
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

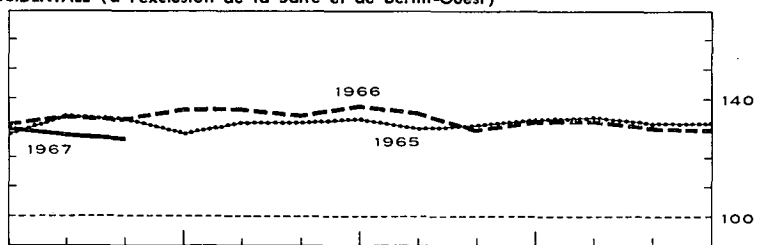
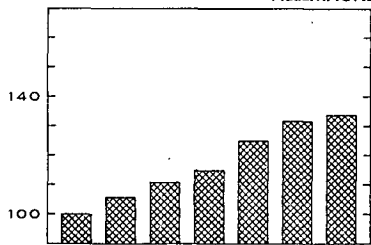
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



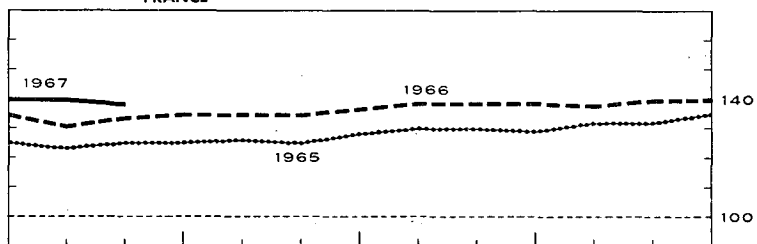
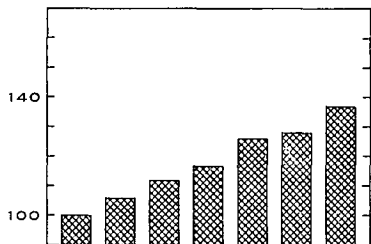
BELGIQUE



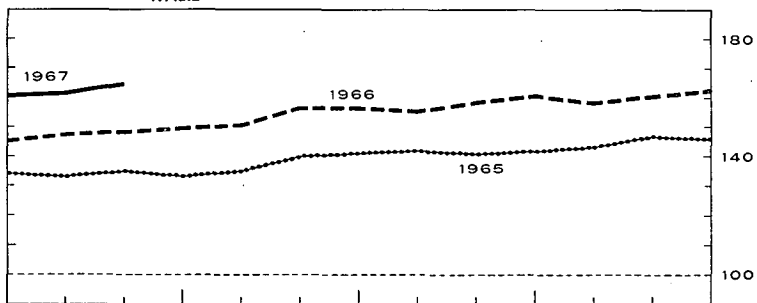
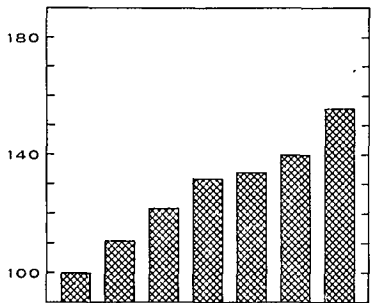
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



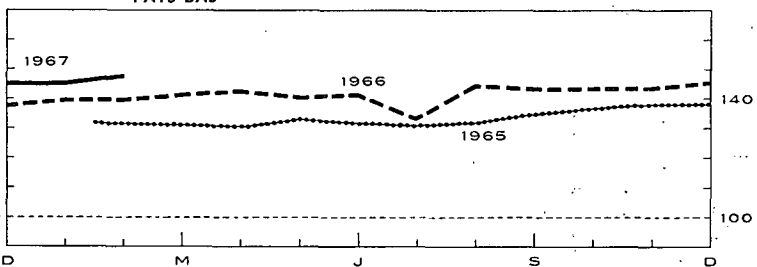
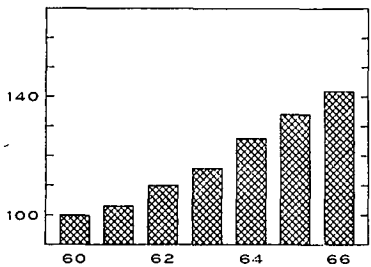
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



* Les indices de 1964 et du 1^{er} trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ²	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1965 3 ^e trimestre	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	726	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 ^e trimestre	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 ^e trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 ^{er} trimestre	p 723	509	4.897	1.579	1.257	84		
1966 Mars	737	543	5.154	1.617	1.326	115	93,0	14,0
Avril	733	525	4.970	1.660	1.267	115	119,1	16,3
Mai	742	499	4.851	1.640	1.170	120	131,0	17,0
Juin	718	517	5.100	1.664	1.196	147	129,2	13,7
Juillet	673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8
Août	728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2
Septembre	733	521	5.028	1.593	1.193	108	202,4	27,4
Octobre	748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0
Novembre	717	518	5.032	1.644	1.173	113	90,4	15,0
Décembre	740	564	5.286	1.707	1.373	116	96,1	17,0
1967 Janvier	p 737	513	4.959	1.690	1.272	115	96,7	15,4
Février	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars	p 738	535	5.185	1.606	1.330	42		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75	5.097	436
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761			143			6.633	497
1965 2 ^e trimestre	4.706	3.438	1.382	155	150	100	6.591	529
3 ^e trimestre	4.681	3.507	1.634	146	155	85	6.633	525
4 ^e trimestre	4.763	3.520	1.787	157	144	104	6.395	497
1966 1 ^{er} trimestre	4.764	3.542	1.471	129	106	77	6.197	472
2 ^e trimestre	4.772	3.283	1.494	136	144	75	7.070	534
3 ^e trimestre	4.687	3.358	1.577	144	161	71	6.739	503
4 ^e trimestre	4.823			165			6.524	479
1967 1 ^{er} trimestre	4.916			141				
1966 Mars	5.026	3.904	1.415	129	125	66	7.268	562
Avril	4.849	3.062	1.485	130	167	101	7.138	534
Mai	4.846	3.475	1.378	136	120	57	6.699	512
Juin	4.622	3.312	1.619	142	146	68	7.374	557
Juillet	4.980	3.398	1.440	134	190	70	6.022	451
Août	4.529	3.352	1.574	168	154	43	7.238	528
Septembre	4.551	3.323	1.717	131	140	99	6.958	531
Octobre	4.963	3.269	1.630	147	129	36	6.715	520
Novembre	4.743			169			6.524	481
Décembre	4.764			178			6.333	437
1967 Janvier	5.165			145				
Février	4.325			136				
Mars	5.257			141				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
6.524	479
7.268	562
7.138	534
6.699	512
7.374	557
6.022	451
7.238	528
6.958	531
6.715	520
6.524	481
6.333	437

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1965 Décembre	427	269	29	22	14	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	14	21	15
Février	353	198	27	18	13	22	17
Mars	423	230	33	23	18	30	20
Avril	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre	548	284	47	28	26	40	31
Novembre	450	239	40	24	18	30	19
Décembre	431	261	30	22	16	23	13

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1965 3 ^e trimestre	204	196	199	196	221	171	214	255	171	143	165
4 ^e trimestre	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227				174		
1966 Mars	206	222	192	209	216	186	229	288			
Avril	225	229	236	205	218	190	207	295			
Mai	218	203	232	209	220	180	208	286			
Juin	220	196	246	196	222	185	241	286			
Juillet	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre	251	222	234	183	224	188	226	306			
Décembre	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février	194	214	160	198	230	176	210	308			
Mars	229	252	216	205	230						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

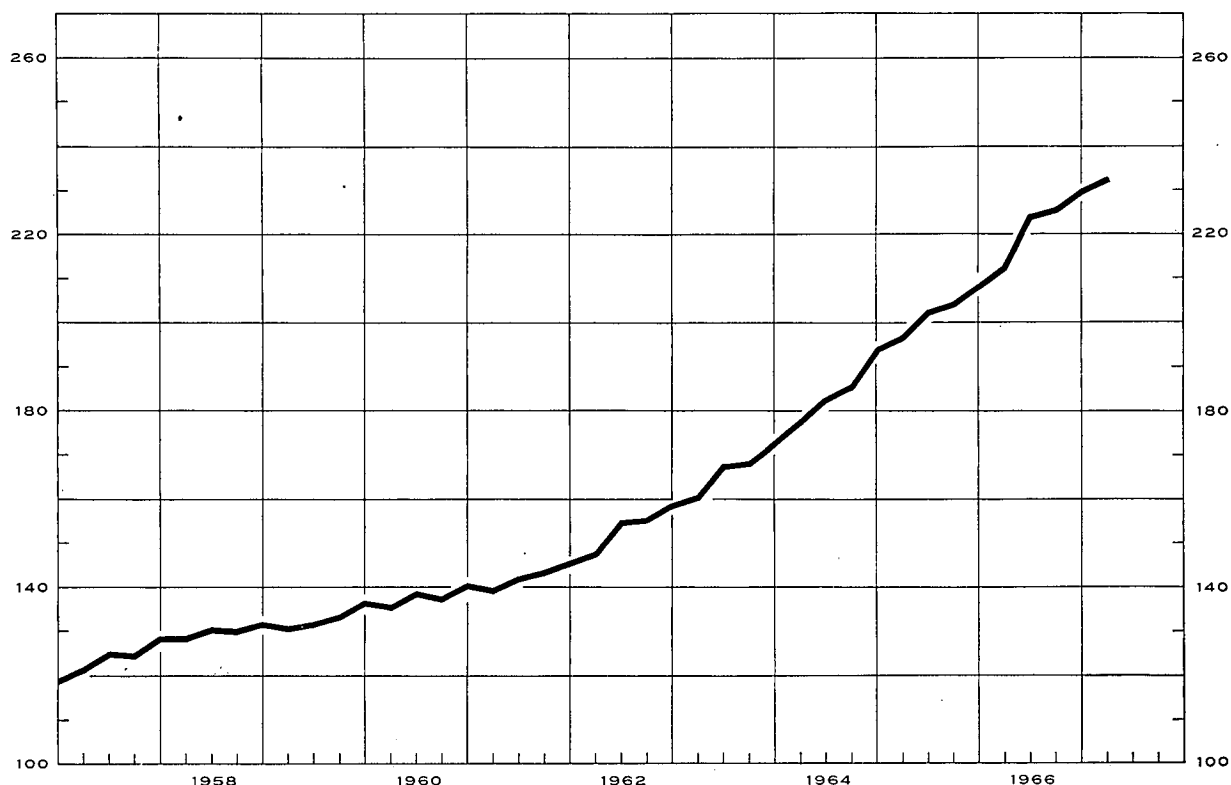
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1964 2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée
(Base 1953 = 100)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	p 224	209	215		246
1965 Déc.	209	195	200		229
1966 Mars	213	203	208		234
Juin	224	209	216		246
Sept.	226	212	218		248
Déc.	p 231	214	219		253
1967 Mars	p 234	219	225		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	p110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	p109,0	87,5	88,2	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	p108,2	87,5	p88,1	p 86,8	82,5

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours de change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	57,51
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	51,35
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	56,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	42,53
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	45,87
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	39,31
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	39,82
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	34,83
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	42,16
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	45,78
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	48,25
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	51,27
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,21
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	46,15
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	52,60
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,44
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	48,63
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	57,69
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	47,44
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	49,70
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,55
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	54,65
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	38,02
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	46,61
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	50,81
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	34,88
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	48,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	47,83
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	50,96

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	p 20	555	1.297	31,0	2,89
1965 3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	p 19	470	1.248	29,5	2,89
4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	p 19	458	1.211	27,0	2,89
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	p 17	430	1.201		2,89
1966 Avril	214	41,8	106	31,4	p 20	691	1.365	33,5	2,89
Mai	222	41,2	106	31,5	p 21	602	1.338	32,7	2,89
Juin	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
Juillet	245	40,9	106	31,5	p 20	569	1.275	31,0	2,89
Août	246	41,2	104	24,5	p 19	433	1.244	29,5	2,89
Septembre	244	40,9	101	23,9	p 18	409	1.226	28,0	2,89
Octobre	230	40,3	97	23,8	p 19	462	1.220	27,0	2,89
Novembre	235	40,1	95	23,7	p 19	472	1.204	27,0	2,89
Décembre	237	39,8	94	23,8	p 19	440	1.210	27,0	2,89
1967 Janvier	229	39,0	93	23,9	p 18	451	1.199	27,5	2,89
Février	229	38,7	96	24,0	p 17	442	1.201	27,0	2,89
Mars	235	p 38,7	94	24,0	p 17	398	1.204		2,89
Avril	p 229	p 38,2		p 26,5	p 17	p 365	p 1.214		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1965 3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
2 ^e trimestre	94	97	105	111	92	111
3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
1966 Avril	95	96	106	113	93	118
Mai	94	96	105	111	92	108
Juin	94	98	104	110	92	106
Juillet	94	99	104	110	94	103
Août	89	96	103	106	94	103
Septembre	87	93	101	105	93	100
Octobre	87	90	101	106	91	101
Novembre	86	90	101	106	91	100
Décembre	86	91	101	105	92	107
1967 Janvier	86	90	100	105	91	96
Février	87	90	100	105	91	99
Mars	86	89	100	104	91	102
Avril	87	88	99	104	90	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1966 2 ^e trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
1966 3 ^e trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 ^e trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,2	104,3	119,5	136,4	105,4	112,9	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
1966 Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	119,0	104,6	118,2	135,6	103,7	113,1	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	119,8	103,9	122,4	137,9	109,3	112,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
1967 Avril	114,0	119,6	102,3	122,1	137,4	109,1	112,0	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1

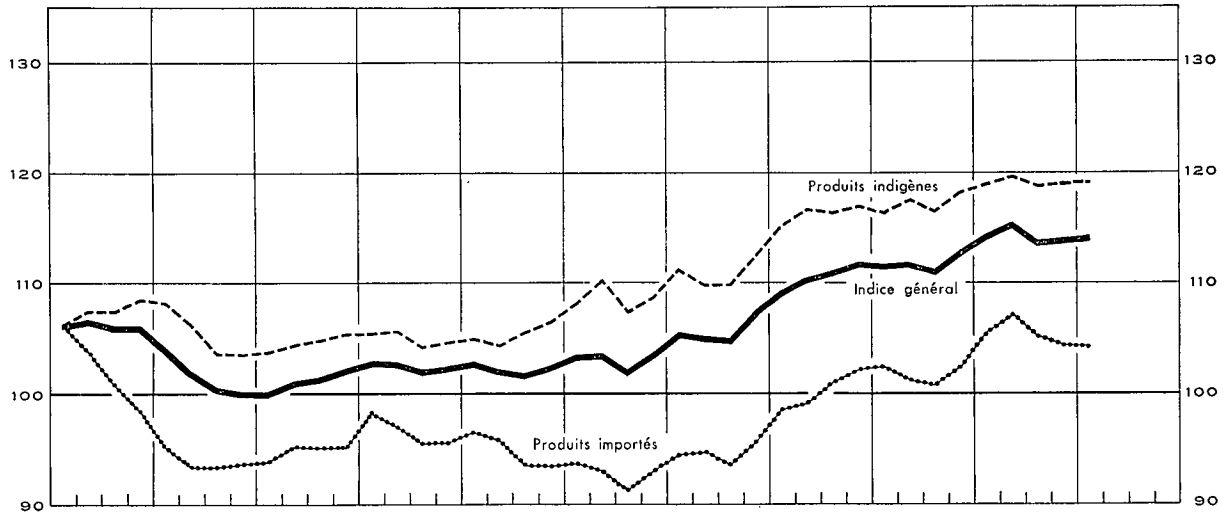
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

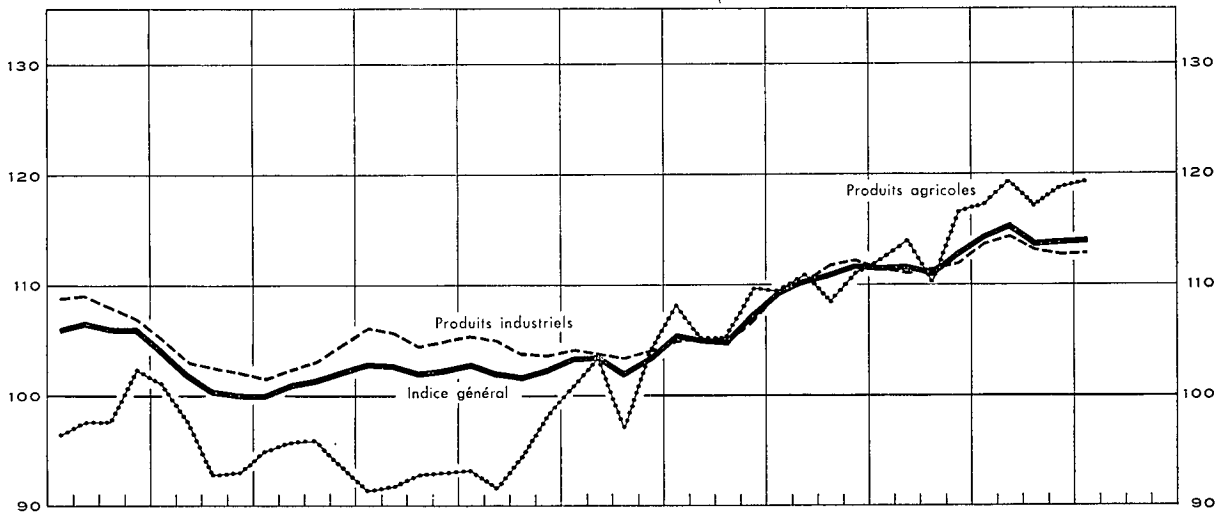
Base 1953 = 100

Source: M.A.E.

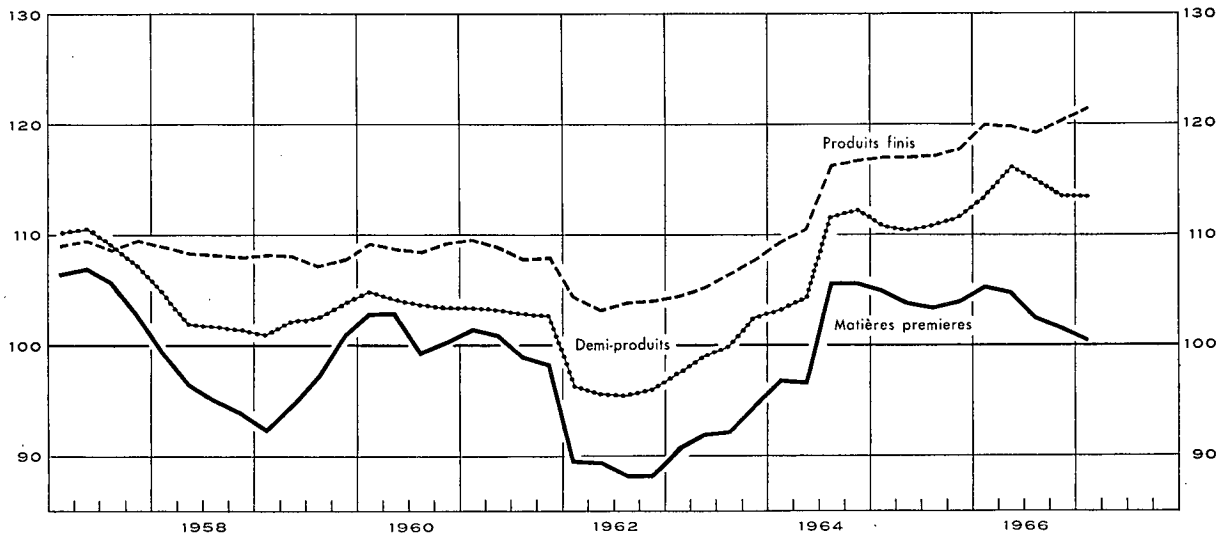
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



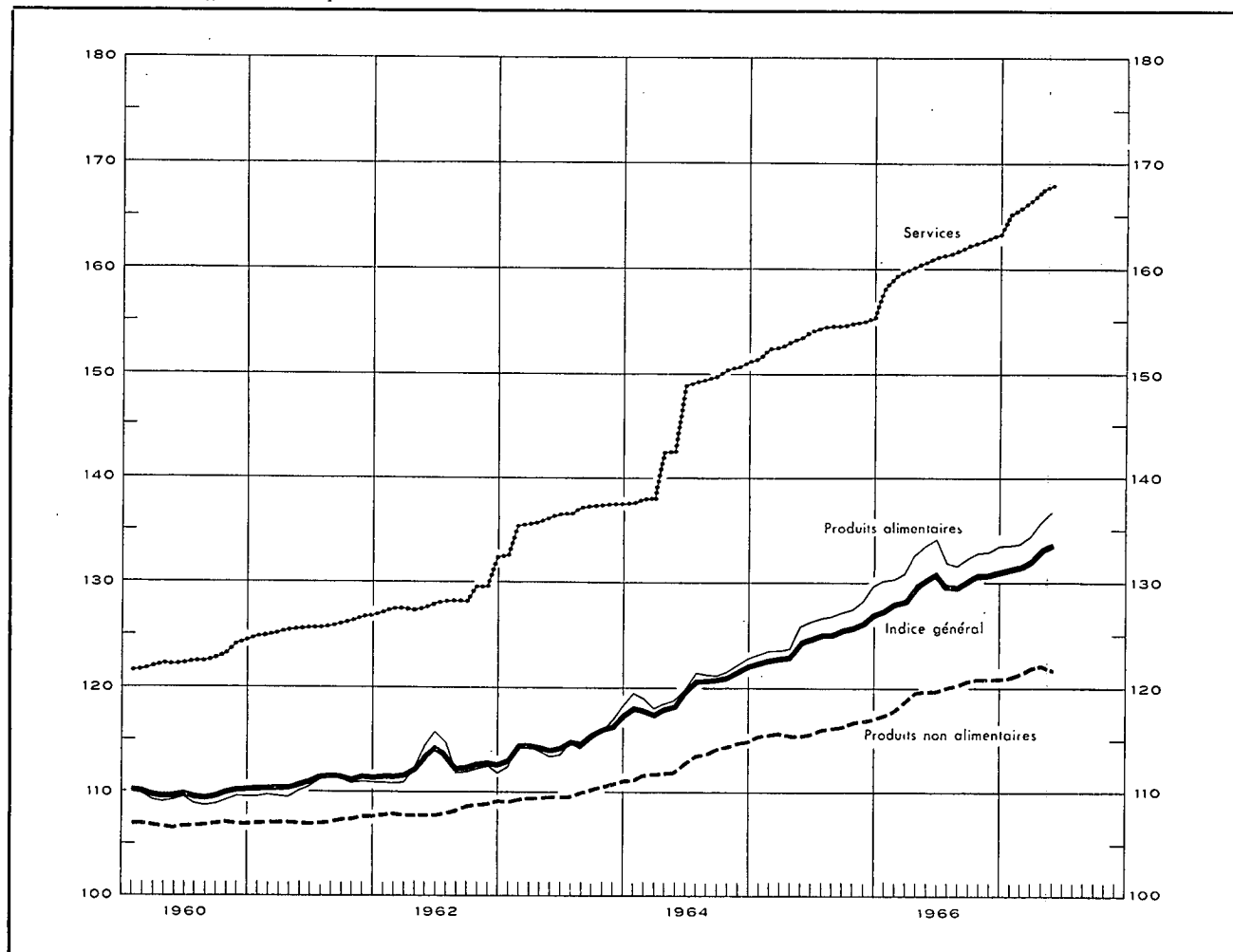
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52		133,5		119,8		160,7	
3 ^e trimestre	130,06		131,9		120,3		161,7	
4 ^e trimestre	130,96		133,0		120,9		162,9	
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08		134,2		119,9		161,1	
Juillet	129,94		131,9		120,1		161,3	
Août	129,85		131,6		120,3		161,7	
Septembre	130,38		132,3		120,6		162,2	
Octobre	130,80		132,8		120,9		162,5	
Novembre	130,88		132,9		120,9		162,9	
Décembre	131,19		133,4		121,0		163,3	

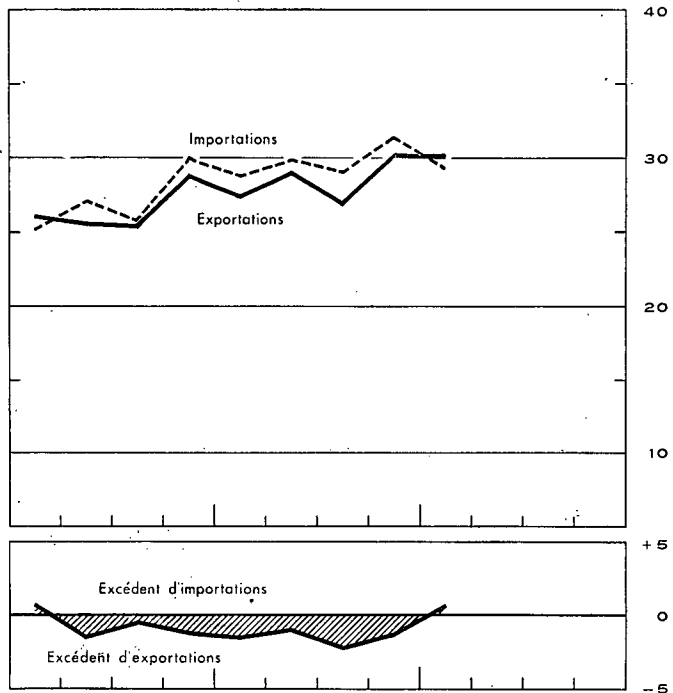
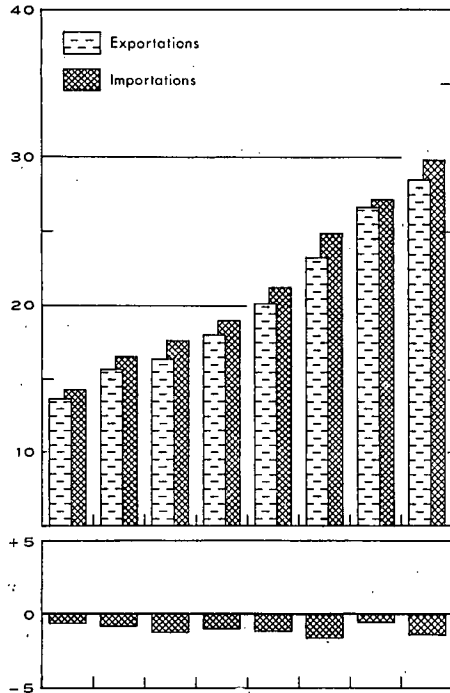
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. *

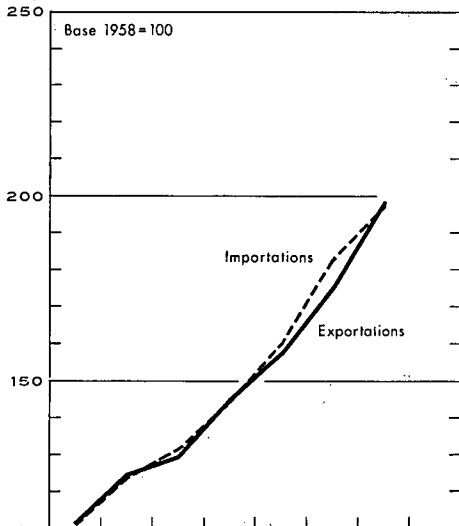
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

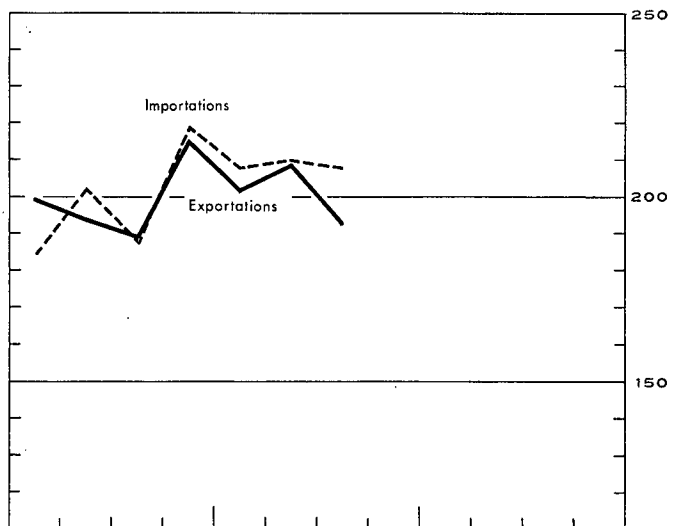
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

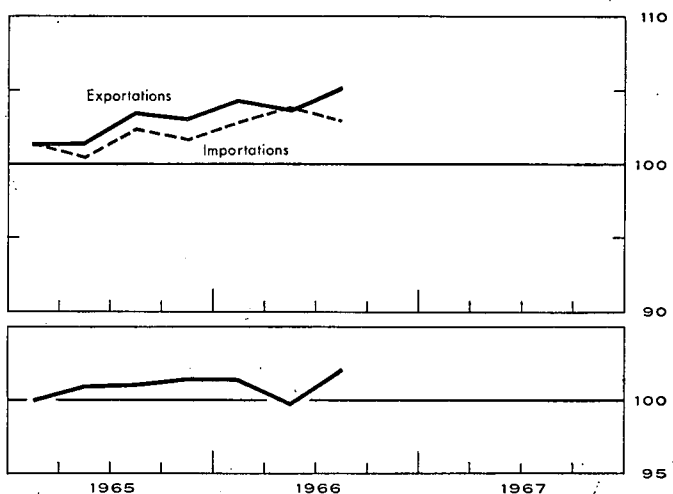
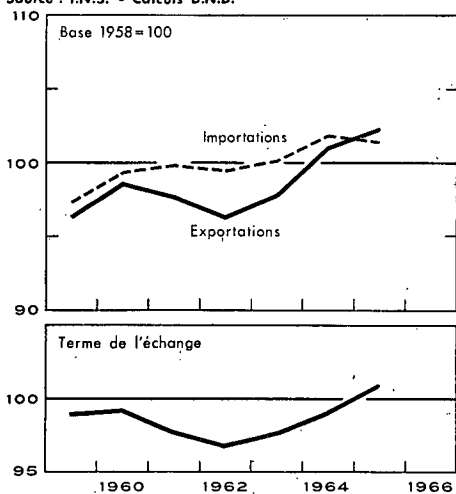


INDICES DU VOLUME *



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE *



* A la suite de difficultés de codification, l'I.N.S. n'a pu comprendre certaines opérations dans sa statistique du commerce extérieur. De ce fait, les données de base du présent graphique sont inexactes pour la période allant de mai 1960 à septembre 1966 en ce qui concerne les indices des exportations et pour la période allant de janvier 1964 à septembre 1966 en ce qui concerne les indices des importations.

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	r 184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	r 201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95					
1965 3 ^e trimestre	25,9	25,5	+ 0,4	99	r 191,0	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	30,1	28,9	- 1,2	96	r 224,2	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	28,9	27,5	- 1,4	95					
2 ^e trimestre	30,0	29,1	- 0,9	97					
3 ^e trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93					
4 ^e trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96					
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	30,2	+ 0,7	102					
1966 Janvier-février	27,5	26,5	- 1,0	96					
1967 Janvier-février	28,5	30,0	+ 1,5	105					
1966 Février	28,4	26,4	- 2,0	93					
Mars	31,7	31,3	- 0,4	99					
Avril	28,5	28,0	- 0,5	98					
Mai	30,0	27,9	- 2,1	93					
Juin	31,3	31,4	+ 0,1	100					
Juillet	26,4	26,2	- 0,2	99					
Août	30,0	23,8	- 6,2	79					
Septembre	30,5	31,0	+ 0,5	102					
Octobre	31,3	30,0	- 1,3	96					
Novembre	30,9	29,5	- 1,4	95					
Décembre	31,9	31,1	- 0,8	98					
1967 Janvier	29,5	30,4	+ 0,9	103					
Février	27,5	29,7	+ 2,2	108					
Mars	31,5	30,4	- 1,1	97					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1965 2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 ^{er} trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 ^e trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 ^e trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1966 Avril	4,08	7,56	2,78	4,45	2,00	0,08	0,66	0,63	1,14	0,94	3,66	27,98
Mai	3,53	7,57	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	27,90
Juin	3,98	8,39	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	31,45
Juillet	3,92	6,73	2,92	3,78	2,02	0,11	0,67	0,58	0,73	1,01	3,70	26,17
Août	3,71	4,76	2,87	3,10	2,00	0,09	0,82	0,57	1,35	1,22	3,31	23,80
Septembre	4,09	7,28	3,16	4,69	2,46	0,14	0,90	0,69	1,93	1,40	4,31	31,05
Octobre	3,97	8,30	2,70	4,37	2,34	0,10	0,52	0,66	1,41	1,54	4,10	30,01
Novembre	4,16	7,58	2,65	4,23	2,42	0,16	0,64	0,68	1,38	1,54	4,04	29,48
Décembre	3,83	8,45	2,77	4,15	2,46	0,14	0,74	0,61	2,19	1,44	4,37	31,15
1967 Janvier	4,60	8,23	2,93	3,96	2,45	0,14	0,58	0,69	1,13	1,60	4,09	30,40

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1965 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, n^o 2-3, août-septembre 1966.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles 2	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire 3	à l'industrie du bois et du liège 4	à l'industrie du cuir 5	aux industries du papier et des arts graphiques 6	à l'industrie du tabac 7	aux industries de la construction 8	aux industries du caoutchouc 9	aux raffineries de pétrole 10	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 11	produits métalliques 12	autres produits 13		alimentaires					autres 14	
													liquides 15	autres 16					produits animaux 17						produits végétaux 18	autres 19
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488	
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579	
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981	
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300	
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300	
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913	
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070	
1965 1 ^{er} trimestre	16.415	5.419	1.790	1.738	1.149	254	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.149	486	5.414	815	973	472	3.154	3.305	65	25.199	
2 ^e trimestre	17.610	6.465	1.746	1.529	942	377	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.259	525	5.789	772	1.189	465	3.363	3.669	34	27.102	
3 ^e trimestre	16.837	5.678	1.606	1.752	1.117	450	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.160	490	5.583	769	1.168	481	3.165	3.221	215	25.856	
4 ^e trimestre	19.609	6.742	1.896	2.109	1.490	431	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.373	572	6.607	854	1.531	522	3.700	3.847	61	30.124	
1966 1 ^{er} trimestre	19.375	6.971	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931	
2 ^e trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975	
3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066	

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1965				1966 **			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	r 99,0	r 99,1	r 97,5	r 100,4	r 99,2				
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	104,4	104,9	105,3	105,9				
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	109,0	110,2	109,0	108,3				
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	101,4	100,4	102,4	101,7				
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,8	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2	92,1	
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	101,3	102,4	106,9	106,4	106,8			
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	135,5	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2	178,9	
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	107,6	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6	106,5	
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	96,9	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7	95,7	
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	77,3	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1	70,2	
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	78,0	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8	73,6	
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,7	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4	100,6	
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	107,6	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3	110,8	
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	103,7	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3	99,7	
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	98,2	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0	96,2	
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	110,2	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9	119,3	
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	106,9	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2	110,1	
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	114,2	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4	129,6	
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,1	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8	100,8	
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	101,0	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2	118,6	
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,3	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5	86,2	
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,8	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8	99,0	
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	89,7	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4	82,3	
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	101,4	101,5	103,5	103,2	104,4			
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	100,0	101,1	101,1	101,5				

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

** Les données manquantes sont en cours de révision et seront publiées prochainement.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1965				1966 **			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	r 178,5	r 194,6	r 180,6	r 200,3	r 184,6	r 215,8				
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	r 188,1	r 214,4	r 201,6	r 214,1	r 203,9	r 241,1				
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	r 214,1	r 221,8	r 209,4	r 223,5	r 207,5	r 246,4				
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	r 184,4	r 201,5	r 187,9	r 205,4	r 191,0	r 224,2				
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	169,2	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4	158,7	
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	257,5	253,6	217,6	274,2	253,3			
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	174,2	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6	182,1	
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	192,2	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6	196,7	
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	192,7	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2	214,4	
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	66,1	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0	46,4	
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	140,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4	201,8	
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	181,9	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6	172,5	
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	234,5	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4	236,7	
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	124,5	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4	119,9	
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	200,6	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8	220,4	
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	244,7	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1	243,8	
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	413,0	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1	445,1	
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	208,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3	197,8	
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	223,4	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7	253,2	
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	290,8	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8	338,1	
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	275,1	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0	257,2	
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	251,8	280,6	271,4	313,8	286,9	340,8	290,5	
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	188,8	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5	199,6	
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	199,6	194,1	188,7	215,4	202,3			

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

** Les données manquantes sont en cours de révision et seront publiées prochainement.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1966 1 ^{er} trimestre	6,17	5,71	- 0,46	4,88	4,47	- 0,41	4,29	6,12	+ 1,83
2 ^e trimestre	6,38	6,53	+ 0,15	4,74	4,65	- 0,09	4,47	6,68	+ 2,21
3 ^e trimestre	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 ^e trimestre	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 ^{er} trimestre p	6,10	5,50	- 0,60	4,60	5,62	+ 1,02	4,39	6,20	+ 1,81
1966 Mars	7,15	6,52	- 0,63	5,26	5,01	- 0,25	4,71	7,15	+ 2,44
Avril	6,07	6,14	+ 0,07	4,61	4,15	- 0,46	4,57	6,32	+ 1,75
Mai	6,21	6,56	+ 0,35	4,60	4,68	+ 0,08	4,21	6,52	+ 2,31
Juin	6,76	6,90	+ 0,14	4,87	5,11	+ 0,24	4,55	7,19	+ 2,64
Juillet	5,32	5,51	+ 0,19	3,97	4,70	+ 0,73	3,24	5,85	+ 2,61
Août	6,33	4,59	- 1,74	4,33	3,06	- 1,27	4,33	5,31	+ 0,98
Septembre	6,99	6,40	- 0,59	4,36	4,79	+ 0,43	4,70	6,73	+ 2,03
Octobre	7,11	6,71	- 0,40	4,90	4,78	- 0,12	4,66	6,52	+ 1,86
Novembre	6,79	6,36	- 0,43	4,46	4,83	+ 0,37	4,60	6,52	+ 1,92
Décembre	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier	5,80	5,84	+ 0,04	4,34	5,61	+ 1,27	4,25	5,78	+ 1,53
Février p	5,62	5,18	- 0,44	4,37	5,73	+ 1,36	4,28	6,39	+ 2,11
Mars p	6,89	5,48	- 1,41	5,10	5,52	+ 0,42	4,65	6,43	+ 1,78
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1966 1 ^{er} trimestre	1,13	0,94	- 0,19	16,47	17,24	+ 0,77	20,08	21,28	+ 1,20
2 ^e trimestre	1,20	0,88	- 0,32	16,79	18,74	+ 1,95	20,51	21,99	+ 1,48
3 ^e trimestre	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 ^e trimestre	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 ^{er} trimestre p	1,31	1,33	+ 0,02	16,41	18,65	+ 2,24	20,72	23,18	+ 2,46
1966 Mars	1,28	0,98	- 0,30	18,40	19,66	+ 1,26	22,59	23,99	+ 1,40
Avril	1,15	0,78	- 0,37	16,40	17,39	+ 0,99	20,35	21,61	+ 1,26
Mai	1,49	0,88	- 0,61	16,51	18,65	+ 2,14	20,59	22,33	+ 1,74
Juin	1,29	0,98	- 0,31	17,47	20,18	+ 2,71	21,56	24,34	+ 2,78
Juillet	1,20	0,86	- 0,34	13,73	16,92	+ 3,19	17,05	20,45	+ 3,40
Août	1,43	0,70	- 0,73	16,42	13,66	- 2,76	20,27	17,15	- 3,12
Septembre	1,25	1,08	- 0,17	17,30	19,00	+ 1,70	21,18	23,42	+ 2,24
Octobre	1,33	1,00	- 0,33	18,00	19,01	+ 1,01	22,30	22,83	+ 0,53
Novembre	1,21	0,97	- 0,24	17,06	18,68	+ 1,62	21,77	22,53	+ 0,76
Décembre	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier	1,17	1,11	- 0,06	15,56	18,34	+ 2,78	19,91	23,13	+ 3,22
Février p	1,23	1,41	+ 0,18	15,50	18,71	+ 3,21	20,06	23,15	+ 3,09
Mars p	1,53	1,46	- 0,07	18,17	18,89	+ 0,72	22,19	23,27	+ 1,08

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1966 1 ^{er} trimestre	2,40	2,27	- 0,09	2,18	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 ^e trimestre	2,15	2,50	+ 0,35	2,31	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 ^e trimestre	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 ^e trimestre	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 ^{er} trimestre	2,30	2,45	+ 0,15	2,23	1,59	- 0,64			
1966 Mars	2,54	2,84	+ 0,30	2,20	1,45	- 0,75	1,87	1,26	- 0,61
Avril	2,04	2,47	+ 0,43	2,21	1,49	- 0,72	1,64	0,83	- 0,81
Mai	2,08	2,26	+ 0,18	2,41	1,25	- 1,16	2,00	0,74	- 1,26
Juin	2,31	2,76	+ 0,45	2,30	1,33	- 0,97	1,62	1,06	- 0,56
Juillet	2,17	2,19	+ 0,02	1,76	1,19	- 0,57	1,67	0,82	- 0,85
Août	2,64	2,64	-	2,16	1,15	- 1,01	1,64	0,91	- 0,73
Septembre	2,50	2,87	+ 0,37	1,88	1,50	- 0,38	1,85	1,14	- 0,71
Octobre	2,36	2,76	+ 0,40	2,33	1,24	- 1,09	1,67	1,20	- 0,47
Novembre	2,41	2,26	- 0,15	2,48	1,16	- 1,32	2,15	1,25	- 0,90
Décembre	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier	2,29	2,41	+ 0,12	2,19	1,61	- 0,58	2,56	1,23	- 1,33
Février	2,09	2,44	+ 0,35	2,49	1,68	- 0,81			
Mars	2,53	2,50	- 0,03	2,00	1,49	- 0,51			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 1 ^{er} trimestre	0,99	0,51	- 0,48	1,02	0,34	- 0,68	0,44	0,46	+ 0,02
2 ^e trimestre	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
3 ^e trimestre	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 ^e trimestre	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Février	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06
Mars	1,13	0,50	- 0,63	1,01	0,34	- 0,67	0,48	0,52	+ 0,04
Avril	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai	1,04	0,49	- 0,55	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin	1,07	0,68	- 0,39	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet	1,11	0,62	- 0,49	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16
Août	1,19	0,64	- 0,55	1,33	0,27	- 1,06	0,76	0,37	- 0,39
Septembre	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06
1967 Janvier	1,16	0,82	- 0,34	0,94	0,21	- 0,73	0,56	0,56	...

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966					
						Recettes	Dépenses	Solde			
1. Transactions sur biens et services :											
1.1 Opérations sur marchandises :											
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	266,4	283,0	- 16,6			
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	10,7	2,6	+ 8,1			
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	5,3	—	+ 5,3			
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	0,1	1,6	- 1,5			
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	} - 0,4 ⁴	} + 0,7	} - 0,3	} - 0,4	} - 0,4	12,6	12,9	- 0,3			
1.4 Autres frais de transport									- 0,2	+ 0,8	+ 1,0
1.5 Déplacements à l'étranger ³	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	11,5	16,0	- 4,5			
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	15,0	14,1	+ 0,9			
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	6,3	6,1	+ 0,2			
1.8 Autres :											
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	5,4	1,4	+ 4,0			
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	22,0	22,1	- 0,1			
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	360,1	364,2	- 4,1			
2. Transferts :											
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	7,1	5,5	+ 1,6			
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	0,3	2,8	- 2,5			
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	7,4	8,3	- 0,9			
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :											
3.1 Etat :											
3.11 Engagements :											
3.111 Amortissements contractuels	- 1,7	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	—	1,8	- 1,8			
3.112 Autres opérations	- 3,4	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	5,0	5,4	- 0,4			
3.12 Avoirs	- 0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3			
3.2 Autres pouvoirs publics :											
3.21 Engagements .....	...	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	...
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,3	5,1	7,6	- 2,5			
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :											
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	1,0	0,3	+ 0,7			
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	2,3	1,0	+ 1,3			
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :											
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :											
4.311 Valeurs mobilières	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	—	6,5	- 6,5			
4.312 Investissements directs	} + 1,8	} - 0,8	} - 4,0	} - 5,4	} - 2,0	} - 1,3	} —	} 0,4			
4.313 Immeubles									- 1,7	- 1,7	
4.314 Autres									+ 1,0	- 0,6	
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :											
4.321 Valeurs mobilières	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	—	0,3	- 0,3			
4.322 Investissements directs	} + 3,5	} + 5,6	} + 8,9	} + 12,1	} + 7,1	} 7,0	} —	} + 7,0			
4.323 Immeubles									+ 0,2	0,3	- 0,3
4.324 Autres									+ 0,7	—	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,4	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	0,6	—	+ 0,6			
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 7,0	11,6	11,1	+ 0,5			
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,3	1,0	—	+ 1,0			
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	385,2	391,2	- 6,0			
6. Financement du total :											
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	—	—	- 1,1			
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :											
6.21 Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	—	—	+ 1,7			
6.22 Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 2,0	- 0,7	—	—	- 6,6			

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.
⁴ Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1965				1966				1967
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 1,4	...	- 3,3	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	...
1.12 Travail à façon	+ 1,5	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,7
1.2 Or non monétaire	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 0,4	- 1,2	- 2,2	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,6
1.6 Revenus d'investissements .....	...	- 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2
1.82 Autres .....	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1
Total 1 ...	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2	- 0,3	- 0,9	- 2,2	- 0,7	+ 4,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6
Total 2 ...	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,9	- 1,4	- 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 2,7	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 1,9
3.12 Avoirs .....	...	- 0,1	...	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	+ 0,1	+ 0,5	- 0,6	...	...	...	...	...	- 0,4
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,5	- 0,8	- 0,6	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 2,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,4	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	+ 2,4
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 0,5	- 0,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1
4.313 Immeubles	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4
4.314 Autres	- 0,6	+ 0,5	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	...	+ 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,4	+ 0,2
4.322 Investissements directs	+ 2,0	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9
4.323 Immeubles .....	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1
Total 4 ...	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,1	- 1,1	+ 2,7
5. Erreurs et omissions	- 0,5	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,5	- 0,4
Total 1 à 5 ...	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5	- 0,6	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,7
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,3	- 1,9	+ 2,2	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5
6.22 Autres	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,8	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

IX. - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1966			1967			1966	1967 p
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	3 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	70,4	74,3	- 3,9	68,2	68,2	...	- 4,3	...
1.12 Travail à façon	2,5	0,7	+ 1,8	2,8	0,8	+ 2,0	+ 2,3	+ 2,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,5	—	+ 0,5	1,7	—	+ 1,7	+ 1,8	+ 1,7
1.2 Or non monétaire	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,3	3,3	...	3,3	3,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	1,3	1,2	+ 0,1	1,1	1,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	2,5	2,5	...	2,3	2,9	- 0,6	- 0,7	- 0,6
1.6 Revenus d'investissements	4,4	3,9	+ 0,5	3,2	3,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	1,1	1,4	- 0,3	2,1	1,9	+ 0,2	- 0,1	+ 0,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,5	0,4	+ 1,1	1,5	0,3	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,2
1.82 Autres	5,9	6,2	- 0,3	5,8	5,7	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Total 1 ...	93,5	94,2	- 0,7	92,1	87,5	+ 4,6	- 0,3	+ 4,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,0	1,5	+ 0,5	1,6	1,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,8	- 0,7	...	0,6	- 0,6	- 0,5	- 0,6
Total 2 ...	2,1	2,3	- 0,2	1,6	1,9	- 0,3	- 0,1	- 0,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6
3.112 Autres opérations	3,3	2,0	+ 1,3	...	1,9	- 1,9	- 0,5	- 1,9
3.12 Avoirs .....	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	3,3	2,6	+ 0,7	...	2,9	- 2,9	- 1,1	- 2,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,5	0,2	+ 0,3	3,0	0,6	+ 2,4	+ 0,3	+ 2,4
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	1,9	- 1,9	—	1,2	- 1,2	- 2,3	- 1,2
4.312 Investissements directs	—	0,1	- 0,1	—	1,1	- 1,1	+ 0,5	- 1,1
4.313 Immeubles	—	0,5	- 0,5	—	0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres .....	...	—	...	0,2	—	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,4	- 0,4	0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,2
4.322 Investissements directs	1,0	—	+ 1,0	1,9	—	+ 1,9	+ 2,1	+ 1,9
4.323 Immeubles .....	—	...	...	—	...	...	- 0,1	...
4.324 Autres	0,4	—	+ 0,4	0,5	—	+ 0,5	- 0,1	+ 0,5
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Total 4 ...	2,0	3,1	- 1,1	6,1	3,4	+ 2,7	+ 0,7	+ 2,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,5	—	+ 0,5	—	0,4	- 0,4	+ 0,2	- 0,4
Total 1 à 5 ...	101,4	102,2	- 0,8	99,8	96,1	+ 3,7	- 0,6	+ 3,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,4	—	—	+ 0,4	- 0,3	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 2,7	—	—	- 0,5	- 3,1	- 0,5
6.22 Autres	—	—	- 3,9	—	—	+ 3,8	+ 2,8	+ 3,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas
											câble	courrier			
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1966 1 ^{er} trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
2 ^e trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 ^e trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 ^e trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 ^{er} trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
1966 Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mai 1967

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,8459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1965 4 premiers mois ...	53,1	60,6	- 7,5	...	7,6	- 7,6	- 15,1
5 premiers mois ...	65,1	73,1	- 8,0	...	9,7	- 9,7	- 17,7
6 premiers mois ...	78,8	87,7	- 8,9	...	12,4	- 12,4	- 21,3
7 premiers mois ...	102,3	103,4	- 1,1	...	14,2	- 14,2	- 15,3
8 premiers mois ...	113,6	114,8	- 1,2	...	16,3	- 16,3	- 17,5
9 premiers mois ...	126,6	128,4	- 1,8	...	18,4	- 18,4	- 20,2
10 premiers mois ...	140,5	143,3	- 2,8	...	19,7	- 19,7	- 22,5
11 premiers mois ...	154,5	158,7	- 4,2	...	21,6	- 21,6	- 25,8
12 mois	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 1 ^{er} mois	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dominages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Financement de l'impasse													Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante												
					en francs belges 5	en devises 6	Total 7 = 5 + 6	en francs belges							en devises 14	Total 15 = 8 à 14				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13							
1961	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4		
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7		
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1965	4 premiers mois	-15,1	- 1,6	- 2,6	-19,3	...	+ 9,6	...	+ 5,0	+10,4	...	+ 0,1	- 4,4	- 0,5	+10,6	+ 0,1	- 1,0	+19,3		
	5 premiers mois	-17,7	...	- 3,0	-20,7	...	+14,3	...	+ 1,6	+11,4	...	+ 0,1	- 5,6	- 0,8	+ 6,7	...	- 0,3	+20,7		
	6 premiers mois	-21,3	+ 2,1	- 3,4	-22,6	...	+14,3	...	+ 3,5	+10,4	...	...	- 4,1	- 1,1	+ 8,7	+ 0,1	- 0,5	+22,6
	7 premiers mois	-15,3	- 0,5	- 3,9	-19,7	...	+14,3	...	+ 3,5	+ 7,9	...	- 0,3	- 3,8	- 1,7	+ 5,6	- 0,6	+ 0,4	+19,7		
	8 premiers mois	-17,5	+ 0,4	- 4,5	-21,6	...	+14,3	...	+ 7,3	+ 7,8	...	- 0,1	- 6,0	- 1,7	+ 7,3	- 0,1	+ 0,1	+21,6		
	9 premiers mois	-20,2	+ 1,3	- 4,9	-23,8	...	+14,3	...	+ 8,9	+ 8,4	...	- 0,1	- 6,1	- 1,7	+ 9,4	...	+ 0,1	+23,8		
	10 premiers mois	-22,5	- 0,4	- 5,3	-28,2	...	+22,6	...	+ 7,6	+ 5,7	...	- 0,1	- 4,6	- 1,7	+ 6,9	- 2,5	+ 1,2	+28,2		
	11 premiers mois	-25,8	+ 0,2	- 6,0	-31,6	...	+22,3	...	+ 6,8	+ 5,5	...	+ 1,2	- 4,3	- 1,5	+ 7,7	+ 0,2	+ 1,4	+31,6		
	12 mois	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	1er mois	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 ⁶	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6
	2 premiers mois	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
	3 premiers mois	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7		
	4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
	5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3		
	6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6		
	7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
	8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8		
	9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6		
	10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4		
	11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3		
	12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	1er mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
	2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8		

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne d'iffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) + (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) + (8)	(10)		
1961	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1965 4 prem. mois	- 15,1	- 3,2	- 18,3	+ 4,9	- 13,4	+ 3,7	- 0,4	+ 14,4	+ 17,7	- 4,3	
5 prem. mois	- 17,7	- 4,0	- 21,7	+ 5,5	- 16,2	+ 10,3	- 1,4	+ 9,9	+ 18,8	- 2,6	
6 prem. mois	- 21,3	- 2,3	- 23,6	+ 7,4	- 16,2	+ 9,7	- 1,2	+ 10,9	+ 19,4	- 3,2	
7 prem. mois	- 15,3	- 4,5	- 19,8	+ 8,3	- 11,5	+ 8,9	- 1,2	+ 7,4	+ 15,1	- 3,6	
8 prem. mois	- 17,5	- 4,4	- 21,9	+ 8,9	- 13,0	+ 8,4	- 0,3	+ 8,8	+ 16,9	- 3,9	
9 prem. mois	- 20,2	- 4,3	- 24,5	+ 10,0	- 14,5	+ 7,8	...	+ 11,0	+ 18,8	- 4,3	
10 prem. mois	- 22,5	- 5,4	- 27,9	+ 11,2	- 16,7	+ 15,2	+ 0,2	+ 5,4	+ 20,8	- 4,1	
11 prem. mois	- 25,8	- 6,6	- 32,4	+ 13,2	- 19,2	+ 14,7	+ 0,2	+ 8,5	+ 23,4	- 4,2	
12 mois	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966 1 ^{er} mois	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...	
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3	
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2	
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9	
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4	
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4	
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2	
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1	
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4	
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0	
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8	
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes parastatutaires financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1966 3 mois	9,3	+ 0,2	7,5	+ 0,7	18,4	- 0,5	35,2	+ 0,4	
1967 3 mois	21,0	- 0,3	9,0	+ 0,5	21,4	+ 0,3	51,4	+ 0,5	
Exercice 1965	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	...	...	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	...	...	...	...	1,8	+ 0,6
	Mars	1,3	+ 0,7	...	...	...	...	1,3	+ 0,7
Exercice 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Ex. 1967	1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
	Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1966 ²		Exercice 1966 : avril 1966		Exercice 1967 : avril 1967	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	67,1	63,8	4,7	4,6	5,1	4,9
précompte immobilier	0,8	0,8	...	...	...	...
précompte mobilier	6,1	5,9	0,4	0,4	0,5	0,5
précompte professionnel	30,0	28,8	2,6	2,5	3,0	2,8
versements anticipés	14,0	13,7	0,5	0,5	0,7	0,6
impôts des personnes physiques (rôles)	6,9	6,4	0,1	0,1	0,6	0,7
impôts des sociétés (rôles)	1,8	1,3	...	...	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,2	4,2	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	...	...	...	...	...	...
divers ³	3,3	2,7	1,0	1,0	0,1	0,1
II. Douanes et accises	33,7	33,1	3,0	3,0	3,2	3,1
dont : douanes	8,2	8,0	0,7	0,7	0,8	0,8
accises	24,0	24,9	2,1	2,3	2,2	2,3
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	78,6	78,8	6,4	6,8	7,4	7,5
dont : enregistrement	6,7	6,4	0,6	0,5	0,7	0,6
successions	3,2	3,1	0,3	0,2	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	67,9	68,7	5,4	5,9	6,3	6,5
Total ...	179,4	175,7	14,1	14,4	15,7	15,5
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,7		- 0,3		+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1964 9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1966 Avril	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

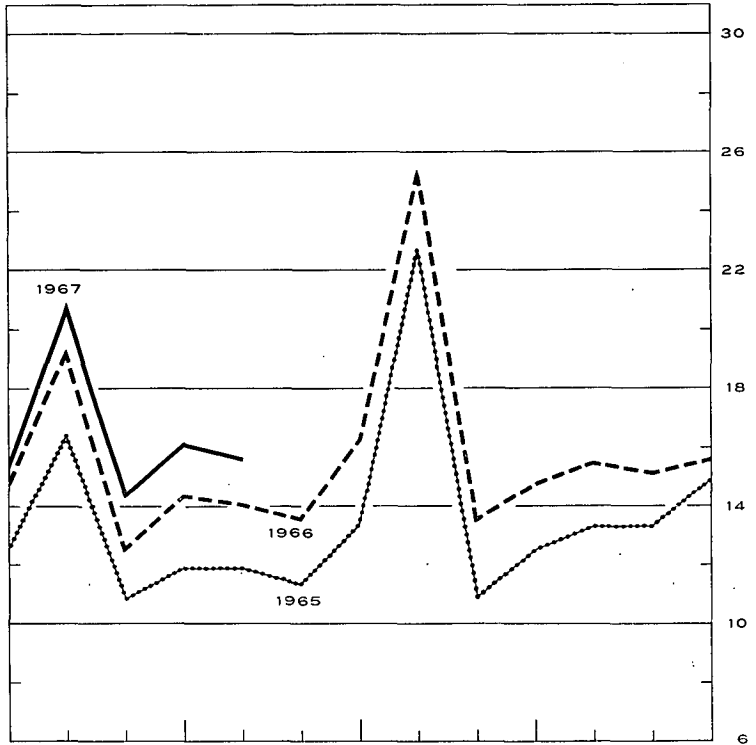
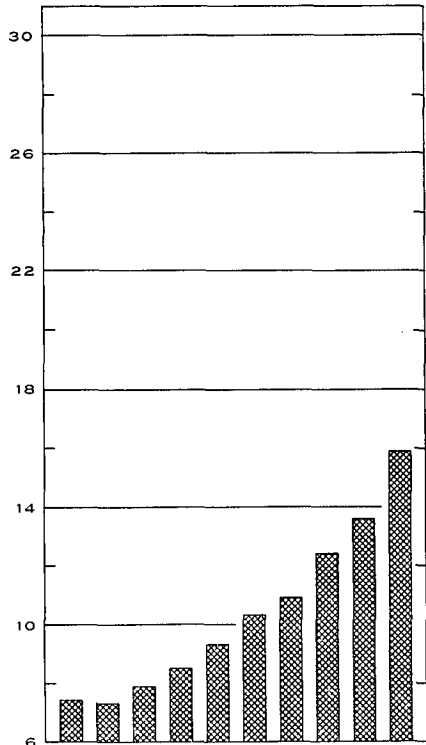
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLIII^e année, vol. I n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ».

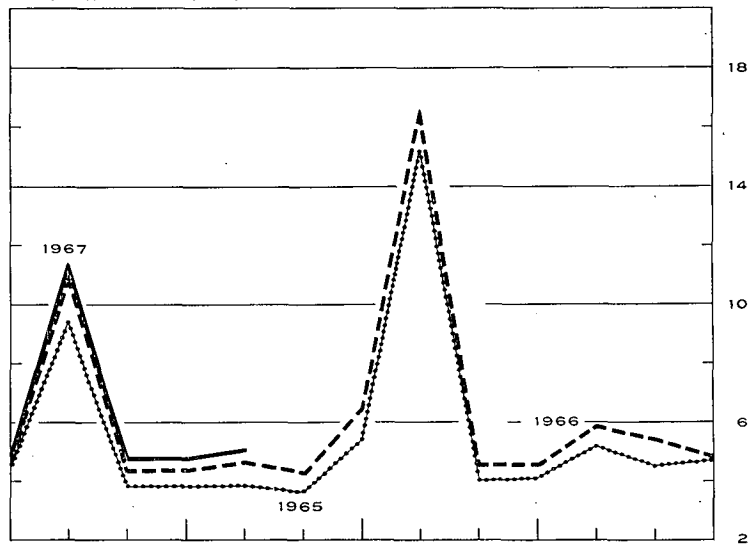
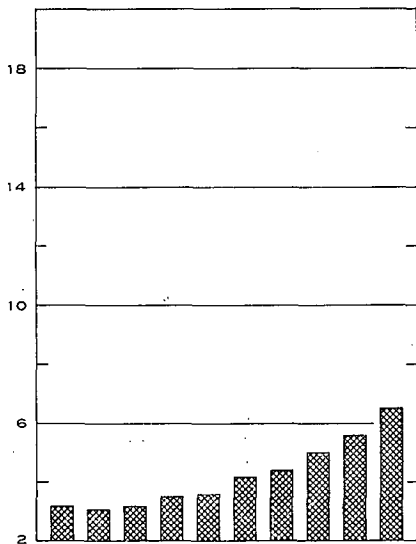
XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)

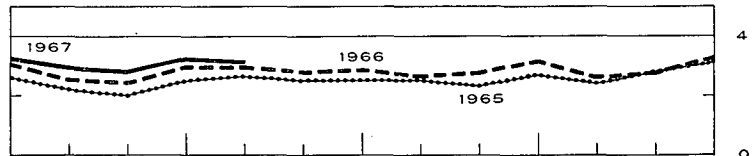
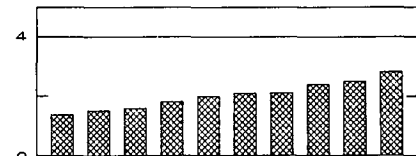
RECETTES TOTALES



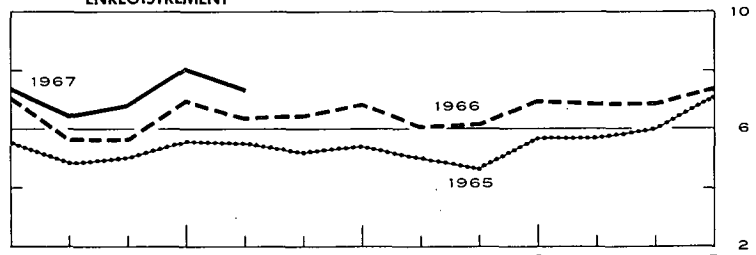
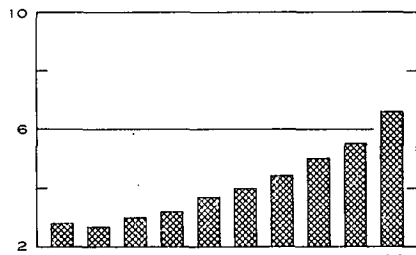
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963 ¹
(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
		Entreprises et particuliers	Paradiatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)
		données non disponibles														
		... nihil ou inférieur à 50 millions														
		— opération non effectuée														
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	44,5	—	3,2	—	1,7	6,3	55,9
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	7,7	—	—	—	—	—	42,2	—	0,1	—	0,9	—	50,9
			Obligations ...	10,8	—	—	—	—	—	—	—	1,0	15,7	—	—	27,5
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,1	0,1	—	—	—	—	—	—	95,3	31,1	92,0	—	226,6
			Divers ...	—	1,2	1,6	0,1	13,5	—	—	—	2,7	3,0	0,6	—	22,7
	(Actions et parts) ...	(181,4)	(0,3)	(...)	—	(0,2)	—	—	(0,6)	(—)	(1,1)	(2,8)	(—)	(...)	(186,4)	
	Total ...	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	—	—	86,8	—	102,2	49,8	95,3	6,3	383,6	
	Paradiatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	0,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	0,4	—	2,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,2	—	—	0,1	—	0,7
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,9	0,3	—	—	—	—	—	4,0	2,2	0,9	3,6	5,2	0,4	32,5	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	0,1	—	—	—	0,5	1,2	—	0,6	4,3	—	7,0	
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	—	—	0,5	—	—	—	0,2	9,0	9,8		
Divers ...	5,3	—	5,1	0,2	—	—	—	1,8	—	—	—	—	0,1	0,7	13,2	
(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(...)	—	—	(...)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)		
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	—	—	—	7,3	—	4,8	9,7	9,9	0,8	66,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,3	—	—	1,1	—	—	—	38,7	—	—	—	0,1	4,8	47,1	
	Certificats à court terme ...	—	0,7	—	0,1	—	—	—	36,2	2,7	5,4	—	8,7	—	73,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,1	—	—	10,3	37,8	5,1	35,2	39,0	8,7	249,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	16,5	57,9	—	2,4	2,0	1,7	2,3	82,7
	Divers ...	—	0,8	—	—	0,9	—	—	7,4	—	—	—	0,4	0,4	9,9	
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	—	—	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,4	463,2	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	4,3	—	—	—	—	—	4,3	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,7	—	0,1	—	—	—	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	—	27,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	2,9	—	—	11,1	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	4,8	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	49,5	—	54,8	
Divers ...	1,9	0,4	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	3,0	8,7		
Total ...	17,4	5,9	2,8	0,1	—	—	—	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	106,5	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	1,4	—	1,4	11,7	
	Divers ...	5,2	—	2,5	—	2,6	—	—	—	—	—	0,1	—	2,4	12,9	
Total ...	21,2	—	2,5	—	3,1	—	—	0,2	1,1	—	1,4	7,5	—	3,8	40,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	—	10,1	—	0,8	—	1,7	14,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,2	—	—	4,7	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations ...	7,6	—	0,2	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	— 0,1	16,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,1	—	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	20,2
	Divers ...	—	0,9	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	9,6
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	—	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	—	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		253,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	2,0	1,6	0,3	...	277,9		
Organismes monétaires (7)	Monnaie	—	...	—	0,2	1,4	...	0,3	...	0,1	0,1	2,0	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0	
	Engagements bruts envers l'étranger	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts en devises des résidents	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3	
	Dépôts sur livrets des résidents	25,7	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	25,8	
	Dépôts à terme des résidents	—	—	...	—	—	—	11,7	...	—	—	...	—	11,7	
	Engagements non rangés ailleurs	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	0,1	...	0,2	9,6	9,8	
	Divers	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)	
	(Actions et parts)														
	Total ...	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	9,6	432,0	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	0,4	0,2	—	0,2	0,9
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,5	—	—	—	—	—	6,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	0,6
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	...	...	10,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	...	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,5	—	—	...	...	...	0,6	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	...	...	—	—	...	...	...	...	11,1
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6		
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,1	8,0
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)		
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,3	...	0,1	...	0,1	0,6	0,3	3,7	169,6		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4		
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	—	158,2		
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,5	2,0
Total ...	164,5	...	...	...	0,1	12,5	...	...	...	...	...	1,5	178,6
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,5	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	2,9
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	0,1	0,1	0,9
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	6,4
	Dépôts à terme	2,3	0,4	...	3,1	...	...	0,3	—	...	0,4	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,2	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	113,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	23,8
	Divers	3,0	...	10,3	0,1	...	1,7	0,7	—	0,3	5,5	21,7	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	6,8	176,3		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,2	2,1	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7	
	(13) = (1) à (12)														
Total des créances		940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	45,6	2.225,3	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 2, février 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles			... nihil ou inférieur à 50 millions	— opération non effectuée
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	49,2	—	4,3	—	1,3	8,0	62,8	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	8,3	—	—	—	—	47,6	—	0,2	—	1,0	—	57,1	
		Obligations	12,3	—	—	—	—	—	—	1,0	—	15,8	—	29,1	
		Autres emprunts à moyen et long terme	8,9	0,1	—	—	—	—	—	107,2	—	35,2	103,2	254,6	
		Divers	1,5	1,7	—	0,1	18,0	—	—	1,6	—	4,1	0,6	27,7	
		(Actions et parts)	(192,4)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(3,0)	(—)	(...)	(198,3)
	Total ...	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	8,0	431,3	
Secteurs nationaux non financiers	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,2	—	0,3	—	—	0,1	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	—	0,1	1,2	—	—	0,3	—	2,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	0,1	—	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur	15,9	0,5	—	—	—	4,0	2,0	0,8	—	5,1	0,6	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,1	—	0,7	2,6	—	—	0,5	—	0,3	
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	0,4	—	—	—	0,2	—	11,8	
	Divers	6,3	—	5,9	0,2	—	—	—	—	—	—	0,1	0,4	14,6	
	(Actions et parts)	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	—	—	—	—	0,1	0,4	(22,7)	
	Total ...	22,6	0,8	5,9	0,4	...	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	0,8	70,7	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	4,2	—	—	0,8	—	45,6	—	—	—	0,1	3,5	54,1	
		Certificats à court terme	—	0,5	—	0,2	—	16,9	36,8	4,1	4,3	6,0	1,5	70,4	
		Obligations accessibles à tout placeur	118,2	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	19,2	58,6	—	3,5	2,1	1,0	85,1	
		Divers	—	0,7	—	—	1,6	6,3	—	—	—	0,5	0,2	9,2	
		Total ...	122,4	3,7	—	2,6	3,3	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	7,0	479,5
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8	
		Obligations accessibles à tout placeur	14,4	0,6	—	0,1	—	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	27,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7	2,4	—	14,5	
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	5,0	—	—	—	—	—	—	0,7	—	55,5	61,1	
		Divers	2,1	0,5	2,0	—	—	—	—	—	—	—	0,3	2,3	7,1
	Total ...	16,5	6,1	2,0	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	2,3	114,5	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3	
		Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	0,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,0	—	13,2	
		Divers	4,6	—	1,1	—	—	—	—	—	—	0,3	—	12,4	
		Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	4,3	48,2
	Etranger (6)	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
		Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	1,5	17,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	—	—	4,3	
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	129,2	—	—	—	—	129,2	
		Obligations	7,8	—	0,1	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,1	0,2	—	16,0
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	11,5	—	—	—	8,7	—	—	—	—	—	20,2
	Divers	—	0,9	8,1	—	—	—	—	—	—	0,8	0,2	—	10,0	
	(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	—	—	3,5	1,8	0,3	—	297,5	
Organismes monétaires (7)	Monnaie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,5	1,3	—	—	—	—	66,2	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6	
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,5	
	Dépôts à terme des résidents	29,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	15,5	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	15,5	—	—	—	—	11,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,9	
	Divers	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,2	
	(Actions et parts)	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	(10,2)	
Total ...	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Reintes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	7,4	—	—	—	—	7,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	7,7	—	—	—	—	0,1	10,6	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	—	—	0,2	2,3	—	—	—	—	0,6	0,2	—	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	148,1
	Dépôts à terme	1,3	1,0	—	—	3,7	—	—	—	—	—	—	—	6,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	5,8	—	—	0,5	—	0,2	0,1	—	0,1	—	—	2,8	9,5
	(Actions et parts)	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)
Total ...	171,3	1,0	—	0,7	6,0	0,2	0,1	—	0,1	0,8	0,2	3,1	183,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3
	Réserves mathématiques	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	170,2
	Divers	0,3	—	0,2	—	0,1	—	—	—	—	—	—	2,0	2,7
Total ...	177,3	—	0,2	—	0,1	14,4	—	—	—	—	—	2,0	194,1	
Organismes publiques de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	—	—	0,2	—	—	0,2	—	—	—	—	—	3,1
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	0,3	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	—	2,9	1,5	—	0,3	—	0,5	0,9	—	—	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,8	—	0,2	—	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	—	0,1	1,4	—	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	—	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,8	—	3,5	0,7	3,7	17,9	—	—	28,0
	Divers	3,5	—	10,3	0,1	—	—	2,5	—	0,4	—	—	—	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7	
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		— 4,2	2,2	1,3	—	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
	(13) = (1) à (12)	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	47,0	2.416,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	— 0,1	—	—	—	...	+ 4,1	—	+ 1,2	—	— 0,4	+ 2,3	+ 7,1
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,6	—	—	—	...	+ 5,4	—	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 6,1
			Obligations ...	+ 1,5	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 1,6
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,8	...	...	...	...	...	—	+ 13,1	+ 4,1	+ 11,1	...	+ 29,1
			Divers ...	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	...	— 1,1	+ 1,1	...	...	+ 18,0
			(Actions et parts) ...	(+ 8,4)	(+ 0,5)	(...)	...	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(+ 9,5)
		Total ...	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 2,3	+ 62,0
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	...	—	...	...	+ 0,2	...	...	— 0,3	...	...	+ 0,1	— 0,1
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,3	—	—	...	+ 0,1	— 0,6	—	...	— 0,1	...	— 0,2	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	— 0,1	+ 0,2	...	...	— 0,1	—	...	...	...	...	— 0,1	
			Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	— 0,1	— 0,2	...	— 0,1	+ 0,2	...	...
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,4	...	— 0,2	...	+ 0,2	+ 1,6	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	— 0,2	...	...	...	+ 2,1	...	+ 1,9	
			Divers ...	+ 1,0	...	+ 0,7	...	...	...	...	...	...	— 0,3	+ 1,3	
			(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(+ 1,0)	
			Total ...	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	...	+ 0,6	— 0,2	— 0,2	— 0,3	+ 2,2	+ 4,4
		Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers ...	+ 1,8	...	—	— 0,4	...	...	+ 6,9	...	...	...	— 1,3	+ 7,1
			Certificats à court terme ...	...	— 0,2	—	+ 0,1	...	— 0,8	+ 0,6	+ 1,4	— 1,1	...	— 0,5	— 3,2
			Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 11,2	...	—	...	+ 0,6	— 1,0	+ 0,9	— 1,4	— 1,9	+ 2,9	+ 0,1	+ 10,9
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	—	...	...	+ 2,8	+ 0,7	...	+ 1,1	+ 0,1	— 0,7	+ 2,3
			Divers ...	...	— 0,1	—	...	+ 0,7	— 0,4	— 0,7	...	...	+ 0,1	— 0,2	— 0,6
			Total ...	+ 13,0	— 0,3	—	— 0,3	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,4	...	— 1,9	+ 3,2	— 4,1	+ 16,5
		Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	— 0,1	...	...	...	...	+ 0,5	—	...	...	...	+ 0,5
			Obligations accessibles à tout placeur ...	— 1,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,2	— 0,7
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 2,6	— 0,5	...	+ 3,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 6,0	+ 6,4
			Divers ...	+ 0,1	...	— 0,8	...	...	...	...	—	...	...	— 0,3	— 1,6
			Total ...	— 0,9	+ 0,2	— 0,8	...	...	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	— 0,7	+ 5,9	+ 7,9
		Sécurité sociale (6)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3
			Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	+ 0,2	...	— 0,5	...	— 0,1	+ 1,6	+ 0,2	+ 1,5
			Divers ...	— 0,6	...	— 1,4	...	+ 1,0	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	— 0,5
			Total ...	+ 5,7	...	— 1,4	...	+ 1,2	...	— 0,5	...	— 0,1	+ 1,8	+ 0,5	+ 7,3
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1
			Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	—	...	...	—	+ 2,8	—	+ 0,2	...	— 0,1	+ 2,9
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	—	— 0,4	—	...	...	...	— 0,4
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	—	+ 17,1	—	...	...	...	+ 17,1
			Obligations ...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	— 0,1	— 0,1	— 0,2
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	...	—	—	—	+ 1,7	—	—	—	— 1,7	...
			Divers ...	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	— 0,1	+ 5,8
			(Actions et parts) ...	(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(+ 1,6)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)													
Monnaie	+19,4	+ 0,2	- 0,3	- 1,1	- 0,4	—	—	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,8
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	—	+ 11,2
Dépôts en devises des résidents	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0
Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3
Dépôts à terme des résidents	+ 3,7	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,7
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	...	+ 3,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	...	—	—	—	—	...	—	—	...	...	- 0,1
Divers	—	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 1,3	+ 1,3
(Actions et parts)	(+ 1,5)	—	(...)	—	—	—	(+0,1)	—	—	—	(...)	—	(+ 1,6)
Total ...	+25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+12,5	+3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 1,2	+ 42,7
Fonds des Rentes (8)													
Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	...	- 0,9
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	—	+0,8	—	—	—	—	—	+ 0,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	...	- 0,2
Divers	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	- 0,4	+0,4	—	- 0,2	...	...	...	- 0,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Dépôts à vue	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	—	...	—	...	...	- 0,1	...	+ 1,5
Dépôts sur livrets	+ 9,7	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 9,7
Dépôts à terme	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	—	—	—	...	...	...	- 0,3	+ 0,4
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,7	—	...	...	—	—	—	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,9
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
Divers	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5
(Actions et parts)	(+ 0,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,3)
Total ...	+12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 14,1
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
Réserves mathématiques	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	—	+ 12,0
Divers	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7
Total ...	+12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 2,0*	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
Organismes publics de crédit monétaires (11)													
Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	...	...	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,2
Argent à très court terme	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	...	+ 0,2	- 0,2
Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	+ 0,6
Dépôts à terme	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	—	—	—	+ 0,5	+ 0,5	...	...	+ 2,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1
Obligations accessibles à tout placeur	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	...	+ 6,8
Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 4,2
Divers	+ 0,5	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 0,5
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)
Total ...	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 0,4	+ 14,5
Secteurs interdits et ajustements (12)													
	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	- 2,1
(13) = (1) à (12)	+83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+29,5	+44,4	- 0,2	+16,6	+13,4	+14,1	- 1,8	+207,8

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1953, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLE année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	...	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	4,2	2,1	...	...	1,9	0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor)	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor)	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960 Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	4,7	53,0	65,4	5,8	4,9	- 7,6	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	88,6	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	91,8	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	99,9	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	104,1	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,1	107,5	8,9	10,1	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,4	108,9	7,8	11,2	-11,3	-11,1
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,3	111,6	7,8	11,0	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	112,0	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	116,6	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	119,9	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	193,9	6,6	112,5	127,9	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	130,0	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,3	197,4	9,5	119,1	134,2	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	139,2	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	149,3	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	p 90,9	p 200,6	p 8,6	136,3	154,1	5,0	p 15,4	-12,4	p -14,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS
a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2
2. F.M.I. — Participation	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3
b) en francs belges ³ .....	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8
b) effets commerciaux	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																				
...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres																				
...	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	37,0	37,6	36,3	38,7	36,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	
TOTAL DU PASSIF ...	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2
2. F.M.I. — Participation	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,8	5,3	3,3	6,7	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,1
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	120,8	123,0	121,0	123,7	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	125,7
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4
b) effets commerciaux	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5
c) avances .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,0	36,8	37,1	36,2	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3	37,6	36,9	38,4	36,3	39,6	39,6	38,7	38,4	36,0	36,8	37,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,8	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,7	...	...	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	39,4	39,2	39,8	38,7	38,4	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	40,3	
TOTAL DU PASSIF ...	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	49,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1
b) effets commerciaux	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2
c) avances	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7

1 Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

2 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0
b) détenue par les pouvoirs publics	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9 ^p
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5
b) en francs belges ²	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3
7. Ajustement statistique	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1 ^p
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,5
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1
b) sur les organismes publics	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3
c) sur les banques de dépôts	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,5
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,1 ^p
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,0 ^p
— autres	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,6 ^p
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,3 ^p
— autres	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4 ^p
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,4	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,2	7,1
b) effets commerciaux	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,0	39,7	41,5	40,5	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,5	55,6	56,5
c) avances	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,1 ^p
— autres	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,1 ^p
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0 ^p
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	13,2 ^p
— autres	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,4 ^p
D. Autres	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	48,3	51,2	50,3	53,3	51,8 ^p
TOTAL DE L'ACTIF ...	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2
b) en francs belges ^{2 3}	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0
4. Ajustement statistique	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...
c) envers les banques de dépôts	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0
— dépôts en devises	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6
TOTAL DU PASSIF ...	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est.	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	
2. F.M.I. — Participation	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	
b) en francs belges ³	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	
7. Ajustement statistique	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	
b) sur les organismes publics	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	
c) sur les banques de dépôts	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	84,1	85,7	87,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	86,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,7	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,2	(7)
— autres	37,7	37,8	53,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	4,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,8	(8)
— autres	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,7	4,6	3,0	3,6	4,6	6,0	6,8	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	11,6	8,0	(9)
b) effets commerciaux	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,5	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,4	45,5	44,4	48,8	48,3	50,4	51,7	60,0	59,0	(9)
c) avances	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,1	(14)
— autres	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	2,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	—	—	—	(12)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	13,2	(12)
— autres	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	(12)
D. Autres	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	88,4	91,2	90,0	96,9	92,3	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

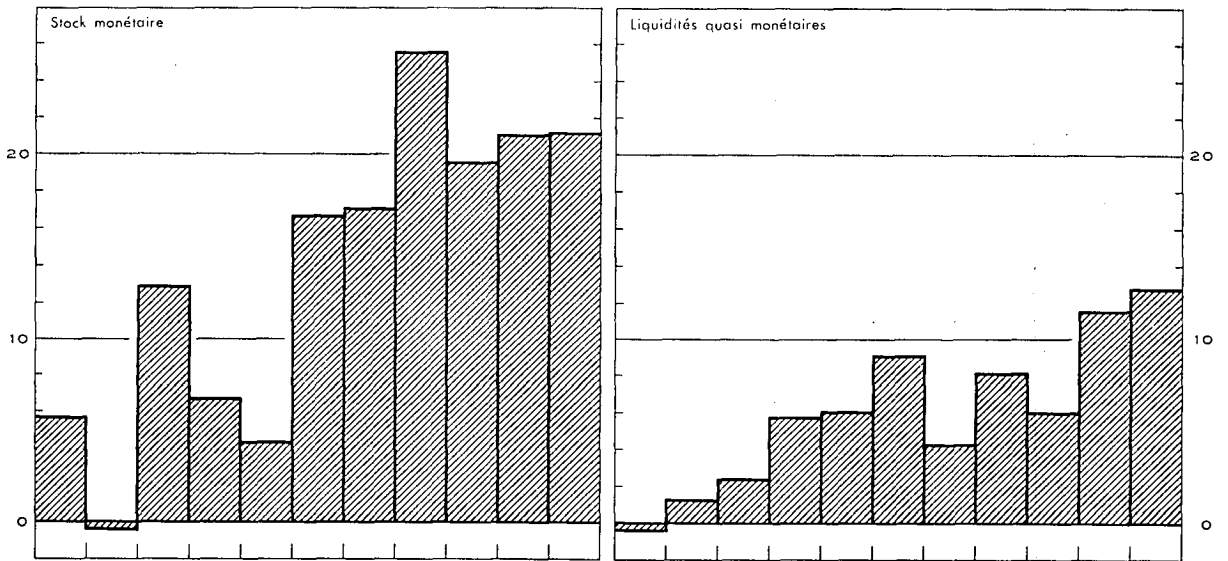
	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est.	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2
b) en francs belges ^{1 2}	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6
4. Ajustement statistique	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ³	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ⁴	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1
b) détenue par les pouvoirs publics	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0
— dépôts en devises	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6
TOTAL DU PASSIF ...	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

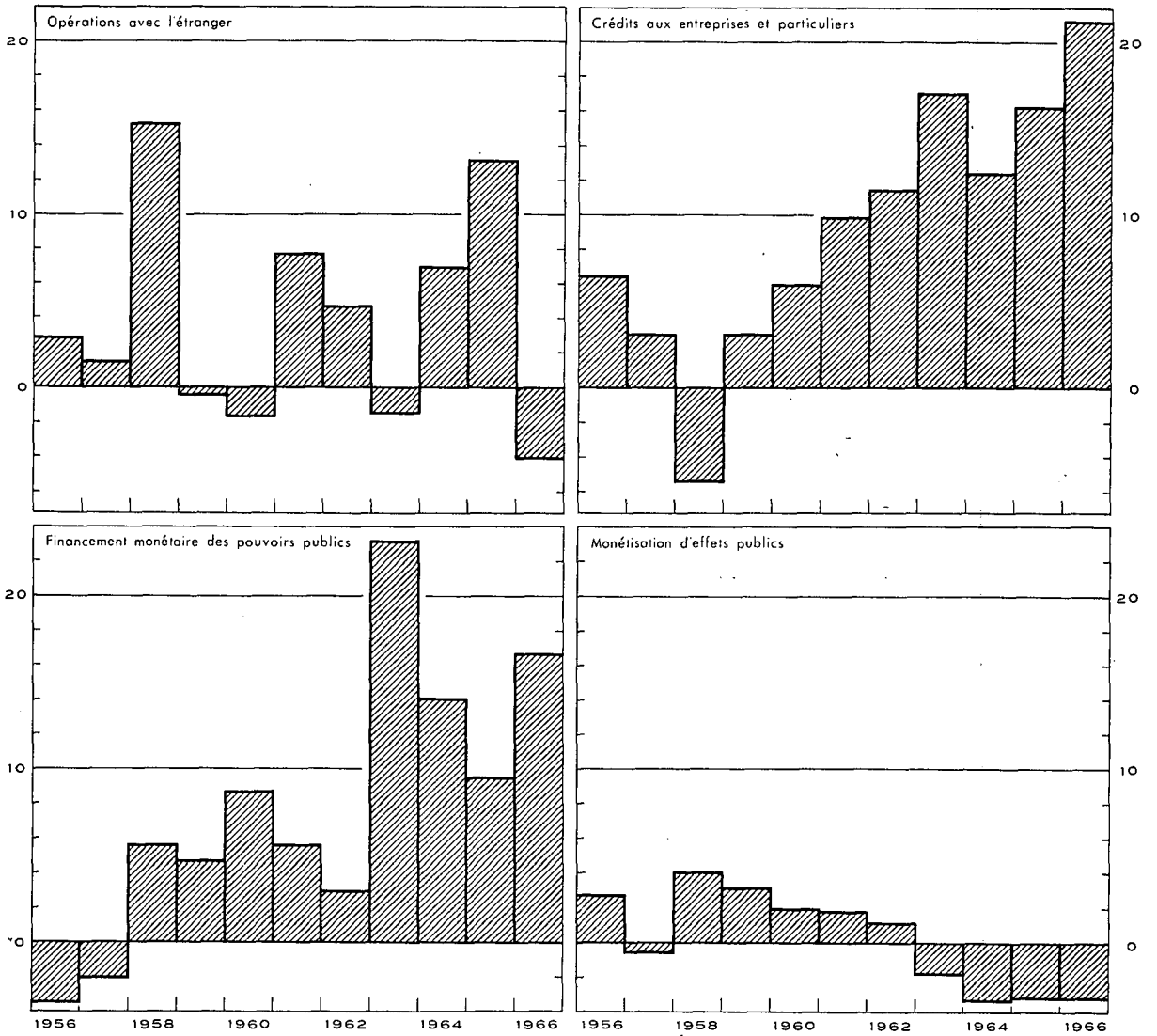
1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.
 2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
 3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
 4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
 5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
 6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».
 7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 17,1	- 0,1	+ 0,7	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,3	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,5	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,4	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	...	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	+ 0,1	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,1	+ 1,4	- 2,5	+ 3,5	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,3	- 1,2	- 2,1	+ 6,9	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	+ 0,1	+ 1,6	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,4
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 5,0	+ 0,6	+ 1,2	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 10,1	- 0,4	- 0,5	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,5
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 21,4	+ 1,1	+ 1,0	+ 9,8	+ 5,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,0	+ 9,0	- 4,0	p+ 5,1	+ 4,9	- 0,4	- 3,5	p- 2,9	p- 3,8	p- 0,6	- 1,7	p- 0,3	- 0,4	p- 0,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquiers ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	90,6	130,8	140,1	310,2	54,8
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	90,0	127,6	137,3	307,0	55,3
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	95,0	132,3	144,7	314,6	54,0
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	93,6	134,1	146,7	319,8	54,1
Mai	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	96,3	137,2	149,0	323,2	53,9
Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1

¹ Y compris des organismes para-banquiers administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution		
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance générale des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(10) = (6) - (7) - (8) - (9)
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4	
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1	
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+ 15,3	- 0,4	+ 15,9	
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1	
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2	
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6	
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5	
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8	
4 ^e trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7	
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0	
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4	
2 ^e trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9													
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2	
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8	
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1	
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,8	
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9	
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+ 10,6	
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7	
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7	
3 ^e trimestre	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6	
4 ^e trimestre	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9	
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3	
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	- 26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3	
2 ^e trimestre	123,0	- 29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2	
3 ^e trimestre	121,8	- 32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2	
4 ^e trimestre	124,5	- 35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2	
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,7	- 4,9	
1967 1 ^{er} trimestre	124,0	p-33,1	p90,9	- 0,5	p+ 2,4	p+ 1,9	p- 2,4	p- 0,4	- 0,4	p+ 5,1	p+ 1,4	p+ 3,3	

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII : 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. (ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)).

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois (ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)).

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	1	2
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(milliards de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoir à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.033	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18	12
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14	13
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217	325
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1966 7 février	1967 6 février	1966 7 mars	1967 6 mars	1966 4 avril	1967 10 avril	1966 9 mai	1967 8 mai
ACTIF								
Encaisse en or	77.898	76.141	77.816	76.215	77.816	76.250	77.799	76.175
Monnaies étrangères	20.707	21.874	20.852	22.345	20.914	23.458	21.591	23.655
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10.137	10.613	11.021	10.172	10.849	10.953	10.858	11.373
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	12.568	15.189	12.568	15.190	12.941	15.190	13.990	15.355
— Prêts ¹	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375
c) autres accords	3	25	...	84	24	178	89	185
Débiteurs pour change et or, à terme ...	20.413	21.140	20.435	21.654	20.044	22.978	20.685	22.671
Effets de commerce	6.938	12.424	6.933	9.769	8.360	5.951	7.069	8.317
Avances sur nantissement	66	1.798	31	27	37	23	26	566
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.575	3.800	9.775	7.525	9.600	9.775	9.400	9.125
Monnaies divisionnaires et d'appoint	504	344	534	376	547	374	514	338
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	2	2	1	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.196	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.787	1.909	1.787	1.909	1.787	1.909	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.869	2.108	1.881	2.129	1.881	2.127	1.882	2.124
Divers	1.503	1.323	1.517	1.507	1.608	1.638	1.522	1.979
Compte d'ordre :	206.041	210.932	207.224	211.146	208.481	213.047	209.287	216.016
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.182	1.239	1.048	1.093	901	900	779	792
PASSIF								
Billets en circulation	166.682	170.348	167.046	170.210	168.670	169.966	168.939	171.603
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	16	...	24	3	6	10	2	3
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	13	13	13	13	13	13	13	13
Banques à l'étranger : comptes ordin.	382	343	400	363	399	351	381	396
Comptes courants divers	1.068	939	809	900	764	768	645	2.061
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	202	105	136	133	324	144	101	133
b) autres accords	219	60	231	60	208	67	209	97
<i>Total des engagements à vue ...</i>	<i>168.582</i>	<i>171.808</i>	<i>168.659</i>	<i>171.682</i>	<i>170.384</i>	<i>171.319</i>	<i>170.340</i>	<i>174.306</i>
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	30.609	31.748	31.509	31.890	30.951	33.956	31.612	34.075
Caisse de Pensions du Personnel	1.869	2.108	1.881	2.129	1.881	2.127	1.882	2.124
Divers	1.784	1.901	1.978	2.078	2.068	2.278	2.256	2.144
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967
Compte d'ordre :	206.041	210.932	207.224	211.146	208.481	213.047	209.287	216.016
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.182	1.239	1.048	1.093	901	900	779	792

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) 3	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
1966 Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 28 février	1967 28 février	1966 31 mars	1967 31 mars
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	4.420	4.699	7.857	8.402
Prêts au jour le jour	2.095	1.650	3.253	4.743	2.950	4.227	3.262	3.038
Banquiers	16.665	22.926	29.786	41.276	30.848	40.873	34.469	38.495
Maison-mère, succursales et filiales	6.286	6.379	3.203	9.235	4.452	8.954	5.201	9.418
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.787	9.559	10.746	15.465	11.917	14.681	11.156	14.083
Portefeuille-effets	72.460	84.885	91.587	106.751	93.884	105.695	96.941	108.199
a) Effets publics	29.415	32.375	34.175	39.162	36.534	38.913	36.787	37.873
b) Effets commerciaux ²	43.045	52.510	57.412	67.589	57.350	66.782	60.154	70.326
Reports et avances sur titres	1.230	1.149	1.348	1.245	1.409	1.280	1.356	1.296
Débiteurs par acceptations	18.784	21.292	26.938	28.785	26.424	26.818	26.419	26.611
Débiteurs divers	45.661	50.802	60.186	68.329	63.606	73.251	63.917	74.672
Portefeuille-titres	72.105	74.789	86.447	94.289	86.554	95.900	87.013	95.807
a) Valeurs de la réserve légale	541	605	705	789	705	790	710	792
b) Fonds publics belges	67.875	69.307	80.181	87.264	80.348	88.973	80.310	88.860
c) Fonds publics étrangers	556	601	1.354	1.896	1.457	1.852	1.830	1.868
d) Actions de banques	1.545	1.868	1.912	1.904	1.916	1.910	1.914	1.970
e) Autres titres	1.588	2.408	2.295	2.436	2.128	2.375	2.249	2.317
Divers	2.576	3.040	3.184	4.021	2.452	3.739	2.328	3.543
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable</i>	254.500	287.406	327.171	384.630	328.916	380.117	339.919	388.564
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement	18	43	68	56	74	58	42	60
Immeubles	1.434	2.134	2.714	3.021	2.736	3.059	2.754	3.043
Participations dans les filiales immobilières	255	73	260	258	261	263	257	263
Créances sur les filiales immobilières	336	60	89	115	95	112	104	112
Matériel et mobilier	289	341	375	457	387	484	399	467
<i>Total de l'immobilisé</i>	2.332	2.651	3.506	3.907	3.553	3.976	3.556	3.945
Total de l'actif	256.832	290.057	330.677	388.537	332.469	384.093	343.475	387.509

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1963 31 décembre	8.678	1965 31 décembre	14.404	1966 28 février	14.670	1967 28 février	17.669
1964 31 décembre	10.978	1966 31 décembre	17.928	1966 31 mars	13.718	1967 31 mars	16.335

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

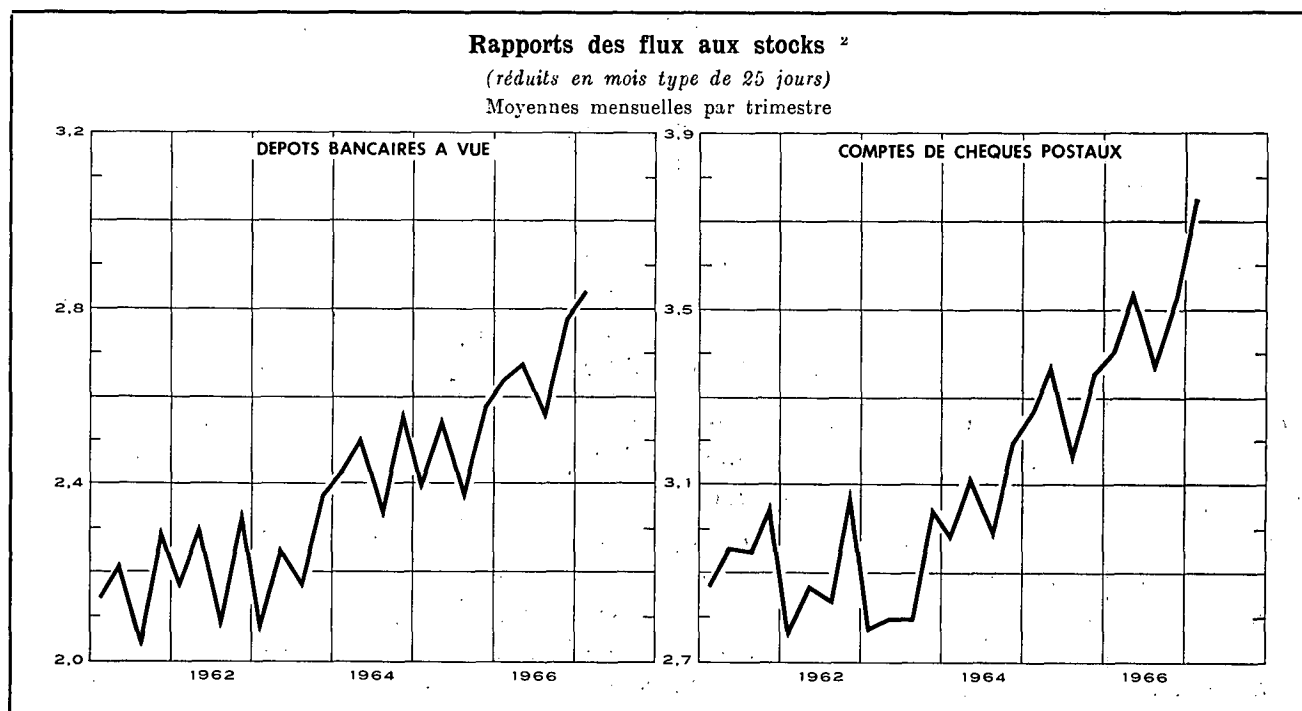
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 28 février	1967 28 février	1966 31 mars	1967 31 mars
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	804	698	589	835	416	503	994	795
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	431	494	263	226	303	282
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	158	341	153	277	691	513
Emprunts au jour le jour	1.406	2.420	3.433	3.365	6.216	6.294	3.254	3.569
a) Garantis par des sûretés réelles	1.232	1.214	815	666	1.827	1.609	1.301	1.641
b) Non garantis par des sûretés réelles	174	1.206	2.618	2.699	4.389	4.685	1.953	1.928
Banquiers	38.661	51.301	57.426	79.174	57.539	73.691	64.756	75.529
Maison-mère, succursales et filiales	7.884	7.065	6.062	10.297	5.405	8.406	6.167	8.459
Acceptations	18.784	21.292	26.937	28.786	26.424	26.818	26.419	26.612
Autres valeurs à payer à court terme	4.901	5.287	6.578	8.012	6.603	9.169	6.330	8.515
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.216	1.254	1.413	1.107	1.434	1.390	1.475	1.270
Dépôts et comptes courants	150.290	164.568	189.447	213.093	188.533	212.341	194.922	218.069
a) A vue	81.543	86.118	92.774	98.921	87.223	91.399	91.179	96.164
b) A un mois au plus	5.159	9.034	11.847	15.035	11.785	14.701	12.872	14.345
c) A plus d'un mois	30.007	29.915	38.487	46.034	41.464	49.540	42.453	49.739
d) A plus d'un an	1.138	731	1.106	1.364	1.151	2.045	1.164	2.416
e) A plus de deux ans	3.049	3.020	3.031	3.016	2.924	3.121	2.961	3.167
f) Carnets de dépôts	27.355	33.743	40.179	46.800	42.046	49.711	42.329	50.413
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.039	2.007	2.023	1.923	1.940	1.824	1.964	1.825
Obligations et bons de caisse	11.433	11.380	11.371	11.978	11.479	12.239	11.471	12.366
Montants à libérer sur titres et participations	672	991	977	955	978	956	978	955
Divers	6.809	7.752	8.030	10.350	8.829	11.488	7.700	10.480
<i>Total de l'exigible ...</i>	242.860	274.008	312.263	367.952	313.856	363.295	324.466	366.619
C. Non exigible :								
Capital	8.221	9.814	11.245	12.461	11.355	12.661	11.675	12.661
Fonds indisponibles par prime d'émission	838	1.245	1.949	2.298	1.990	2.298	1.990	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	541	607	705	789	705	789	710	792
Réserve disponible	4.179	4.197	4.306	4.803	4.355	4.837	4.414	4.913
Provisions	193	186	209	234	208	213	220	226
<i>Total du non exigible ...</i>	13.972	16.049	18.414	20.585	18.613	20.798	19.009	20.890
Total du passif ...	256.832	290.057	330.677	388.537	332.469	384.093	343.475	387.509

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennés mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1965 3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
1966 Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre	218,2	155,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
Mars	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

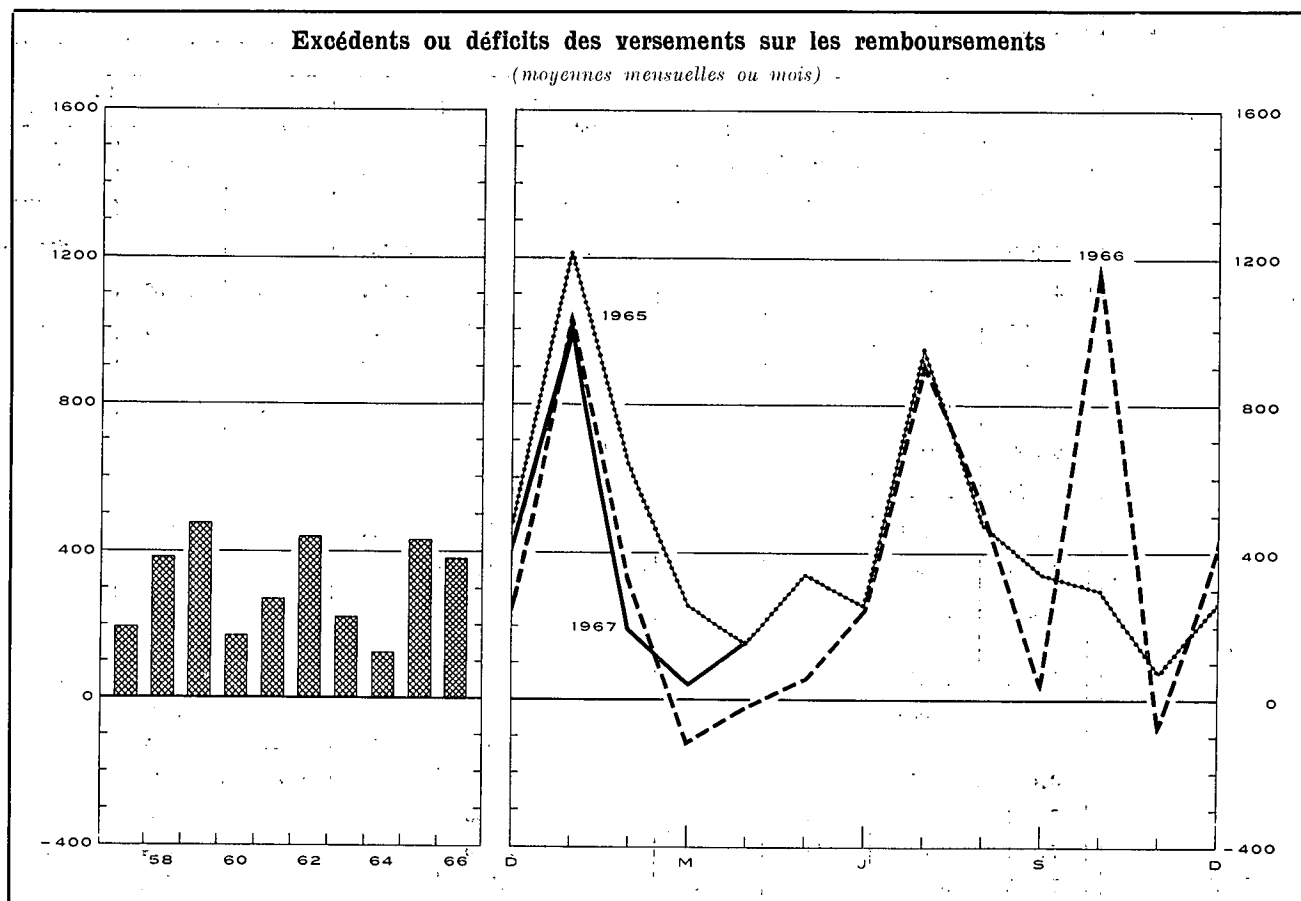
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192 ¹				
1966	37.449	32.818	4.632	120.322 ¹				
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	3.270	p 4.197	2.225	p 3.176	1.045	p 1.021	113.239	p121.301
Février	2.724	p 3.284	2.398	p 3.090	326	p 195	113.565	p121.496
Mars	2.834	p 3.473	2.945	p 3.423	-111	p 51	113.454	p121.546
Avril	2.808	p 3.443	2.825	p 3.282	-17	p 161	113.437	p121.750
Mai	2.845		2.791		53		113.491	
Juin	3.163		2.907		256		113.747	
Juillet	3.531		2.616		915		114.662	
Août	2.987		2.453		534		115.196	
Septembre	2.958		2.908		51		115.246	
Octobre	4.103		2.904		1.199		116.446	
Novembre	2.573		2.631		-58		116.387	
Décembre	3.654		3.216		438		120.322	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ²	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentés belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentés belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	27,2
Total des placements définitifs ²	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	84,1
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	³	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprend les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 ^e trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
PASSIF						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dettes à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs		
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1965														
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966														
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967														
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.003	22	684	706	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et com- munes	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1965 3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22
2 ^e trimestre .	4,57
3 ^e trimestre .	4,69
4 ^e trimestre .	4,56
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1965*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne.	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements ⁶	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,0 ⁶	3,5 ⁶	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
6. Congo et Rwanda-Burundi	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁷	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁸	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions au robinet de bons de caisse à un an ou moins et à plus d'un an des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée.

— Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 3,0; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.501 millions en remboursement ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Dans le courant de l'année 1961 la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁸ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ³	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁵	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁶	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ⁸	99,75	3 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
							46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^o s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹⁰	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹¹	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^o s.	6,25 — 6,50 ⁹	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹²	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹³	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 ¹⁴
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 ¹⁴
							46.810	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁵	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,92 ¹⁴
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	7,14 ¹⁴
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ¹³	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,97 ¹⁴
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ¹⁶	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant total, même si à la fin de l'année une partie seulement de ce montant était couverte par les souscriptions effectivement reçues et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

16 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-1,25	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	6,00	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe									Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure					extérieure							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat 2	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs 3	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 4	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurance ou de capitalisation.

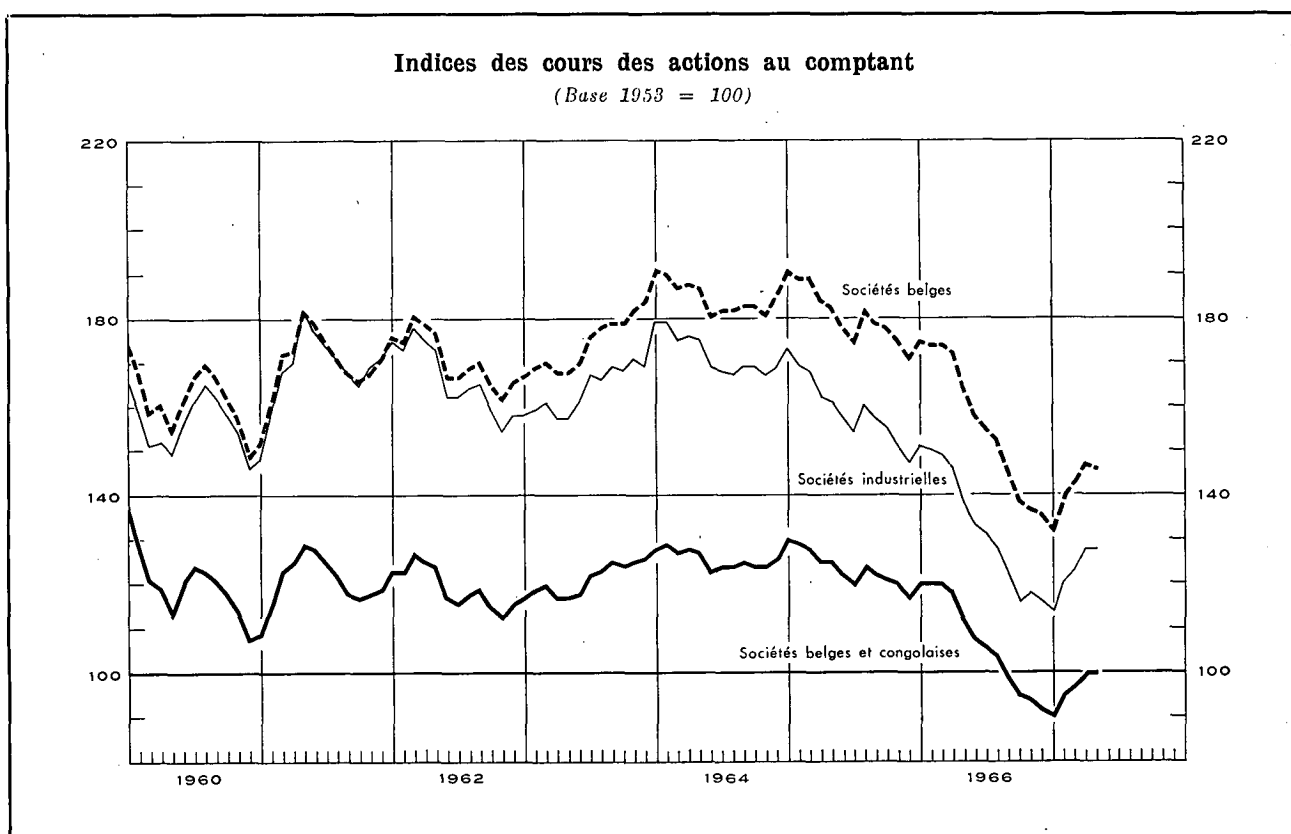
4 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

5 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1953 = 100) 2 4						en %	
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2

	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8
Février	90	68	120	95	174	140	150	120	115	93	3,6	4,4	3,8	4,5
Mars	78	66	120	97	174	143	149	123	115	95	3,7	4,4	4,0	4,3
Avril	89	79	118	100	172	147	146	128	112	98	3,6	4,3	3,8	4,1
Mai	88		112	100	164	146	138	128	108	100	3,9	4,4	4,0	4,1
Juin	76		108		158		133		104		4,0		4,1	
Juillet	57		106		155		131		103		4,1		4,2	
Août	53		104		152		128		99		4,4		4,5	
Septembre	58		99		145		122		94		4,6		4,7	
Octobre	55		95		139		116		90		4,5		4,6	
Novembre	53		94		137		118		90		4,6		4,6	
Décembre	50		92		136		116		89		4,7		4,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521

Sociétés financières et immobilières ⁵

1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015

Industrie des fabrications métalliques

1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111

Métallurgie du fer

1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398

Industrie textile

1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64

Industrie chimique

1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52

Electricité

1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550

Industrie du charbon

1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	58.878	3.197
1966	est 15.178	239.027	149.250	31.748	5.125	13.921	n.d.	n.d.	3.298

Note* voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	301	36.401	30.968	2.538	945	1.411	n.d.	n.d.	65

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	59.975	3.229
1966	15.479	275.428	180.218	34.286	6.070	15.332	n.d.	n.d.	3.298

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	15.178	239,0	149,2	31,7	5,1	13,9	3,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1961 12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	301	36,4	31,0	2,5	0,9	1,4	0,1

C. — Total général ⁴

1961 12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963 12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	15.479	275,4	180,2	34,3	6,1	15,3	3,4

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. -- EMISSIONS DES SOCIETES

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	10.993	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	p 16.320	p 17.743

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger³

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	p 469	p 463

Total général

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.007	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	p 16.789	p 18.206

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1963 12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	<i>p</i> 6.019	13.245	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
1965 Mai	1.512	442	29	471	481	...	500	500
Juin	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier	749	450	27	477	...	...	450	450
Février	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet	616	203	31	234	654	10	...	10
Août	<i>p</i> 713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 788	135	475	660	...	...	...	...
Octobre	<i>p</i> 1.170	363	36	399	...	...	250	250
Novembre	<i>p</i> 6.941	2.238	1.034	3.272	...	...	...	...
Décembre	<i>p</i> 2.965	862	8	870	...	...	...	...
1967 Janvier	<i>p</i> 847	319	9	328	...	...	...	...
Février	<i>p</i> 835	355	1	356	...	...	...	...
Mars	<i>p</i> 1.294	385	217	602	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1965 3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
1965 Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1965 4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 ^e trimestre	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 ^e trimestre	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1965 Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	autres effets publics
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1961 28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25

¹ Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
* Quotité de l'avance au 31 mai 1967

Cert. de tré. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 1) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes ¹	
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1966 Juin	3,50
Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40
Novembre	4,40
Décembre	3,92
1967 Janvier	3,37
Février	3,53
Mars	3,45
Avril	3,71
Mai	3,59

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966 Juin	4,50	4,90	5,30	5,60	5,52	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Juillet	4,50	4,90	5,30	5,75	5,74	1966 14 juin	5,55	5,65	5,70
Août	4,60	5,00	5,40	5,75	5,75	12 juil.	5,65	5,75	5,80
Sept.	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	9 août	5,85	5,90	6,00
Oct.	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	13 sept.	5,85	5,90	6,00
Nov.	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	11 oct.	5,90	5,95	6,00
Déc.	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	8 nov.	6,00	6,00	6,05
1967 Janv.	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
Fév.	5,20	5,45	5,70	6,00	6,00	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35
Mars	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	14 fév.	6,10	6,05	6,15
Avril	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	14 mars	6,10	6,15	6,15
Mai	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	11 avril	5,95	*	6,00
						9 mai	5,85	5,85	5,85

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)
Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.820 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Janvier	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Février	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1953 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraé-tatiques et villes	Etat	Paraé-tatiques et villes		Etat	Paraé-tatiques et villes	
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967 Janvier	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1966.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50				
Mars			7	2,25							25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre ..			12	2,—												
Octobre					16	4,50					15	3,—				
Novembre ..			7	2,50			20	4,—								
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre ..	4	3,—	11	4,—												
Octobre	23	4,—									16	3,50				
Novembre ..																
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre					6	3,50	27	5,50								
Novembre ..	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre							5	6,50								
Novembre ..							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre ..													10	5,50		
Octobre													12	5,—		
Novembre ..													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50									11	4,—		
Août																
Novembre ..					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre ..			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 7 avril	1967 6 avril	1966 5 mai	1967 3 mai
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	13.355	17.448	20.665	22.415	23.173	23.645	23.388	23.766
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.546	2.627	3.370	4.716	4.942	5.343	4.941	5.305
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.204	2.263	3.096	4.405	4.625	5.051	4.632	5.036
<i>Autres opérations</i>	342	364	274	311	317	292	309	269
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	630	589	1.471	1.471	1.425	1.471	1.425
Monnaies divisionnaires	8	28	24	22	15	16	17	22
Comptes courants postaux	481	911	920	1.135	959	970	983	1.274
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.221	3.316	3.546	1.682	4.143	4.003	4.143	4.003
Portefeuille d'escompte	20.608	20.007	18.606	19.053	15.966	17.169	13.840	15.175
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.310	7.030	6.173	6.925	6.950	8.035	7.075	7.989
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	1.223	575	669	612	128	397	35	205
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	1.470	3.046	1.358	1.816
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	13.074	12.402	6.819	6.188	3.140	1.490	2.140	1.030
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	...	...	4.945	5.328	4.278	4.201	3.232	4.135
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	2.412	3.220	4.546	6.183	5.629	6.121	7.131	8.184
Avances à 30 jours sur effets publics	166	72	32	5	23	371	29	351
Avances sur titres	67	71	88	91	100	112	96	100
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	870	1.656	1.689	1.465	687	895	853	2.635
Divers	885	1.468	1.497	1.142	1.314	1.313	1.190	1.335
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	68.194	71.155	67.854	73.347

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	50.082	55.781	59.544	64.170	64.527	67.202	64.140	67.699
Comptes créditeurs	2.718	3.479	3.668	3.272	2.202	2.382	2.057	4.059
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	1	...	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	200	238	426	169	191	179	182	206
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	807	961	712	2.419
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.226	1.451	1.435	1.382	1.203	1.242	1.163	1.433
Capital de la Banque	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.441	1.716	1.882	1.460	1.215	1.321	1.407	1.339
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	68.194	71.155	67.854	73.347

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 20 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1966 6 April	1967 5 April	1966 4 May	1967 10 May
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	---------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.338	2.438	2.638	2.788	2.888	2.988	2.888	2.938
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	2.950
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	2.950

Notes Issued :								
In Circulation	2.309	2.430	2.604	2.784	2.872	2.940	2.862	2.927
In Banking Department	41	20	46	16	28	60	38	23
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	3.000	2.900	2.950

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	266	298	233	380	388	477	385	511
Other Securities :								
Discounts and Advances	54	32	72	70	63	58	42	43
Securities	22	25	26	28	26	27	26	27
Notes	41	20	46	16	28	60	38	23
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	384	376	378	495	506	623	492	605

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	11	10	11	13	9	13	11	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	97	97	197	97	201
Other Deposits :								
Bankers	280	276	262	272	274	283	260	266
Other Accounts	74	71	86	94	108	112	106	109
Total ...	384	376	378	495	506	623	492	605

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 6 April	1967 5 April	1966 4 May	1967 10 May
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	11.489	10.778	11.459	10.785
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.710	1.827	1.726	1.812
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	13.199	12.605	13.185	12.597
Cash	288	182	146	129	209	327	229	328
Discounts and advances	38	63	186	137	810	539	909	68
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	76	68	80	70
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	38	25	71	86
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	—	—	—	90	—	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	9.278	12.830	9.458	13.335
Certificates	13.182	7.066	...	...	12	4.352	12	4.352
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	24.926	21.368	24.965	21.368
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	6.571	6.308	6.574	6.349
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	40.787	44.858	41.009	45.404
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	364	425	263	390
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	41.151	45.283	41.272	45.794
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	42.075	46.005	42.332	46.018
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	6.867	7.021	7.113	6.766
Bank premises	104	104	102	103	102	108	102	108
Other assets	357	400	552	977	771	810	945	947
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	62.723	66.876	63.906	66.764
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	36.730	38.512	36.671	38.821
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	19.088	20.270	19.322	19.102
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	108	418	504	1.148
Foreign	247	171	229	150	154	123	137	124
Other	424	291	321	355	353	456	400	479
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	19.703	21.267	20.363	20.853
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.819	5.524	5.414	5.493
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	202	232	199	232
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	61.454	65.535	62.647	65.399
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	560	579	560	582
Surplus	934	990	524	551	551	570	551	570
Other capital accounts .....	...	...	...	...	158	192	148	213
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	62.723	66.876	63.906	66.764
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	86	92	122	144	128	235	140	302
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	35,1 %	32,2 %	35,0 %	32,0 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 525 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated Statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 4 april	1967 3 april	1966 9 mei	1967 8 mei
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.328	6.235	6.328	6.235
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	872	945	786	987
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	52	83	57	98
Wissels, promessen, schatkistpapier - en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	62	52	105	68
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	776	1.173	834	1.155
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	394	365	305	584
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	23	26	20	21
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	168	171	182	190
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	45	34	15	14
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.720	9.084	8.632	9.352

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	7.611	8.029	7.592	8.054
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	770	686	744	970
's Rijks schatkist	620	1.095	665	394	701	633	693	905
Banken in Nederland	283	122	138	91	45	21	34	27
Andere ingezetenen	133	44	50	40	24	32	17	38
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	79	74	55	58
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	51	45	49	48
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	7	28	29	6	10
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	12	12	12	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	165	162	163	171
Diverse rekeningen	55	59	54	77	63	101	46	67
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.720	9.084	8.632	9.352

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

63	62	65	71	70	58	72	53
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre p	1966 gennaio	1967 gennaio p	1966 febbraio	1967 febbraio p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.502	1.509	1.502	1.508	1.502	1.507
Cassa ¹	25	22	24	35	16	52	19	44
Portafoglio ²	942	764	720	939	708	838	717	885
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	337	285	311	664	315	461	461	673
Prorogati pagamenti	42	51	93	95	20	31	76	108
Ufficio italiano dei cambi	1.770	2.069	1.982	2.129	1.920	2.036	1.879	2.014
Disponibilita in divisa all'estero	65	64	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	168	519	405	619	322	557	282	537
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	229	305	211	240	206	251	198	228
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	440	410	377	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria	506	558	913	537	973	675	657	200
Servizi diversi per conto dello Stato	—	29	33	59	37	64	42	69
Spese	71	88	102	110	3	5	6	9
Totale attivo ...	5.595	6.164	6.673	7.275	6.399	6.817	6.216	6.613
Circolazione dei biglietti ⁵	3.699	3.914	4.283	4.595	3.923	4.183	3.862	4.120
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	62	57	41	62	33	39	24	28
Conti correnti liberi	87	119	157	172	60	58	49	64
Conti correnti vincolati	1.305	1.459	1.738	1.933	2.031	2.129	1.934	2.005
Creditori diversi	352	517	340	389	338	389	330	373
C/c servizio tesoreria	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	10	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	5	6	7	8	7	8	7	8
Fondo di riserva straordinario	3	3	4	5	4	5	4	5
Rendite	72	89	103	111	3	5	6	9
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	5.595	6.164	6.673	7.275	6.399	6.817	6.216	6.613
Depositante di titoli e valori	4.273	4.918	4.991	6.333	5.021	6.385	5.046	6.454
1 Compresse monete di Stato	5	2	1	22	1	22	1	22
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	343	363	387	414	388	415	390	418
— istituti speciali	274	279	293	314	283	301	288	316
3 Compresse anticipazioni a :								
— aziende di credito	334	282	308	661	312	458	458	671
— privati	2	2	1	1	1	1	1	1
4 Compresi BOT	—	242	107	108	45	109	45	114
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	1	1	1	2	n.d.
6 Compresi vaglia e assegni	29	21	22	27	19	22	15	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1966 7 April	1967 7 April	1966 6 Mai	1967 5 Mai
AKTIVA								
Gold	15.138	16.731	17.371	16.905	17.339	16.922	17.339	16.911
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	12.894	10.770	8.111	9.775	6.875	9.700	6.783	9.722
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.043	1.232	1.052	1.426
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.122	2.684	3.344	3.256	3.344	3.256	3.344	3.256
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	751	615	509	420	508	420	508	420
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen	81	116	130	166	147	225	142	220
Postcheckguthaben	376	377	409	425	201	187	185	210
Inlandswechsel	1.647	2.413	4.650	5.031	7.847	4.768	7.526	5.423
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	125	307	345	711	478	125	278	4
Lombardforderungen	208	646	696	938	1.205	119	904	42
Kassenkredite	1.749	1.212	1.408	1.164	58	91	215	21
Wertpapiere	1.222	1.176	1.151	1.095	1.149	1.091	1.149	1.091
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.990	6.081	7.617	7.804	7.318	6.914	7.038	6.919
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.294	3.016	3.001	3.741	3.135	3.749	3.135	3.740
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.285	2.430	2.230	2.066
Sonstige Aktiva	406	463	433	357	406	301	362	319
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.830	51.110	51.682	51.370
PASSIVA								
Banknotenurnlauf	25.426	27.692	29.455	30.770	28.983	28.792	29.115	30.007
Einlagen von	18.006	18.610	18.671	19.784	20.094	18.046	19.073	17.482
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.607	15.143	16.241	17.386	16.784	15.326	17.118	15.054
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.126	3.215	2.165	2.109	3.079	2.494	1.722	2.190
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	273	252	265	289	231	226	233	238
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	270	308	452	552	403	305	408	283
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	234	257	418	494	374	279	378	254
<i>Sonstige</i>	36	51	34	58	29	26	30	29
Rückstellungen	1.076	1.260	1.475	1.690	1.475	1.690	1.690	1.925
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	701	776	861	963	861	963	963	1.080
Sonstige Passiva	495	572	639	863	724	1.024	143	303
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.830	51.110	51.682	51.370

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 6 avril	1967 7 avril	1966 6 mai	1967 5 mai
ACTIF								
Encaisse or	12.204	11.794	13.164	12.297	11.478	11.599	11.430	11.435
Devises	1.083	1.679	853	2.060	669	1.044	608	745
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	431	429	519	429	519	489	519
Portefeuille effets sur la Suisse	142	163	139	158	118	109	101	101
<i>Effets de change</i>	107	138	130	141	118	109	101	101
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement	97	78	39	109	38	31	39	33
Bons du Trésor étrangers en FS	207	432	432	432	532	432	532	432
Titres	52	65	93	182	114	187	125	185
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	3	7	2	5
<i>autres</i>	52	64	91	182	111	180	123	180
Correspondants :	71	92	81	97	29	27	22	89
<i>en Suisse</i>	62	75	66	82	14	13	2	49
<i>à l'étranger</i>	9	17	15	15	15	14	20	40
Autres postes de l'actif	35	29	33	68	68	55	77	57
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	13.475	14.003	13.423	13.596

PASSIF

Fonds propres	55	56	57	58	58	59	58	59
Billets en circulation	9.035	9.722	10.043	10.651	9.474	9.806	9.414	9.945
Engagements à vue	3.188	3.271	3.215	3.431	2.015	2.139	2.052	1.935
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.700	2.908	3.005	2.982	1.687	1.832	1.642	1.498
<i>Autres engagements à vue</i>	488	363	210	449	328	307	410	437
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	690
Engagements à terme	357	433	602	389	555	600	536	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	3	20	2	28	—	10	—
Autres postes du passif	221	243	291	356	310	364	318	367
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	13.475	14.003	13.423	13.596

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	28 février 1966	28 février 1967	31 mars 1966	31 mars 1967
I. Or en lingots et monnayé	2.283	2.583	3.122	3.053	3.025	3.096
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	683	975	531	604	381	156
III. Bons du Trésor réescomptables	82	70	70	68	68	70
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	135	75	126	76	124	74
V. Dépôts à terme et avances :	2.935	4.108	2.333	3.756	2.507	3.551
a) à 3 mois au maximum	2.060	3.282	1.429	3.086	1.825	2.906
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	—	3	—
c) de 3 à 6 mois	603	509	628	301	360	273
d) de 6 à 9 mois	25	113	83	134	171	160
e) de 9 à 12 mois	118	123	104	235	61	212
f) à plus d'un an	126	78	86	—	87	—
VI. Autres effets et titres :	2.015	1.285	1.658	1.277	1.648	1.284
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	296	293	293	290	276	283
b) de 3 à 6 mois	3	10	5	8	95	95
c) de 6 à 9 mois	94	94	110	110	23	23
d) de 9 à 12 mois	22	23	12	12	26	19
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.309	639	966	613	957	617
b) de 3 à 6 mois	100	57	109	103	121	131
c) de 6 à 9 mois	75	61	50	70	34	70
d) de 9 à 12 mois	35	69	44	40	60	17
e) à plus d'un an	81	39	69	31	56	29
VII. Actifs divers	1	2	1	1	10	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	—	68	—	—	—
IX. Créance au titre de la Convention du 29 novembre 1965 avec la République fédérale d'Allemagne	—	—	—	—	119	—
Total actif ...	8.192	9.098	7.909	8.835	7.882	8.232

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)

Total ...

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	28 février 1966	28 février 1967	31 mars 1966	31 mars 1967
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	—	221	—	—	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	—	76	—	—	—
Total ...	297	—	297	—	—	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustée ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	28 février 1966	28 février 1967	31 mars 1966	31 mars 1967
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	4.410	4.303	3.912	4.359	3.539	3.561
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	34	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	203	238	17	103	90	141
c) de 6 à 9 mois	69	—	187	186	203	238
d) de 3 à 6 mois	79	84	153	67	84	75
e) à 3 mois au maximum	1.656	1.163	664	1.219	523	222
f) à vue	1.836	2.254	2.338	2.255	2.162	2.326
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17	100	—	28	—	—
c) de 6 à 9 mois	17	90	17	103	69	100
d) de 3 à 6 mois	69	86	86	86	17	90
e) à 3 mois au maximum	248	86	—	76	69	103
f) à vue	216	168	450	236	322	266
IV. Dépôts (monnaies) :	2.943	4.056	3.164	3.722	3.466	3.910
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	28	19	27	19	23	16
b) de 9 à 12 mois	11	52	40	29	45	10
c) de 6 à 9 mois	80	105	89	110	17	53
d) de 3 à 6 mois	503	325	341	208	379	309
e) à 3 mois au maximum	1.950	3.177	2.183	2.693	2.412	2.991
f) à vue	16	139	14	219	166	221
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	15	—	1	—	1	—
d) à 3 mois au maximum	323	209	447	425	405	291
e) à vue	17	30	22	19	18	19
V. Effets :	385	284	377	292	362	293
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	11	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	41	4	54	2	16	2
d) à 3 mois au maximum	333	280	323	290	346	291
VI. Divers	79	78	81	85	71	91
VII. Comptes de profits et pertes	10	10	10	10	10	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	214	216	214	216	201	216
IX. Créances des Gouvernements au titre du Compte de Trust des Annuités	—	—	—	—	82	—
<i>Total passif</i>	8.192	9.098	7.909	8.835	7.882	8.232

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	—	229	—	—	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	—	153	—	—	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	—	76	—	—	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	—	68	—	—	—
<i>Total</i>	297	—	297	—	—	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
Population	I - 1		
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
Affestation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
Production agricole	III - 1		
Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
Energie	IV - 3		
Métallurgie	IV - 4		
Construction : données annuelles	IV - 5		
Construction : données mensuelles	IV - 6		
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
Transports :			
a) Activités de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
Tourisme	V - 2		
Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
Prix de gros mondiaux	VII - 1		
Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
6. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banque de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situations globales des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
